UNIVERSITÉ DU BURUNDI
GRENIER DU SAVOIR DU BURUNDI
Dépôt institutionnel officiel
https://repository.ub.edu.bi

Analyse de la triple dimension d’attractivité des investissements directs étrangers dans les pays de l’ Afrique subsaharienne (2000-2021)

NININAHAZWE,Arcade; Sous la direction du Dr Salomon NSABIMANA

2023-07
UB
https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/451

Document téléchargé depuis le **Grenier du Savoir du Burundi** — https://repository.ub.edu.bi

UNIVERSITE DU BURUNDI

FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION

MASTER EN ANALYSE ECONOMIQUE ET DEVELOPPEMENT

==========

ANALYSE DE LA TRIPLE DIMENSION D'ATTRACTIVITE DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS DANS LES PAYS DE L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE (2000-2021)

Par :

Arcade NININAHAZWE

Mémoire

présenté et soutenu publiquement en vue de l'obtention du Diplôme de Master en Analyse Economique et Développement

Option : Analyse Economique

==========

Sous la direction du :

Dr Salomon NSABIMANA

Bujumbura, Juillet 2023

MEMBRES DU JURY

Président : Dr Théogène NSENGIYUMVA

Directeur : Dr Salomon NSABIMANA

Secrétaire : Pr Arcade NDORICIMPA

DEDICACES

A Dieu Tout Puissant ;

A mes chers parents ;

A mon frère et ma sœur ;

A mes oncles et tantes ;

A mes cousins et cousines ;

A tous ceux qui me sont chers ;

Je dédie ce mémoire.

NININAHAZWE Arcade

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier sincèrement Dr Salomon NSABIMANA, en tant que Directeur de mémoire, pour sa sympathie et sa disponibilité permanente tout au long de la réalisation de ce mémoire, ainsi pour l'inspiration et le temps qu'il a bien voulu me consacrer. Je dois la réussite de notre étude à ses conseils, ses orientations et ses guides adorables. Que ces quelques mots soient pour lui le témoignage de ma gratitude.

Je tiens aussi à exprimer nos reconnaissances envers tous les professeurs de la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de l'Université du Burundi pour leur gentillesse scientifique. Leurs enseignements et leurs vives remarques nous ont permis de faire des pas en avant jusqu'à l'accomplissement de la présente étude.

Mes sincères remerciements s'adressent au gouvernement de la République du Burundi pour le prêt financier qu'il nous a accordé. Ce prêt nous a été d'une grande importance dans la réalisation de cette étude. J'adresse également un mot de reconnaissance à mes chers camarades de la troisième promotion qui ont agrémenté notre séjour académique. Tous ceux qui ont indirectement contribué à l'accomplissement de cette étude qu'ils trouvent ici l'expression de notre profond remerciement.

RESUME

L'objectif de ce travail consiste à analyser les effets de la triple dimension d'attractivité des investissements directs étrangers dans les 38 pays de l'Afrique Subsaharienne sur une période allant de 2000 à 2021 .Ladite triple dimension sur la quelle porte l'analyse concerne la dimension politique, économique et socioculturelle. Leurs indicateurs respectifs sont stabilité politique et efficacité du gouvernement ; taux de croissance du PIB par habitant et ouverture commerciale ; taux d'urbanisation, capital humain et infrastructures. Cette étude emploie les données de panel et utilise une estimation de modèles dynamiques (Méthode des Moments Généralisés). Les résultats économétriques révèlent que la stabilité politique, l'efficacité du gouvernement, le taux de croissance du PIB par habitant, l'ouverture commerciale, le taux d'urbanisation, les infrastructures et le capital humain influencent positivement et significativement l'attractivité des IDE dans les pays de l'Afrique Subsaharienne. Cette étude suggère aux autorités des pays de l'Afrique Subsaharienne de renforcer la résolution des conflits, la diversification des produits d'exportation ainsi que mettre en place des infrastructures appropriées à l'urbanisation.

Mots clés : Triple dimension d'attractivité des IDE, Méthode des Moments Généralisés, Afrique Subsaharienne.

ABSTRACT

The objective of this study is to analyse the effects of the triple dimension of foreign direct investment attractiveness in the 38 countries of Sub-Saharan Africa over the period from 2000 to 2021, focusing on the political, economic and socio-cultural dimensions. Their respective indicators are political stability and government effectiveness; GDP per capita growth rate and trade openness; urbanisation rate, human capital and infrastructure. This study employs panel data and uses dynamic model estimation (Generalised Moment Method). The econometric results reveal that political stability, government efficiency, GDP per capita growth rate, trade openness, urbanisation rate, infrastructure and human capital positively and significantly influence the attractiveness of FDI in Sub-Saharan African countries. This study suggests that the authorities of Sub-Saharan African countries should strengthen conflict resolution, diversify export products and set up infrastructures appropriate to urbanisation.

Keywords: Triple dimension of FDI attractiveness, Generalized Moment Method, Sub-Saharan Africa.

TABLE DES MATIERES

MEMBRES DU JURY ..... **i**
DEDICACES ..... **ii**
REMERCIEMENTS ..... **iii**
RESUME ..... **iv**
ABSTRACT ..... **v**
TABLE DES MATIERES ..... **vi**
LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES ..... **ix**
LISTE DES GRAPHIQUES ..... **x**
LISTE DES SIGLES ET ABBREVIATIONS ..... **xi**
AVANT-PROPOS ..... **xii**
INTRODUCTION GENERALE **1**
1. Contexte et intérêt du Sujet 1
2. Problématique 3
3. Objectifs de l'étude 6
4. Hypothèses de la recherche 7
5. Approche méthodologique 7
6. Délimitation du sujet 7
7. Articulation du travail 8
CHAPITRE I : REVUE DE LA LITTERATURE SUR LA TRIPLE DIMENSION D'ATTRACTIVITE DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS **9**
Introduction 9
I.1. Dimension politique et attractivité des investissements directs étrangers 9
I .1.1. Concept et indicateurs de la dimension politique 9
I.1.2. Fondements théoriques et différents types des investissements directs étrangers 12
I.1.2.1. Fondements théoriques des IDE 12
I.1.2.2. Les différents types d'IDE 14
I.1.3. Relation théorique entre dimension politique et attractivité des IDE 15
I.2. Dimension économique, socioculturelle et attractivité des investissements directs étrangers 17
I.2.1. Concept et Indicateurs de la dimension économique 17

I.2.2. Relation théorique entre la dimension économique et attractivité des investissements directs étrangers 18
I.2.3. Concept et indicateurs de la dimension socioculturelle 18
I.2.4. Relation théorique entre la dimension socioculturelle et attractivité des investissements directs étrangers 20
I.3. Littérature empirique sur les effets de la triple dimension d'attractivité des investissements directs étrangers 22
I.3.1. Effets de la dimension politique sur l'attractivité des investissements directs étrangers 22
I.3.2. Effets de la dimension économique sur les investissements directs étrangers 24
I.3.3. Effets de la dimension socioculturelle sur l'attractivité des investissements directs étrangers 25
Conclusion du premier chapitre 26
CHAPITRE II. DYNAMIQUE DE LA TRIPLE DIMENSION D'ATTRACTIVITE DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS DANS LES PAYS DE L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE……...27
Introduction 27
II.1. Dynamique de la dimension politique d'attractivité des IDE dans les pays de l'Afrique Subsaharienne 27
II.1.1. Etat des lieux de la dimension politique dans les quatre blocs régionaux en Afrique Subsaharienne 27
II.1.2. Comparaison du niveau moyen de la Stabilité politique dans les pays de l'Afrique Subsaharienne 32
II.2. Dynamique de la dimension économique et socioculturelle dans les pays de l'Afrique Subsaharienne 33
II.2.1. Dynamique de la dimension économique par quatre blocs régionaux de l'Afrique Subsaharienne 33
II.2.2. Evolution de la dimension socioculturelle dans les pays de l'Afrique Subsaharienne 39
II.3. Dynamique des IDE entrants (en % du PIB) dans les pays de l'Afrique Subsaharienne 45
II.3.1. Evolution des IDE entrants dans les quatre blocs régionaux de l'Afrique Subsaharienne 45

II.3.2. Comparaison du niveau moyen des IDE entrants nets dans les pays de l'Afrique Subsaharienne 49
Conclusion du deuxième chapitre 50
CHAPITRE III : ANALYSE EMPIRIQUE DES EFFETS DE LA TRIPLE DIMENSION D'ATTRACTIVITE DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS DANS LES PAYS DE L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE…….. 51
Introduction 51
III.1. Approche méthodologique 51
III.1.1. Cadre général des données de Panel 51
III.1.2. Les Méthodes dynamiques 54
III.1.3. Tests économétriques en panel dynamique 58
III. 2. Spécification du modèle d'estimation 59
II.2.1.Modèle d'étude 60
III.2.2. Description des variables et signes attendus 60
III.3. Résultats, interprétation et discussion 63
III.3.1. Résultats de l'étude de l'effet de la triple dimension sur les flux des investissements directs étrangers en Afrique Subsaharienne 63
III.3.2. Interprétation des résultats et leur discussion 64
CONCLUSION GENERALE, SUGGESTIONS ET LIMITES DE L'ETUDE 69
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES 73
ANNEXES 81

LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES

Tableaux

Tableau 1 : Présentation des variables explicatives, signes attendus et leur source 63
Tableau 2 : Résultats des estimations GMM en Système pour l'étude des effets de la triple dimension d'attractivité des IDE dans les pays de l'Afrique Subsaharienne..... 64

Figure

Figure 1 : Présentation de la triple dimension d'attractivité des IDE 22

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Evolution de la Stabilité politique à la CAE (2000-2021) 28
Graphique 2 : Evolution de la stabilité politique à la SADC (2000-2021) 29
Graphique 3 : Evolution de la Stabilité politique à la CEMAC (2000-2021) 30
Graphique 4 : Evolution de la Stabilité politique à la CEDEAO (2000-2021) 31
Graphique 5 : Niveau moyen de la stabilité politique dans les pays de l'Afrique Subsaharienne (2000-2021) 32
Graphique 6 : Evolution du taux de croissance par habitant (% annuel) à la CAE (2000-2021) 34
Graphique 7 : Evolution du taux de croissance du PIB par habitant à la SADC (2000-2021) 35
Graphique 8 : Evolution du taux de croissance du PIB par Habitant au CEMAC (2000-2021)……..... 36
Graphique 9 : Evolution du taux de croissance du PIB par habitant à la CEDEAO (2000- 2021)…….. 37
Graphique 10 : Comparaison du taux moyen de la croissance du PIB par habitant dans les pays de l'Afrique Subsaharienne (2000-2021)……..... 38
Graphique 11 : Evolution du taux d'urbanisation à la CAE (2000-2021) 40
Graphique 12 : Evolution du taux d'urbanisation au CEMAC (2000-2021) 41
Graphique 13 : Evolution du taux d'urbanisation à la SADC (2000-2021) 42
Graphique 14 : Taux d'urbanisation aux pays membres de la CEDEAO (2000-2021) 43
Graphique 15 : Comparaison du taux moyen d'urbanisation dans les pays de l'Afrique Subsaharienne (2000-2021) 44
Graphique 16 : Evolution des IDE entrants dans les pays membres de la CAE (2000-2021) 45
Graphique 17 : Evolution de l'entrée des IDE (en % du PIB) à la SADC (2000-2021) 46
Graphique 18 : Evolution de l'entrée des IDE (en % du PIB) au CEMAC(2000-2021) 47
Graphique 19 : Evolution des IDE entrants (% du PIB) à la CEDEAO(2000-2021) 48
Graphique 20 : Comparaison du niveau moyen des IDE entrants nets (en % du PIB) dans les pays de l'Afrique Subsaharienne 49

LISTE DES SIGLES ET ABBREVIATIONS

%	: Pourcentage
AR	: Modèle Autorégressifs
BCEAO	: Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BM	: Banque Mondiale
CAE	: Communauté de l'Afrique de l'Est
CAPHUM	: Capital Humain
CEDEAO	: Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEMAC	: Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CNUCED	: Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement
EFFGV	: Efficacité du Gouvernement
FMI	: Fonds Monétaire International
FMN	: Firmes Multinationales
GMM	: Generalized Method of Moments
IDE	: Investissements Directs Etrangers
MCO	: Méthode des Moindres Carrées Ordinaires
MENA	: Meadle-East and North Africa
OUVCOMM	: Ouverture commerciale
PED	: pays en développement
PESTEL	: Politique Economique Socioculturel Ecologique Légal
PIB	: Produit Intérieur Brut
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
RDC	: République Démocratique du Congo
SADC	: Southern African Development Community
SPOL	: Stabilité Politique
TCPIBH	: Taux de croissance du Produit Intérieur Brut par Habitant
UEMOA	: Union Economique et Monétaire Ouest-africaine
USD	: Dollar américain
WDI	: World Development Indicators
WGI	: Worldwide Governance Indicators

AVANT-PROPOS

La présente étude rentre dans le cadre de l'obtention d'un Diplôme de fin des études de Master en Analyse Economique et Développement, spécialité Analyse Economique. Elle porte sur l'analyse de la triple dimension d'attractivité des investissements directs étrangers dans les pays de l'Afrique Subsaharienne. Cette analyse concerne l'influence de la triple dimension d'attractivité des IDE sur l'attractivité des Investissements directs étrangers sur une période allant de 2000 à 2021 et prend en compte 38 pays de l'Afrique Subsaharienne. Ladite triple dimension d'attractivité des IDE est constituée de dimension politique, dimension économique et dimension socioculturelle.

L'idée de cette étude est venue du constat que parmi les facteurs déterminants de l'attractivité des IDE figure la triple dimension et l'Afrique Subsaharienne attire peu d'investissements directs étrangers par rapport aux autres régions du monde. En effet, ce mémoire a pour objectif d'analyser les effets de ladite triple dimension d'attractivité des IDE dans les pays de l'Afrique Subsaharienne.

Ainsi, l'influence de la triple dimension d'attractivité des IDE est évoquée dans la littérature tant théorique qu'empirique mais peu de pareille étude existe sur l'Afrique Subsaharienne. Notre étude vient combler ce vide scientifique. Des solutions sont donc suggérées afin que les dimension politique, économique et socioculturelle soient meilleures pour attirer les investissements directs étrangers dans les pays de l'Afrique Subsaharienne.

INTRODUCTION GENERALE

1. Contexte et intérêt du Sujet

Le renforcement de l'attractivité des investissements directs étrangers(IDE) est devenu un objectif explicite de politique économique de plusieurs pays (Makosso et Mfere,2023). Ainsi il se rapporte aux facteurs de dimension politique, économique et socio-culturelle qui agissent positivement sur le choix de localisation des investissements étrangers (Colbert et Coté , 1990). Plusieurs pays en développement se font la concurrence acharnée en vue d'attirer les investissements directs étrangers (Hiri et Achab, 2022).

Les investissements directs étrangers sont de plus en plus sollicités par les pays en développement et ne sont plus considérés comme un facteur de dominance, mais plutôt comme une source de capitaux, de création d'emplois et un canal majeur de transfert de technologie (Halima, 2017). Ainsi la question se pose davantage pour comprendre pourquoi les firmes décident de s'internationaliser et de choisir de s'implanter dans tel pays ou dans telle région plutôt que dans tel ou dans telle autre ; elle est devenue quasiment stratégique pour les autorités économiques et politiques qui s'efforcent d'attirer sur leur territoire les investissements étrangers (Mayer et Mucchielli,1999) . En effet, l'attractivité des IDE dépend des structures politiques, économiques et sociales (Gavelle, 2019).

Ainsi, les IDE ont un impact bénéfique sur les économies d'accueil. Ils peuvent avoir des retombées technologiques, contribuer à la formation du capital humain, faciliter l'intégration aux échanges internationaux, développer la productivité de l'économie locale, favoriser la création d'un climat des affaires plus compétitif (Hiri et Achab, 2022). Malgré le rôle important que jouent les IDE dans la prospérité économique, les flux mondiaux d'investissement direct étranger (IDE) ont poursuivi leur recul en 2018, chutant de 13 % pour s'établir à 1 300 milliards de dollars en 2019(CNUCED, 2020). Les flux d'IDE à destination des pays développés sont tombés à leur niveau le plus bas depuis 2004, enregistrant un repli de 27 %. Les entrées en Europe ont diminué de moitié pour s'établir à moins de 200 milliards de dollars en raison de sorties supérieures aux entrées dans quelques grands pays d'accueil, d'où des fonds ont été rapatriés et d'une baisse sensible au Royaume-Uni. Les entrées aux États-Unis ont chuté quant à elles de 9 % pour se chiffrer à 252 milliards de dollars (CNUCED, 2019).

Si l'IDE mondial a reculé en 2018, les flux à destination de l'Afrique n'ont pas suivi cette tendance. Au contraire, après avoir diminué en 2016 et en 2017, ils ont augmenté en 2018 pour s'établir à 46 milliards de dollars (11 %). La hausse des prix et de la demande de certains produits de base a entraîné des investissements soutenus dans le secteur des ressources naturelles. En 2021, les flux mondiaux d'investissements directs étrangers s'élevaient à 1 580 milliards de dollars, en hausse de 64 % par rapport au niveau exceptionnellement bas de 2020. Ce net rebond s'explique notamment par l'essor vigoureux des marchés des fusions-acquisitions et par la croissance rapide des financements internationaux de projets (CNUCED, 2022).

Dans le même ordre d'idées, les pays en développement d'Asie, malgré les vagues successives de la pandémie de COVID-19, les IDE se sont élevés à 619 milliards de dollars. Les IDE à destination de l'Amérique latine et des Caraïbes ont augmenté de 56 % pour se porter à 134 milliards de dollars (CNUCED, 2022).

Ainsi, au sein de plusieurs pays d'Afrique, ces flux ont notablement progressé au cours des années (B.M., 2021). A titre illustratif, ces flux étaient de 663,8 millions de dollars en 2016, à 814 millions de dollars en 2017 (B.M., 2019), 701,7 millions de dollars en 2018, 782 millions de dollars en 2019, 675 millions de dollars en 2020, et 850 millions de dollars en 2021 (CNUCED, 2022).

Cependant de nombreux pays d'Afrique Subsaharienne se caractérisent par diverses formes de violences politiques. Il s'agit notamment des guerres civiles, des conflits liés aux élections (Bugoma et Abdellatif, 2023). L'attractivité territoriale des investissements directs étrangers repose sur un éventail indicateurs de la triple dimension d'attractivité des IDE notamment : la taille du marché, la libéralisation des politiques commerciales, la stabilité politique et économique, le niveau du revenu, les mouvements du taux de change, la qualité des institutions, la qualité des infrastructures, le niveau de qualification et le coût de la main d'œuvre (Nesrine et Cheick, 2022).

L'IDE est susceptible de stimuler le renforcement des compétences dans les pays d'accueil. En effet, les entreprises étrangères sont souvent plus avancées sur le plan technologique et recrutent en principe des travailleurs plus qualifiés que les entreprises locales présentes dans le même secteur (OCDE, 2021).

Le choix de l'investissement est guidé par diverses logiques. La décision d'investissement des firmes est cohérente avec sa politique globale dans un but d'efficacité. L'investissement est pensé selon les effets en chaîne, ainsi le processus de décision porte sur la chaîne d'investissement (Gavelle, 2019).

En outre l'attractivité peut aussi qualifier la capacité d'un territoire à capter les investissements étrangers et à conserver les investissements qui sont déjà présents et implantés sur le territoire (Noureddine, 2010). Néanmoins, à côté de ces effets positifs, les IDE peuvent aussi être générateurs de certains effets négatifs qui concernent essentiellement, les coûts supportés par les pays d'accueil et qui se manifestent généralement par la dégradation de la balance de paiement du fait du rapatriement des bénéfices en monnaie forte (Klili et Yebbou, 2018).

Comme toute étude scientifique doit avoir un intérêt, ainsi celle-ci possède trois intérêts dont l'intérêt pour l'auteur, l'intérêt scientifique et l'intérêt pratique. D'une part, la réalisation du présent travail nous permet d'acquérir et de renforcer les connaissances en matière de l'attractivité des investissements directs étrangers également à se familiariser avec la recherche. D'autre part, ce travail donne la contribution à la théorie existante sur les études de l'attractivité des investissements directs étrangers et constitue une source documentaire pour les autres chercheurs abordant l'attractivité des investissements directs étrangers. En outre, les résultats trouvés et les suggestions proposées pourraient aider les gouvernants et les décideurs à la prise des décisions en matière de renforcement d'attractivité des investissements directs étrangers.

De ce qui précède, nous avons jugé bon d'aborder le sujet intitulé : « Analyse de la triple dimension d'attractivité des investissements Directs Etrangers dans les pays de l'Afrique Subsaharienne »

2. Problématique

Les flux d'IDE dans le monde sont passés de 12,4 milliards de dollars en 1970 à 681 milliards de dollars à fin 2020, soit une chute de 43 % par rapport à 2019 en raison de la pandémie Covid-19(Banque Mondiale, 2021). En 2021, les flux mondiaux d'investissements directs étrangers (IDE) s'élevaient à 1 580 milliards de dollars, en hausse de 64 % par rapport au niveau exceptionnellement bas de 2020(CNUCED, 2022).

Les flux d'IDE à destination de l'Afrique ont atteint 83 milliards de dollars, contre 39 milliards de dollars en 2020. La plupart des bénéficiaires ont observé une légère hausse des IDE (CNUCED, 2022).

Les flux d'IDE ont diminué de 18 % (passant de 45,37 milliards d'USD en 2019 à une valeur estimée de 37,20 milliards d'USD en 2020), essentiellement à cause de l'incertitude accrue du climat des investissements. La baisse des flux d'investissement est généralisée et affecte tous les secteurs, notamment le tourisme, les loisirs, l'énergie, l'aviation, l'hôtellerie et l'industrie manufacturière.

Cependant plusieurs analystes soulignent que la mauvaise gouvernance, aussi l'instabilité macroéconomique ont beaucoup freinés l'attraction des IDE c'est le cas de ce qui affirme que la mise en place d'un système de bonne gouvernance et de leadership éclairé peut renforcer l'attractivité, car en règle générale, la mauvaise qualité des institutions politiques ne favorise pas l'attraction des IDE, Matungula (2020). Au-delà des variables reflétant un environnement général favorable des affaires, les FMN se préoccupent de la stabilité politique et économique. Il est difficile de dissocier les deux. En revanche, la stabilité économique ne peut pas être assurée dans un climat de forte tension politique.

En poursuivant dans la même direction, la majorité des investissements directs étrangers se dirigent vers des pays à forte population où dotés de ressources naturelles importantes. Ainsi les pays dotés d'infrastructures bien développées, d'une main d'œuvre instruite, d'une macroéconomie stable, d'une ouverture aux IDE, d'un système juridique efficace, d'une faible corruption et d'une stabilité politique attirent les investissements directs étrangers. Les petits pays et les pays pauvres en ressources peuvent bénéficier d'institutions et de politiques améliorées pour attirer les investissements directs étrangers (Thato , 2022). Dans leur étude, Daude et Stein (2007) trouvent que l'IDE entrant est fortement influencé par la qualité des variables institutionnelles politiques. Ils trouvent que la stabilité politique, l'efficacité du gouvernement, ont un effet significatif sur l'IDE.

En outre la culture du monde des affaires est intimement liée à la culture et aux traditions du pays. Dans un premier temps, une entreprise étrangère doit tenir compte des détails pratiques des procédures d'affaires dans le pays d'accueil : formules de politesses et de salutations, utilisations du langage verbal et corporel, méthodes de gestion des négociation, etc (Tlili et Yebbou, 2018).

Puis, elle doit gérer la complexité des relations d'affaires et des réseaux qui reflètent les coutumes de la société dans son ensemble. Bien qu'il soit possible pour un investisseur étranger de s'adapter à ces différences culturelles, il est facile de commettre un impair et une préparation inadéquate sera une source de frustration et parfois la cause de l'échec d'un projet (Tlili et Yebbou, 2018).

Ainsi l'étude empirique de Liargovas et Skandalis (2012) sur 36 PED démontre que la taille du marché est un déterminant important pour attirer l'IDE. La localisation de l'IDE est globalement, fonction d'un ensemble de déterminants, dont principalement la taille du marché, les coûts salariaux bas, l'ouverture commerciale, les infrastructures, la qualité des institutions, le capital humain et bien d'autres (Moujahid et al ,2021) . L'infrastructure qui existe dans un pays influe sur le coût d'y faire des affaires et, par conséquent, peut avoir une incidence sur les décisions des entreprises de s'installer dans un territoire donné. De plus, l'efficacité des institutions politiques découle des choix publics des détenteurs du pouvoir politique. De ce point de vue, les caractéristiques des régimes politiques déterminent le comportement des dirigeants en faveur ou non du développement des investisseurs privés (Nsabimana, 2012).

Malgré la tendance globalement positive des IDE sur le continent africain, le total des annonces de projets nouveaux reste faible, à 39 milliards de dollars, ne montrant qu'une modeste reprise par rapport aux 32 milliards de dollars enregistrés en 2020 et bien en dessous des 77 milliards de dollars enregistrés en 2019(CNUCED, 2022) .

L'image du pays auprès des investisseurs est primordiale afin de promouvoir les investissements. En effet, la satisfaction des investisseurs présents attire d'autres investisseurs potentiels. Ceux-ci se concentrent sur la qualité de la réglementation, le régime d'insolvabilité et de résolution des conflits, l'importance des infrastructures publiques, l'ouverture aux échanges commerciaux et au développement financier (FMI, 2018). Environ 65% du total des flux d'IDE en Afrique sont concentrés dans trois pays à savoir : l'Afrique du Sud, le Nigeria et la Côte d'Ivoire et qui représentent, d'ailleurs, les deux-tiers du PIB de l'Afrique subsaharienne (Aho, 2013).

Bien que l'attractivité globale de l'Afrique se soit améliorée en termes absolus, elle reste moins attrayante pour l'IDE que d'autres régions en développement (Thato L ,2022). De plus compte tenu de différentes études faites, nous remarquons que jusqu'à maintenant, il y a le besoin de connaitre l'influence de la dimension politique, économique et socioculturelle sur

l'attractivité des investissements directs étrangers dans un espace économique quelconque notamment en Afrique subsaharienne.

Toutefois les flux des IDE restent faibles malgré de multiples efforts consentis par les pays de cette région pour en attirer davantage (Mayer et Mucchielli, 1999). Ainsi la littérature suggère que ladite triple dimension a une importance significative sur l'attractivité des IDE. La théorie économique explique que pour le déplorer, qu'il existe plusieurs causes au nombre desquelles figure le caractère vertueux des institutions politiques(Epaphra et Mwakalasya,2017). Il devient par conséquent essentiel de voir de quelles façons la littérature considère la vertu politique, économique et socioculturelle comme essentielle à l'attraction des investissements directs étrangers.

Ainsi, la question centrale qui nous intéresse est de savoir : Quels sont les effets de la triple dimension d'attractivité sur les flux des investissements directs étrangers dans les pays de l'Afrique subsaharienne ? De cette question centrale, il en découle les questions spécifiques suivantes :

- Comment les composantes de la dimension politique influencent les flux des investissements directs étrangers dans les pays de l'Afrique Subsaharienne ?
- Comment les indicateurs de la dimension économique influencent les flux des investissements directs étrangers dans les pays de l'Afrique Subsaharienne ?
- Comment les constituants de la dimension socioculturelle inspirent les flux des investissements directs étrangers dans les pays de l'Afrique Subsaharienne ?

3. Objectifs de l'étude

L'objectif global est d'analyser les effets de la triple dimension d'attractivité sur les flux des investissements directs étrangers dans les pays de l'Afrique Subsaharienne.

Les objectifs spécifiques sont les suivantes :

- ✓ Etudier l'influence des composantes de la dimension politique sur les flux des IDE dans les pays de l'Afrique Subsaharienne.
- ✓ Evaluer l'influence des indicateurs de la dimension économique sur les flux des IDE dans les pays de l'Afrique Subsaharienne.
- ✓ Déterminer l'action des constituants de la dimension socioculturelle sur les flux des IDE dans les pays de l'Afrique Subsaharienne.

4. Hypothèses de la recherche

H1 : Les composantes de la dimension politique favorisent les flux des IDE dans les pays de l'Afrique Subsaharienne

H2 : Les indicateurs de la dimension économique inspirent les flux des IDE dans les pays de l'Afrique Subsaharienne

H 3 : Les constituants de la dimension socioculturelle influencent les flux des IDE dans les pays de l'Afrique Subsaharienne

5. Approche méthodologique

Pour arriver à vérifier les hypothèses ci-haut présentes et afin de traiter une analyse sur les effets de la triple dimension d'attractivité des investissements directs étrangers dans les pays de l'Afrique Subsaharienne, nous avons développé une démarche méthodologique qui combine les techniques et les méthodes en effectuant une recherche documentaire, méthode descriptive ainsi que la méthode économétrique. D'abord une analyse documentaire porte sur les ouvrages généraux, les articles, les rapports, les mémoires et tout autre document relatif à notre étude. Ensuite nous présentons une analyse descriptive qui traite la dynamique de la triple dimension d'attractivité des IDE dans les pays de l'Afrique Subsaharienne. En outre, nous procédons par une analyse économétrique avec l'usage de méthode de panel dynamique à travers la régression de GMM en différence première et GMM en Système. Cette dernière a fait l'objet d'interprétation des résultats.

Ensuite, nous avons utilisé les données secondaires collectées dans les bases des données de la Banque Mondiale (WDI, WGI). Le traitement des données est envisagé par les logiciels Excel (pour la saisie des données) et Stata 17 (pour la réalisation de différentes estimations).

6. Délimitation du sujet

Notre travail sur l'analyse de l'influence de la triple dimension d'attractivité sur les investissements directs étrangers dans les pays de l'Afrique subsaharienne porte sur 38 pays de l'Afrique Subsaharienne[1] et se limite sur la période de 2000 à 2021.

[1] Afrique du sud , Angola, Benin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cap-Vert, Cameron, Comores, République du Congo, République démocratique du Congo, Côte d'Ivoire, Eswatini, Gabon, Gambia, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Kenya, Lesotho, Madagascar ,Mali, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Nigeria, Ouganda, République centrafricaine, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Tanzanie, Chad, Togo, et Zimbabwe

Le choix des pays est motivé par la disponibilité des données et par la proximité géographique des pays issus de quatre blocs régionaux à savoir la CAE, la SADC, la CEMAC et la CEDEAO .Nous avons exclu le soudan du sud, Malawi ,Zambie et Libéria du fait de non disponibilité des données pour certaines variables durant la période de l'étude et le choix de la période est également motivé par la disponibilité des données.

7. Articulation du travail

Pour atteindre nos différents objectifs, notre travail s'articule autour de trois chapitres précédés par une introduction et suivis par une conclusion générale.

Le premier chapitre présente une revue de littérature théorique et empirique sur la triple dimension d'attractivité des investissements directs étrangers. Le second chapitre est consacré à l'état des lieux de la triple dimension d'attractivité des investissements directs étrangers en Afrique Subsaharienne et le troisième chapitre concerne l'analyse empirique des effets de la triple dimension d'attractivité sur les investissements directs étrangers en Afrique subsaharienne.

CHAPITRE I : REVUE DE LA LITTERATURE SUR LA TRIPLE DIMENSION D'ATTRACTIVITE DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS

Introduction

Le présent chapitre fait la présentation de la triple dimension d'attractivité des investissements directs étrangers. Ainsi ce chapitre montre les indicateurs de chaque dimension d'attractivité des IDE. De plus il vise à analyser la relation théorique et empirique de la triple dimension d'attractivité des IDE.

I.1. Dimension politique et attractivité des investissements directs étrangers

Cette section a pour objectif de montrer les indicateurs de la dimension politique, fondements théoriques et différents types d'investissements directs étrangers ainsi que la relation théorique entre dimension politique et attractivité des investissements directs étrangers.

I .1.1. Concept et indicateurs de la dimension politique

Il est largement reconnu que l'action des pouvoirs publics devrait viser à atténuer ou éliminer les entraves à l'investissement étranger dans la mesure où cela ne contrarie pas d'autres objectifs légitimes (Benyacoub ,2021).

En effet, l'accroissement de la mobilité internationale du capital productif entraine la compétition entre gouvernements pour attirer des IDE. Ainsi mis en concurrence par les FMN globales, les Etats des pays d'accueil potentiels cherchent par tout moyen à améliorer l'attractivité de leur territoire national. Dans ce sens le rôle de l'Etat est central dans l'émergence d'un environnement favorable à l'investissement par la mise en place d'une stratégie efficace de promotion du territoire (Benyacoub, 2021). La dimension politique est principalement mesurée dans ce travail par l'indicateur « stabilité politique » (Boutaleb, 2004).Cet indicateur mesure la probabilité des changements violents de régime ou de gouvernement, ainsi que des menaces graves à l'ordre public, y compris le terrorisme.

En outre, étant donné que les principaux objectifs de développement nécessitent des ressources considérables et que ces ressources sont rares, le gouvernement a intérêt d'attirer les investisseurs étrangers et doit limiter l'éventail des demandes dont il fait l'objet, de manière à éviter le risque de perdre sa légitimité. Plus il perd de son autorité et de sa légitimité, plus son pouvoir risque d'être contesté par des contre-élites dans le pays (Nsengiyumva, 2022).

Ce pendant les entreprises instaurent la crédibilité à l'avenir et surtout à la crédibilité des politiques publiques qui va déterminer si elles vont investir et de quelle manière elles le feront. Les politiques qui ne sont pas crédibles ne pourront pas amener les entreprises à investir. La crédibilité d'une politique peut être compromise par de nombreux éléments, en particulier par la tentation pour les décideurs de sacrifier des mesures à long terme rationnelles au profit d'objectifs immédiats, tels que l'obtention d'avantages personnels ou les faveurs de certains électeurs (Nabli, 2008).

L'amélioration du climat d'investissement est un processus et non pas une action ponctuelle. Les pouvoirs publics doivent donc veiller à maintenir la dynamique des réformes. Etant donné l'ampleur du programme d'action et le besoin d'un examen régulier des politiques, l'État a intérêt à mettre en place des institutions chargées d'apporter leur concours pour des tâches déterminées et de soutenir les progrès en vue d'améliorer le climat de l'investissement (Labaronne et Ben Abdelkader, 2008).

Ainsi pour que la politique publique mène à bien sa mission, il faut qu'il y a des institutions politiques solides. Ces institutions peuvent remplir les quatre fonctions principales suivantes, isolément ou de manière combinée :

Faciliter la coordination : les responsabilités concernant les politiques relatives au climat de l'investissement sont généralement réparties entre différents ministères et organismes publics. Il peut être très important de renforcer la coordination entre les instances adéquates pour répondre efficacement aux questions d'intérêt général et promouvoir la cohérence des politiques publiques.

Examiner les politiques et les lois existantes : la plupart des distorsions faussant le climat de l'investissement proviennent des lois en vigueur. Pour promouvoir un processus continu d'examen et de réforme des politiques, des institutions chargées d'étudier plus régulièrement ces dispositifs peuvent être créées.

Examiner les nouvelles propositions touchant les politiques et la réglementation : les pouvoirs publics doivent également s'assurer que les nouvelles propositions de mesures ou de règlements n'érodent pas le climat de l'investissement en introduisant des charges injustifiées ou d'autres distorsions. Les projets de lois et de règlements sont soumis à une évaluation quantitative de leurs coûts et de leurs avantages, ces procédures permettent de veiller à ce que les propositions tiennent compte de l'économie dans sa globalité.

Ces examens supplémentaires permettent également de détecter les comportements de recherche de rente (Hatem,.2005).

Par ailleurs plusieurs analyses sur la relation entre la stabilité politique et les performances en matière de l'attractivité des investissements directs étrangers mettent en avant l'existence d'un gouvernement stable comme condition nécessaire pour l'investisseur étranger. Il se préoccupe de la stabilité du régime politique, un facteur déterminant pour l'implantation des firmes étrangères, quel que soit la rentabilité du projet, un environnement stable dans le pays d'accueil permet de diminuer l'incertitude vis-à-vis de l'avenir politique du pays et de réduire les coûts prévisibles qui lui sont associés (Benyacoub ,2021). Ainsi les mesures prises par les pouvoirs publics peuvent faciliter les échanges et l'IDE, par exemple, en créant des zones de libre-échange, en améliorant les conditions dans lesquelles opèrent les exportateurs et les entreprises multinationales, ou en réduisant le coût des transactions par la mise en place des infrastructures nécessaires (OCDE,2003).

De plus les violences politiques ont des conséquences énormes sur les politiques et le développement économique des pays (Bugoma et Abdellatif,2023).Les diverses formes d'instabilité politique observées en Afrique Subsaharienne peuvent conduire à des violences politiques (Bugoma et Abdellatif ,2023). En effet, chaque pays va élaborer diverses politiques de marketing territoriales, avec une grande diversité de moyens, d'objectifs, de structures, de mode d'intervention et d'organisation à l'effet d'attirer les meilleurs investissements, tout en offrant des espaces de localisation satisfaisants pour les firmes (Hatem, 2005).

La littérature économique à ce propos considère généralement l'attractivité comme un concept qui met en relief l'aptitude de tout territoire à attirer des investissements nationaux et internationaux, et à séduire les personnes et les entreprises. De plus l'attractivité va permettre aux acteurs territoriaux de valoriser ces territoires à l'effet de dynamiser la création de richesses et à fixer des localisations optimales pour les entreprises, dans l'optique de leur permettre d'avoir des profits maxima, qui seront fonction de la structure de la demande sur les marchés,d'une part,et des conditions de production de chaque territoire, d'autre part (Tchouassi et Oyie Avoulou ,2023).

I.1.2. Fondements théoriques et différents types des investissements directs étrangers

I.1.2.1. Fondements théoriques des IDE

I.1.2.1.1 .Théorie éclectique « OLI »

Dunning (1980, 1993) a synthétisé les éléments les plus importants dans l'explication des IDE. Il propose ainsi trois conditions exigées pour que la firme fasse des investissements à l'étranger. Ces conditions sont :

- ✓ les avantages de possessions « Ownerships advantages »
- ✓ les avantages de localisation « Location advantages »
- ✓ les avantages d'internationalisation « Internalisation advantages ».

Dunning groupe ainsi la plupart des théories sur les IDE en ce qu'il appelle la théorie « OLI ». Les avantages de possession peuvent être un produit ou un processus de production que les autres firmes n'en ont pas accès. Ils peuvent aussi être des éléments dont la firme a la possession et qu'elle gagnerait à les exploiter à l'étranger comme des nouvelles technologies, des informations exclusives, des expériences managériales en sont l'illustration et l'exemple de ces avantages.

Les avantages de possessions confèrent des positions de forces sur le marché vis-à-vis de la demande, mais aussi de la concurrence interne. Ils donnent à la firme une marge de manœuvre importante sur le marché extérieur lui permettant de surmonter les coûts d'installation et de localisation, d'écraser la concurrence interne (si elle est existante) et de se comporter en leader. Bien entendu, ces avantages sont spécifiques à la firme et sont reliés directement à ses caractéristiques technologiques et managériales.

Les avantages de localisation n'incluent pas seulement les dotations en ressources naturelles, mais aussi les facteurs économiques et sociaux tels que la taille du marché, les infrastructures, le degré de développement, la culture, les réglementations, les institutions politiques et environnementales et le système politique en générale (stabilité politique, démocratie, degré de corruption, etc.).

Les avantages d'internalisation : selon cette théorie, une firme ayant un avantage dans le processus de production ou dans la propriété du produit, aurait éventuellement intérêt à s'installer dans le pays hôte qu'à exporter. Bien évidemment, elle peut procéder par franchise ou vente de licence de production à une entreprise locale, mais dans ce cas elle ne pourra pas maîtriser le marché ni l'exploiter directement.

C'est ainsi que plus le pays hôte procure des avantages répondant aux critères susciter, plus il attirera des IDEs. Cette vision des déterminants des IDEs est une vision dynamique, puisqu'elle évolue au fur et à mesure de l'évolution de l'attractivité du pays et des avantages spécifiques de la firme multinationale. Les implications de la théorie OLI sont très importantes pour cette étude. En effet, on peut diviser les déterminants des IDEs en deux catégories : les facteurs d'offre « supply-side factors » et dans lesquels on retrouve les avantages de possessions et d'internalisation ; et les facteurs de demande « demand side factors » relatifs aux avantages de localisation .

I.1.2.1.2 .Théorie du cycle de vie du produit

Théorie du cycle de vie Vernon (1966) d'un produit est importante contribution à l'analyse de l'investissement direct étranger. Elle a analysé les quatre étapes de la production commençant par invention de nouveaux produits. La théorie du cycle de vie du produit donne un aperçu de la cause et la manière d'exportation est remplacée par les investissements étrangers. Le travail de Vernon était fondé sur les entreprises américaines qui produisaient pour le marché intérieur et plus tard pour le marché international. Vernon a essayé de comprendre l'évolution du commerce international et des investissements internationaux. Au stade initial, les entreprises sont davantage axées sur le marché intérieur. Et ensuite à l'étape suivante, lorsque le produit arrive à maturité, les entreprises commencent à exporter vers les pays développés.

À ce stade, les entreprises innovantes jouissent du bénéfice des ventes de produits nouvellement inventés jusqu'à ce que les entreprises rivales copient et produisent le même produit. Plus tard, quand la demande pour le produit augmente le produit sera normalisé. Au stade avancé, lorsque le produit est standardisé, les entreprises penseraient que les pays moins développés pourraient être bon lieu de production. Les économies d'échelles, le transport et le coût du travail sont les facteurs déterminants pour le choix de l'emplacement. Comme les pays les moins développés sont riches en main-d'œuvre, les produits qui seront transformés sont des produits à forte intensité de travail.

Toutefois, selon Vernon ce n'est pas seulement l'hypothèse de localisation à faible coût qui est à la tête des entrepreneurs de décider et d'investir dans d'autres pays. Il affirme également que toute menace pour les entreprises peut être considérée comme force stimulante pour l'action.

I.1.2.2. Les différents types d'IDE

D'après la définition du Fonds Monétaire International (FMI), l'investissement Direct étranger est un mouvement international des capitaux réalisé par une entité en vue d'acquérir une participation dans une entreprise étrangère, de créer une filiale, une succursale ou une société affiliée à l'étranger et de fusionner ou établir une co-entreprise avec une société étrangère.

L'IDE suppose alors un transfert de fonds financiers, mais également un transfert de capital humain et de technologie.Cette opération est à l'origine de la création des firmes multinationales ou transnationales.

Selon l'OCDE,(2008) plusieurs formes d'investissements directs étrangers peuvent être distinguées de manière suivante :

L'IDE de création ou investissement greenfield : qui consiste en une création d'une nouvelle entreprise, filiale ou succursale. Dans ce cas, l'investissement se matérialise par le recrutement des nouveaux employés et d'installation des nouveaux moyens de production.

Les investissements brownfield : qui consistent en l'acquisition d'au moins 10% d'une entreprise existante. Ce type d'IDE se matérialise par un transfert de propriété des titres de l'entité acquise et figure également dans la catégorie des fusions acquisitions.

L'IDE d'extension : qui consiste en une participation à une entreprise existante ou nouvelle.
L'IDE de restructuration financière : qui consiste en l'injection de fonds pour aider une entreprise rencontrant des difficultés financières. Cette opération peut prendre la forme de prêt à long terme.

Selon la logique de création de filiales à l'étranger, Markusen (1996), distingue :

L'IDE verticale : se produit lorsqu'une entreprise établit une filiale dans un pays étranger pour internaliser une ou plusieurs étapes de la chaine de valeur, comme la fourniture des matières premières pour des fins de fabrication dans le pays d'origine ou pour la fourniture des services de vente et d'après-vente pour les produits fabriqués dans le pays d'origine.

L'IDE horizontale : est un établissement d'une filiale dans un pays d'accueil pour exercer des fonctions similaires à celles exercées dans le pays d'origine. Par exemple, la filiale et la société- mère peuvent être impliquées dans la fabrication de biens similaires ou fourniture de services similaires. Dans ce cas, l'activité à l'étranger complète l'activité de la maison mère.

I.1.3. Relation théorique entre dimension politique et attractivité des IDE

La dimension politique régit les autres dimensions : économique et socioculturelle. C'est pourquoi nous supposons que les investisseurs se penchent tout d'abord sur le cadre politique comme étant la source principale des actions qui déterminent l'IDE. Un cadre politique réceptif à l'IDE continuera d'attirer plus d'IDE, lequel engendre la prospérité qui attire encore plus d'IDE ce qui fait que le pays est encore plus accueillant envers l'IDE. Ainsi la prise en compte de la stabilité politique du territoire, la pratique de la concurrence ainsi que l'environnement juridique facilitent l'attractivité des investissements directs étrangers (Memphil ,2015).

De plus la qualité des institutions politiques affecte également la décision de localisation des IDE, particulièrement dans les pays en développement (Blonigen, 2005).Toute fois le risque d'instabilité politique est un des éléments déterminants la décision d'investissement. La stabilité d'un gouvernement est indicatrice de la nature du risque politique. En effet un gouvernement stable suppose pour les investisseurs étrangers un risque politique faible. Ce risque est également très sensible aux situations extrêmes comme les guerres civiles ou encore les instabilités sociales. Les investisseurs étrangers, principaux sources de financement des pays africains, sont moins disposés à investir dans un pays ou une région où l'instabilité politique et les conflits internationaux sont évidents (Jung, 2017).

Ce pendant les petits pays et les pays pauvres en ressources peuvent bénéficier d'institutions et des politiques améliorées pour l'attractivité des IDE (Thato, 2022). La qualité des facteurs institutionnels politiques ferait ainsi partie des pré-facteurs d'attractivité macro territoriale puisqu'elle met en érection le cadre à la fois politique, mais aussi, économique des territoires et leur propension à attirer les IDE (Tchouassi , Oyie Avoulou ,2023) .Une étude de (Jung, 2017) soutient que l'instabilité politique entraîne des faibles performances observées dans les accords commerciaux en Afrique en raison de la réduction des investissements directs étrangers (IDE).

Il souligne que les canaux d'investissement revêtent plus d'importance pour l'Afrique étant donné que l'un des principaux gains des accords commerciaux régionaux en Afrique provient de la stimulation de l'investissement dans la production pour l'exportation et les produits liés à l'exportation.

Au sein de divers travaux, la qualité de la dimension politique apparait comme une source d'attractivité aux investissements directs étrangers, notamment les flux entrants, principalement dans les économies en transition (Kurul, 2017).

Certaines études ont montré que l'instabilité politique, par ses différentes dimensions, a des répercussions négatives sur l'investissement national ainsi que sur l'investissement direct étranger.La bonne politique gouvernementale aurait ainsi une influence positive sur le développement,à travers la promotion de l'investissement.Le développement sur un territoire s'explique principalement par la qualité de ses institutions politique, ses ressources, ses politiques économiques et sa géographie (Tchouassi, Oyie Avoulou , 2023). Selon Alafro et al., (2008), les pays à faible qualité des institutions politiques sont plus susceptibles de recevoir des flux de capitaux plus lents de la part des pays riches , l'Afrique Subsaharienne continue d'obtenir la part la plus faible des investissements directs étrangers mondiaux (Thato ,2022) .

L'analyse des risques constitue une facette du capital politique indispensable dans l'attrait des investissements directs étrangers et l'amélioration du climat des affaires défendu par la théorie d'adaptation institutionnelle (Boutabratine ,2023).

Par ailleurs, l'amélioration de la qualité de la gouvernance pourrait contribuer à rassurer les investisseurs sur la qualité du climat des affaires et à créer chez eux, un sentiment de confiance envers non seulement les pouvoirs publics, mais également, envers les instances judiciaires (Tchouassi , Oyie Avoulou ,2023). Ainsi les politiques d'attraction doivent être planifiées et menées afin de déterminer leur efficacité. En ce sens, pour mettre en œuvre efficacement les politiques liées aux transactions des IDE, il est nécessaire de renforcer les capacités gouvernementales avant d'annoncer de nouvelles politiques (Dunia, 2022). Par ailleurs le rôle croissant des FMN dans l'économie mondiale, la diversité croissante des options dont elles disposent pour la localisation de leurs projets justifient l'omniprésence de la notion d'attractivité dans les discours politiques, et dans les différents travaux de consultants et de chercheurs (Farouk, 2016).

I. 2. Dimension économique, socioculturelle et attractivité des investissements directs étrangers

Cette section présente les indicateurs de la dimension économique et socioculturelle d'abord, ensuite la relation théorique entre dimension économique, socioculturelle et attractivité des investissements directs étrangers.

I.2.1. Concept et Indicateurs de la dimension économique

La dimension économique reflète le capital physique et financier du pays d'accueil.Une économie compétitive ouverte avec une réglementation protectrice attire plus d'IDE qu'une économie soumise à une réglementation directrice.Une économie qui fonctionne bien constitue un élément capital dans une décision d'investissement. Les économies ouvertes ont tendance à attirer plus d'IDE, lesquels à leur tour produisent des influx d'IDE continuels plus élevés.L'instabilité économique est parmi les facteurs de causalité à l'origine de la baisse des flux d'investissement(Bugoma et Abdellatif,2023). Dinkelman (2000) et Zheng (2009) ont constaté que la taille du marché jouait un rôle clé dans la conception de la stratégie d'expansion internationale pour les IDE à la recherche de marchés horizontaux. Ce pendant les indicateurs de la taille du marché et de la croissance du marché sont présentées en termes de PIB ou PIB par habitant et de taux de croissance du PIB par habitant, entre autres mesures qui sont normalement utilisées pour déterminer le niveau de vie et le pouvoir d'achat de la population (Osei, 2014).

Ainsi l'ouverture commerciale est considérée comme un déterminant clé de l'IDE et une grande partie de l'IDE est orientée vers l'exportation (Vijayakumar et. al., 2010). L'importance de la relation entre les échanges commerciaux et les flux d'IDE a été suggérée par les discussions sur l'internalisation (Bevan et Estrin,2004).Des études telles que celles d'Asiedu (2002) et d'Aizenman et Noy (2006) ont révélé que plus un pays est ouvert, plus il y a des IDE entrants .En outre, la localisation de l'IDE est globalement fonction des indicateurs dont principalement la taille du marché, les coûts salariaux bas, l'ouverture commerciale (Moujahid et al, 2021).

Ainsi l'étude de Liargovas et Skandalis (2012) montre que la taille du marché est un indicateur important de la dimension économique pour attirer l'IDE. La stabilité macroéconomique a un impact positif sur la localisation des firmes, elle reflète un environnement favorable aux affaires, limitant les risques et augmentant la rentabilité des

investisseurs. Elle peut être évaluée sur la base des variables suivantes : Le taux de change, taux d'inflation, taux d'intérêt et le taux de croissance par habitant (Benyacoub, 2021)

Dans la plupart des travaux théoriques, l'effet taille du marché est un déterminant majeur dans les stratégies de localisation des FMN. La taille du marché et ses perspectives de développement constituent des atouts indéniables pour attirer les IDE (Huffel ,2001).

I.2.2. Relation théorique entre la dimension économique et attractivité des investissements directs étrangers

La promotion des investissements directs étrangers constitue une action déterminante pour faire face à la mondialisation de l'économie, à la compétitivité internationale et au redéploiement sans précédent d'activités économiques (Ismail B.,2019). Ainsi, la politique de promotion de l'investissement occupe une place centrale parmi les préoccupations de l'Etat, qui se manifeste dans l'ambitieux programme de soutien à la relance économique (Farouk, 2016). L'attractivité économique des territoires pour les IDE est devenue un nouvel impératif des politiques économiques nationales. Elle correspond à la volonté de participer activement au grand mouvement actuel de délocalisation industrielle et de globalisation économique et financière (Farouk ,2016).

Amighini et Sanfilippo (2014) ont souligné que les IDE sont importants pour favoriser un processus de diversification et de modernisation dans les économies auxquelles ils sont affectés. Cela est possible en augmentant le volume des exportations, le nombre de produits exportés et la qualité des produits exportés.

I.2.3. Concept et indicateurs de la dimension socioculturelle

L'infrastructure est un facteur de coût essentiel qui affecte les IDE. En effet, La littérature a généré un effet plutôt mitigé de l'infrastructure en tant que déterminant de l'IDE, par exemple Hailu (2010) dans le prolongement des travaux antérieurs de Nnadozie et Osili (2004) a suggéré qu'il n'y avait pas de preuve robuste pour soutenir la qualité ou la quantité d'infrastructure dans le pays hôte en tant que déterminant des flux d'IDE des États-Unis vers l'Afrique. Par ailleurs, Asiedu (2002) avait présenté une suggestion similaire selon laquelle l'infrastructure n'avait aucun effet sur les flux d'IDE vers l'Afrique sub-saharienne. Cette dimension de l'attractivité serait si l'on s'en tient aux réflexions de (Kwang-Hoon , 2016) organisée autour d'une architecture à trois piliers notamment les caractéristiques de la demande des entreprises soucieuses de développer leurs projets ,les caractéristiques du

territoire lui-même et l'intensité de la concurrence entre les territoires . A cet effet d'ailleurs, le territoire est pensé comme un construit social couvrant une dimension à la fois objective et subjective (Tchouassi et al., 2022).

En outre, la ville est ainsi faite de multi relations (économiques, politiques, administratives, sociales et culturelles) qui s'établissent entre différents types d'acteurs qui interviennent simultanément à plusieurs niveaux et sur plusieurs échelles spatiales.

Les décisions et les actions de ces acteurs, qui entraînent des réactions en chaîne d'autant plus imprévisibles qu'elles sont répercutées plus rapidement et plus loin qu'auparavant ajoutent à l'incertitude ambiante laquelle est source de désordre et de plus grande complexité. L'application des principes du développement durable aux projets urbains nécessite donc la prise en compte, par les autorités urbaines, de toute une série de thématiques qu'il faut traiter les unes par rapport aux autres (Mufungenu, 2023).

L'existence d'une bonne infrastructure est susceptible d'apporter une contribution significative à la réduction des coûts de transport et de communication et à l'augmentation des échanges. Ainsi, les mesures visant à améliorer les infrastructures et à protéger celles qui existent peuvent augmenter considérablement à la fois le volume bilatéral et le volume mondial des échanges de marchandises (Bugoma et Abdellatif ,2023).

De plus, l'urbanisation peut contribuer à la diversification des économies, tout en rendant les villes les plus productives et innovantes. Par ailleurs, elle contribue à l'attractivité des investissements directs étrangers, mais cela exige du temps et une planification appropriée. L'urbanisation non planifiée entrave le progrès économique et social[2]

Toutefois la littérature soutient que les IDE sont tributaires d'une série de facteurs exogènes et endogènes. Cependant, une forte productivité des IDE ne se réalise que lorsque le pays bénéficiaire dispose d'un stock minimum de capital humain (BAD, 2017) .

Ainsi l'infrastructure est un facteur de coût essentiel qui affecte les IDE.En effet, La littérature a généré un effet plutôt mitigé de l'infrastructure en tant que déterminant de l'IDE, par exemple Hailu (2010) dans le prolongement des travaux antérieurs de Nnadozie et Osili (2004) a suggéré qu'il n'y avait pas de preuve robuste pour soutenir la qualité ou la quantité d'infrastructure dans le pays hôte en tant que déterminant des flux d'IDE des Etats-Unis vers l'Afrique.

[2] Banque européenne d'investissement, 2023 https://www.eib.org/fr/essays/africa-urban-planning

I.2.4. Relation théorique entre la dimension socioculturelle et attractivité des investissements directs étrangers

Plusieurs auteurs tels que Sekkat et Veganzones-Varoudakis (2007) et Seetanah et Khadaroo (2010) ont produit des études qui fournissent des preuves solides en faveur de l'infrastructure comme déterminant des flux d'IDE vers l'Afrique subsaharienne. Les IDE peuvent également être dictés par la qualité du développement des infrastructures, la proximité culturelle et le désenclavement.

Asiedu (2002) trouve que le développement des infrastructures a un impact positif et significatif sur les IDE en direction des pays autres que l'Afrique sub-saharienne. Ce résultat est confirmé par Onyeiwu et Shrestha (2004) et Kariuki (2015) pour la même zone. Par contre, Lederman et al. (2010) soutiennent que la qualité des infrastructures participent à l'implantation massive des firmes étrangères (par exemple les firmes étrangères s'implantent davantage dans les pays de l'Afrique australe dotés d'infrastructures). Par ailleurs la proximité culturelle, en réduisant le coût de l'information et les incertitudes pesant sur l'investissement devrait favoriser les flux d'IDE.

Quant à Mustapha et al.,(2023) la majorité des IDE se dirigent vers des pays à forte population dotés d'infrastructures bien développés et d'une main d'œuvre instruite. De ce fait, un système d'éducation, qui produit une population active ayant les qualifications et les connaissances voulues, crée les talents et la prospérité nécessaire à se maintenir et à s'améliorer. Alors que l'éducation est un indicateur du capital humain, le marché reflète le capital physique et financier tel que les machines et le crédit (Boutabratine ,2023). Ainsi les investissements directs étrangers sont souvent en relation avec les infrastructures (BAD, 2012). En effet, la bonne état des infrastructures pourrait être un facteur important pour l'attractivité des investissements directs étrangers.

En outre la valorisation du capital humain, clé du nouveau modèle de développement, est considérée comme essentielle pour créer un environnement favorable au développement durable et inclusif (Aoufir et Fadil, 2023). Dans les théories de la croissance endogène, l'effet du capital humain sur l'IDE peut être analysé par sa relation avec la croissance économique, étant donné que celle-ci constitue un déterminant important de l'attractivité des IDE (Bouoiyour , 2007), Mohamed et Sidiropoulos (2010).

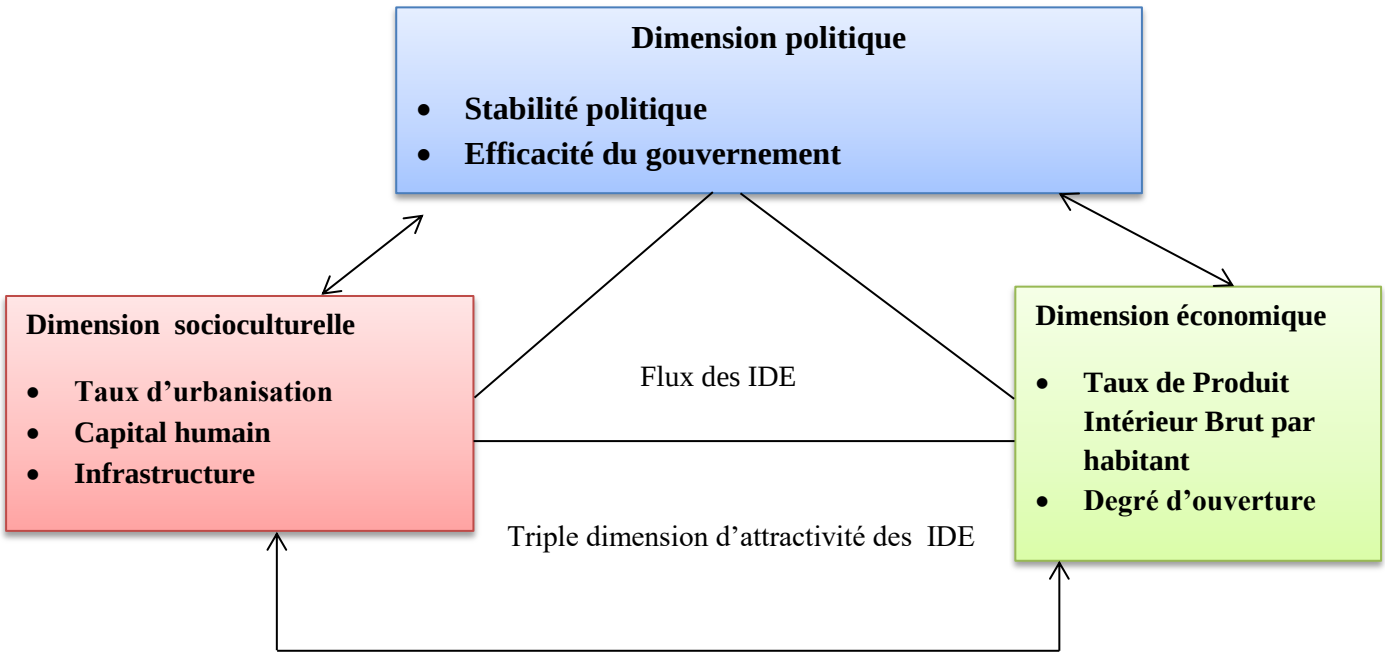
L'analyse de Weber(1982)fondée sur sa méthode de l'idéal-type, montre que la compréhension de l'organisation, du fonctionnement et du rôle des villes fait appel à quatre types d'effets inter reliés ou, plus justement, interdépendants, soit les espaces économique (celui du marché), politique (celui de la régulation), administratif (celui du territoire institué) et socioculturel (celui de la socio-démographie et de la culture).

Dans une perspective dynamique, c'est-à-dire qui cherche à comprendre pourquoi et comment les villes s'adaptent plus ou moins facilement ou rapidement aux forces (internes et externes) du changement, la prise en compte de ces espaces renvoie aux décisions et aux actions d'au moins quatre types d'acteurs: les agents économiques (producteurs et consommateurs), les responsables politiques (regroupés ou non en partis), les agents administratifs (cadres et fonctionnaires) et les citoyens (électeurs, usagers et contribuables) qui ont la possibilité de se constituer en groupes. De plus les villes constituent le creuset de transformations sociologiques et politiques majeures.

La théorie de l'adaptation institutionnelle considère que les institutions du pays sont déterminants des flux d'investissements directs étrangers (IDE). Ces flux sont dépendants de quatre institutions : le gouvernement, le marché, l'éducation et le milieu socio-culturel. Le milieu socioculturel est le plus ancien des institutions ; il est le plus répandu, le plus complexe, il enveloppe tout ; il est donc le plus difficile à changer et ce changement prend le plus de temps.

Le capital humain, qui est le niveau de l'adaptation institutionnelle immédiatement au-dessus du premier constitue l'élément clé d'un système socioculturel souple.

Figure 1 : Présentation de la triple dimension d'attractivité des IDE



Source : Elaboré par l'auteur à partir des informations fournies par la littérature

I. 3. Littérature empirique sur les effets de la triple dimension d'attractivité des investissements directs étrangers

Cette section annonce la littérature empirique sur les effets de la dimension politique, économique et socioculturelle sur l'attractivité des investissements directs étrangers.

I.3.1. Effets de la dimension politique sur l'attractivité des investissements directs étrangers

Dans une étude menée en 2002, Dunning est arrivé à la conclusion que pour les IDE provenant de pays industrialisés, des facteurs tels que les politiques gouvernementales, la bonne gouvernance sont devenus plus importants dans les décisions des investisseurs.

Dans son travail Benyacoub (2021) trouve que la stabilité politique porte le signe négatif et significatif au seuil de 5%. Ce résultat est tout aussi cohérent avec le signe économique attendu, mais également avec les travaux de Ongo et Song (2018), même si la plupart des travaux empiriques présentent une relation positive entre cette stabilité politique et l'attrait aux IDE . En ce qui concerne la gouvernance, le signe porté par la variable est lui aussi négatif et statistiquement significatif au seuil de 5%, alors qu'économiquement, la gouvernance entretient une relation positive avec les flux d'IDE.

En outre, Chan et Gemajel (2004) dans leur étude mettent en évidence les facteurs qui attirent les investisseurs étrangers notamment la stabilité politique, le calibre des institutions, l'absence de conflits internes et externes, les faibles niveaux de corruption, le manque de bureaucratie, l'ouverture de l'économie et un environnement propice aux affaires.

Ainsi Farouk(2016) dans son étude confirme que pour évaluer la rentabilité des projets d'investissement, les investisseurs se préoccupent essentiellement de la stabilité politique et économique des pays et dont la complémentarité est nécessaire. En effet, d'une part, la stabilité économique ne peut être assurée dans un climat de forte tension politique et d'autre part, il est attendu que les pays en développement, aussi bien que les pays développés présentent des conditions économiques aussi favorables que possibles.

Dans leur étude (Rogmans & Ebbers, 2013) montrent que les investisseurs exigent un rendement plus élevé pour leur projet en compensation du risque qu'ils assument. Par conséquent, certains projets d'investissement seront intéressants dans un pays, mais pas dans un autre, plus risqué.

Les pays à haut risque recevraient, toutes choses égales par ailleurs, relativement moins d'IDE. De mauvaises institutions entravent les IDE et peuvent agir comme une taxe, en augmentant le coût des IDE (Buchanan et al., 2012). Les investisseurs ne sont pas disposés à investir dans les pays où les institutions encouragent la corruption omniprésente, le népotisme et la bureaucratie, car ces facteurs augmentent le coût des affaires (Mengistu & Adhikary, 2011).

Paul et al.,(2014) analysent l'impact des politiques publiques sur les entrées des IDE dans dix pays d'Europe centrale et orientale entre 2007 et 2010.Pour mesurer la qualité institutionnelle, ils utilisent des indicateurs comme la liberté d'entreprise, la liberté d'investissement et le contrôle de corruption et constatent que la qualité institutionnelle joue un rôle primordial. En outre, du point de vue des politiques publiques et en raison de sa capacité à éradiquer la corruption et à créer un cadre libre pour les investissements, l'Estonie est le pays le plus attractif. En effet, Paul et al.(2014) concluent que les pays dotés d'une bonne efficacité gouvernementale engendrent de bonnes attractions des IDE.

Amal et al (2010) ont étudié l'impact des facteurs institutionnels et macroéconomiques sur les IDE en Amérique Latine durant la période 1996-2008 en utilisant un modèle de données de panel.

En conclusion, la stabilité politique a un coefficient positif et significatif sur l'IDE ; l'efficacité gouvernementale, a un coefficient significatif et négatif ; les autres variables ont des coefficients statistiquement non significatifs. Dans leur étude Mohamed et Yassine, (2021) ont trouvé que la qualité de la réglementation et la stabilité politique affectent négativement les IDE en Afrique.

I.3.2. Effets de la dimension économique sur les investissements directs étrangers

L'ouverture au commerce est généralement associée à des entrées élevées d'IDE, bien que la direction de la causalité reste indéterminée. Selon Ed-Dib et Aichi (2021), plus un pays est ouvert au commerce, plus il attire les IDE.

Morisset (2000) constate que les pays africains ont réussi à attirer l'IDE en améliorant le climat des affaires. Il démontre que les pays africains ont adopté des politiques proactives et réorientées pour susciter l'intérêt des investisseurs. Cet auteur fait valoir que les pays africains peuvent attirer les IDE pas seulement par les ressources naturelles sur le marché local mais aussi sur les marchés régionaux et mondiaux par la mise en œuvre des politiques de réformes.

Il utilise des données de panel pour 29 pays africains au cours de la période de 1990-1997. Il constate que le taux de croissance du PIB et l'ouverture commerciale ont été positivement et significativement corrélés avec le climat d'investissement en Afrique.

Bouri & Benmassoud, (2014) dans son étude, posent la question des facteurs les plus déterminants des investissements directs étrangers dans la région MENA pour la période 1980-2011. En utilisant l'analyse en données de Panel, ils ressortent que la taille de marché, le degré d'ouverture économique et le développement financier influencent positivement et d'une manière significative les flux des IDE dans cette zone géographique.

Sur la base d'une analyse en données de panel pour 40 PED durant la période (2000-2015), (Tirhboula et al., 2017) ont conclu que les variables : le degré d'ouverture de l'économie, la taille du marché, la croissance économique constituent les facteurs les plus déterminants dans l'attractivité des IDE. L'analyse de Koukpo (2005) a permis de trouver des déterminants communs dans les pays de l'UEMOA pendant la période 1996-2003, il a montré que l'ouverture économique est parmi les principaux déterminants des IDE dans ces pays alors que par contre, le niveau de vie (PIB /tête) et le taux d'inflation ont un impact relativement faible. Ainsi Joseph(2009) a effectué une étude sur les déterminants des IDE Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) durant la période 1993- 2004 en

utilisant les données de panel .Cette étude montre que les indicateurs de la dimension économique favorisant l'entrée des IDE dans les pays de la CEMAC sont entre autre le taux de croissance du PIB réel, la balance courante en % du PIB, la dette extérieure.

I.3.3. Effets de la dimension socioculturelle sur l'attractivité des investissements directs étrangers

Tchouassi et Avoulou (2023) dans leur étude montrent que l'urbanisation devrait affecter positivement les entrées nettes d'IDE parce que l'augmentation de la population pourrait entrainer une augmentation de la demande des biens et service . Morisset (2000) constate que le taux d'analphabétisme, le nombre de lignes téléphoniques et la part de la population urbaine (mesure de l'agglomération) sont les principaux déterminants du climat des affaires pour les IDE dans la région.

Elhasbi et al., (2017) examinent les liens de causalité entre la variable endogène, l'attractivité territoriale et les facteurs PESTEL dans l'objectif de savoir les facteurs de l'attractivité territoriale qui influencent la localisation des entreprises manufacturières et logistiques de la ville de Tanger au Maroc, les résultats obtenues montrent que les facteurs socioculturels ont une influence significative sur l'attractivité territoriale des activités manufacturières et logistiques de la ville de Tanger.

Des études empiriques telles que celle de Wheeler et Mody (1992) et Mijiyawa (2015) ont démontré comment la qualité du capital humain est un important indicateur des IDE notamment en Afrique. Azeroual(2015) a effectué une étude qui se porte sur les principaux déterminants des IDE au Maroc sur la période 1980-2012, il a trouvé qu'à long terme, les variables capital humain et les infrastructures constituent les principaux indicateurs de ces investissements au Maroc.

Mohamed et Yassine (2021) ont trouvé que les infrastructures (Lignes téléphoniques pour 100 personnes) ont un effet négatif sur les flux d'IDE vers les pays africains. Ce pendant dans son travail concernant les facteurs susceptibles d'attirer les investissements directs étrangers intra-africains avec un ensemble de données de panel qui couvre la période 2002-2014, (CEA,2020) a trouvé que l'accroissement des investissements en Afrique pendant la période considérée a nécessité le développement des infrastructures, comme le montrent le signe de coefficient et le niveau de signification de la variable consommation d'électricité par habitant.

Conclusion du premier chapitre

Ce premier chapitre avait pour objectif de présenter les relations théoriques et empiriques entre la triple dimension d'attractivité et les investissements directs étrangers. Sur le plan théorique, la littérature a montré que la triple dimension d'attractivité a une influence considérable face à l'attractivité des investissements directs étrangers. Ainsi chaque dimension d'attractivité comprend au moins deux indicateurs. La littérature empirique a montré que les différents travaux présentent des résultats qui confirment que la triple dimension à travers ses indicateurs pris en compte a une influence sur les investissements directs étrangers. Nous avons essayé de nous inspirer des travaux antérieurs relatifs à notre étude en vue d'y dégager une comparaison pour le ressemblance et la différence .C'est cette différence qui constitue un point de délimitation entre ces travaux et le nôtre pour son originalité et sa spécificité tel que nous le verrons dans les chapitres suivants .En outre nous avons mentionné les concepts clés de notre étude.Après ce premier chapitre, le second chapitre qui concerne l'évolution de la triple dimension d'attractivité des IDE dans les pays de l'Afrique Subsaharienne prend la suite.

CHAPITRE II. DYNAMIQUE DE LA TRIPLE DIMENSION D'ATTRACTIVITE DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS DANS LES PAYS DE L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Introduction

Le présent chapitre vise à présenter la dynamique de la triple dimension d'attractivité des IDE. L'analyse est faite sur 38 pays de l'Afrique Subsaharienne issus de quatre blocs régionaux à savoir la CAE, SADC, CEMAC et CEDEAO. En raison de faciliter l'analyse, nous avons groupé les pays par bloc régional. Les pays qui sont confrontés à un phénomène de « bol de Spaghetti » c'est-à-dire les pays qui appartiennent au plus d'un bloc présentent un biais de sélection .Pour pallier à ce biais, nous avons maintenu chaque pays dans un seul bloc. Ce second chapitre est scindé en trois sections : la première est consacrée à l'évolution de la dimension politique en Afrique Subsaharienne, la seconde consiste à l'analyse de l'évolution de la dimension économique et socioculturelle en Afrique Subsaharienne et la troisième section considère la dynamique des IDE en Afrique Subsaharienne.

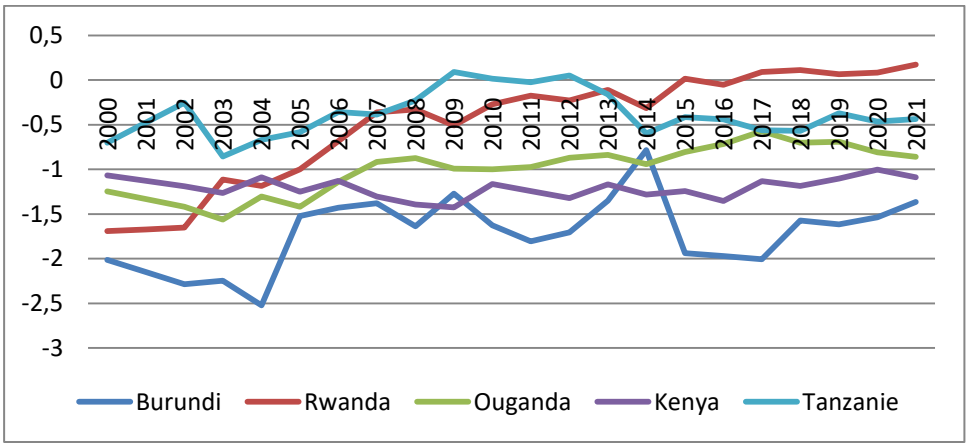
II.1. Dynamique de la dimension politique d'attractivité des IDE dans les pays de l'Afrique Subsaharienne

Cette section a pour objectif de montrer l'évolution de la dimension politique et la comparaison de score moyen de l'indicateur de la dite dimension dans les pays membres de quatre blocs régionaux de l'Afrique Subsaharienne. La dimension politique est captée par la Stabilité politique don score varie entre -2,5 et +2,5.

II.1.1. Etat des lieux de la dimension politique dans les quatre blocs régionaux en Afrique Subsaharienne

Les graphiques en dessous présentent des évolutions de la triple dimension d'attractivité des IDE dans les pays membres des communautés suivantes : La CAE, SADC, CEMAC et CEDEAO.

Graphique 1 : Evolution de la Stabilité politique à la CAE (2000-2021)

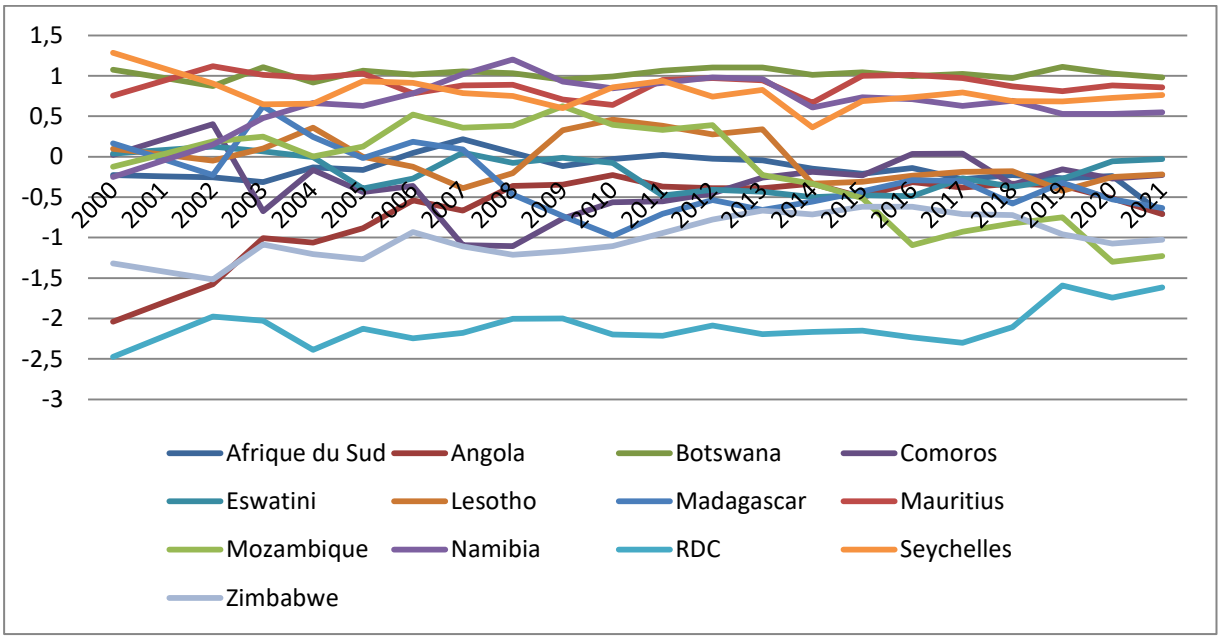


Source : Auteur à partir des données de la Banque Mondiale,2022

A la lumière de ce graphique 1, le constant global est que les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est sont caractérisés par l'instabilité politique. En effet, de 2000 à 2005 , presque tous les pays de l'EAC ont des scores inférieurs à -1 .Le Rwanda a enregistré des améliorations de score de la stabilité politique sur la période de l'étude .En effet cela pourrait s'expliquer par la bonne passation des élections . Le graphique ci-haut montre que le score de la Tanzanie a reculé depuis 2013 à 2021, soit un score de -0.16 à -0.45.

En moyenne sur la période étudiée, le Burundi était en dernière position avec un score de -1.71, cela pourrait s'expliquer par les conflits socio-politiques qui l'ont secoué. En plus en 2015, l'histoire se répète car des centaines de milliers de personnes vont se sentir obligés à l'exil suite à la crise politique. Par ailleurs, en moyenne la Tanzanie vient en première position parmi les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est sur la période étudiée, son score moyen est de -0.38. La hausse de son score pourrait être due à la crédibilité des institutions politiques .Cela pourrait permettre à ce pays d'attirer plus des investissements directs étrangers.

Graphique 2 : Evolution de la stabilité politique à la SADC (2000-2021)

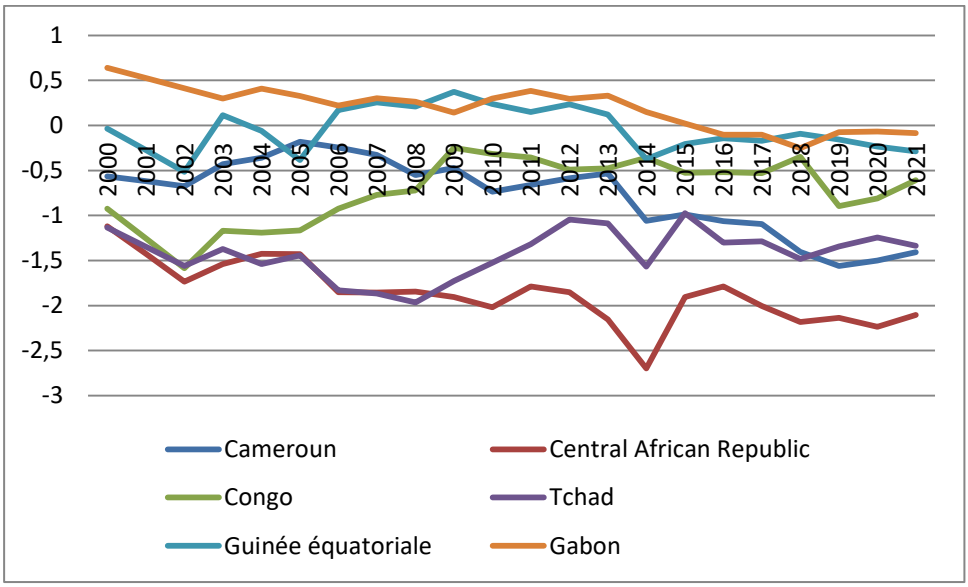


Source : Auteur à partir des données de la Banque Mondiale,2022

Le graphique 2 révèle qu'en général il y a des pays de la SADC qui ont les scores négatifs et d'autres ont de scores positifs. Cependant certains pays ont connu une amélioration considérable comme la Namibie qui a enregistré un score de -0.25 et 1.20 respectivement en 2000,2008 . Ceci pourrait s'expliquer par de système politique stable ,des institutions solides L'Angola a enregistré un score de -2.03 en 2000 et -0.22 en 2010, le Lesotho montre une évolution en dents de scie . Toutefois, en moyenne, la Botswana a enregistré un score très élevé parmi les pays membres de la région, soit 1.02, ce score pourrait être justifié par la démocratie stable avec des élections libres et régulières tandis que la RDC a mentionné un score moyen plus faible, soit -2.10. Ce score médiocre pourrait être justifié par des perturbations politiques et les guerres incessantes.

D'autres pays comme la RDC, surtout dans sa partie Est, la présence des anciennes forces armées rwandaises (ex FAR) et Interahamwe (milice hutu rwandais), aujourd'hui coalisés dans la Force Démocratique pour la Libération du Rwanda (FDLR) constitue jusqu'à ce jour un élément perturbateur de la sécurité ainsi que le mouvement du 23 Mars (M23) qui sème le chaos à la région de KIVU. Ce manque de Stabilité politique constitue une entrave à l'attractivité des IDE. Par ailleurs, parmi les pays de la SADC, seuls Botswana, Ile Maurices, Seychelles et Namibie ont enregistré des scores moyens positifs , soient 1.022, 0.89, 0.78 et 0.64 respectivement. Ces scores pourraient s'expliquer par les bonnes institutions politiques de ces derniers.

Graphique 3 : Evolution de la Stabilité politique à la CEMAC (2000-2021)



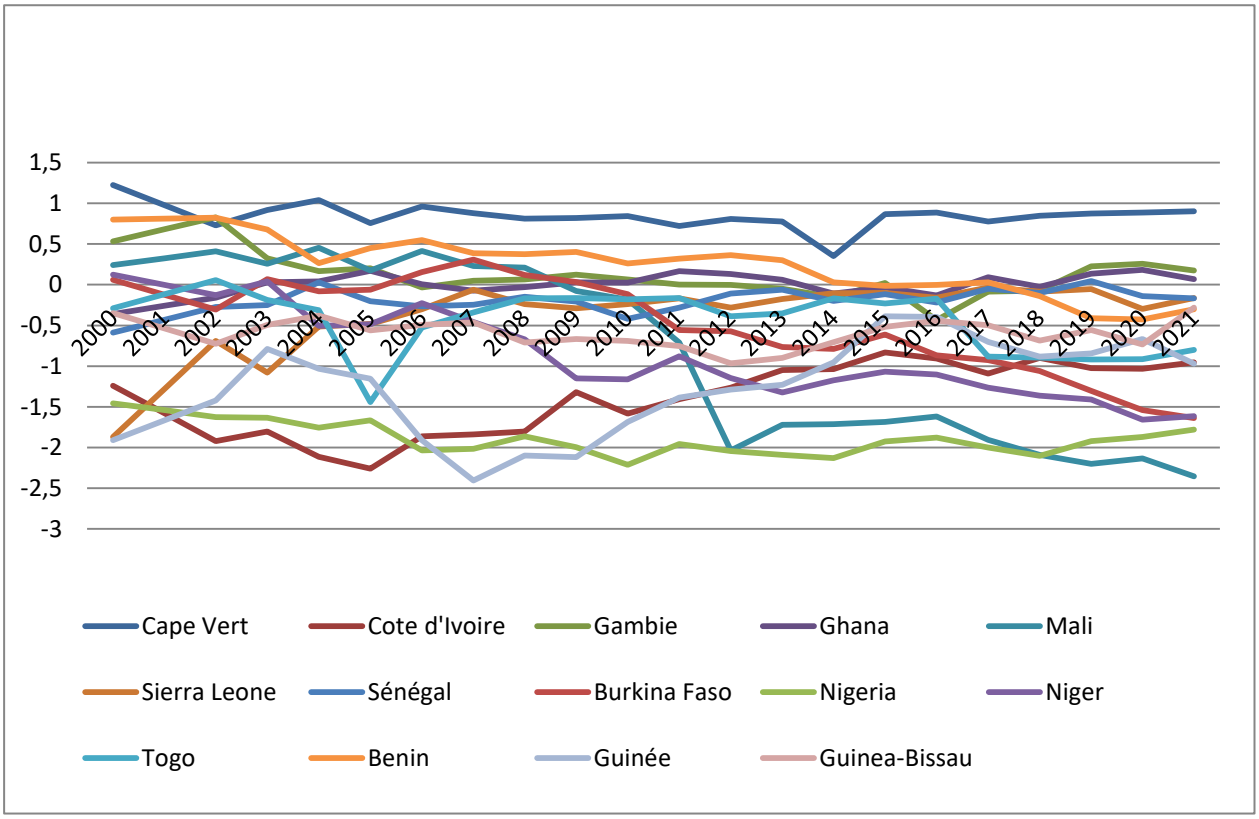
Source : Auteur à partir des données de la Banque Mondiale,2022

A la lumière du graphique 3, le constant est qu'en général les pays membres de la CEMAC ont connu une évolution décroissante de 2000 à 2002 . Au cours de la période 2000 - 2006, seul le Gabon a enregistré un score positif mais décroissant, soit de 0.64 à 0.22 . Ce pendant la Guinée équatoriale a enregistré une amélioration considérable de 2000 à 2009, soit de -0.03 à 0.37 , cela pourrait s'expliquer par un dialogue national qui a donné lieu à une amnistie et au retour au pays des forces politiques dont certaines sont regroupées dans la coalition de l'opposition pour la restauration d'un Etat démocratique mais elle a vu son score dégradé de 2010 à 2021 . La République du Congo a aussi connu une évolution croissante de 2003 à 2018, soit de -1.17 à -0.34. En moyenne, le Gabon enregistre un score plus élevé parmi les pays membres de la communauté, soit 0.19 .Par contre la République Centrafricaine possède un score médiocre, soit -1.86.

Ce mauvais score pourrait s'expliquer par les conditions de sécurité précaires .En effet, les conflits et affrontements entre groupes armés pour le contrôle des ressources et des territoires se sont multipliés depuis 2013 date du renversement du régime du Président François Bozize par Séléka , une coalition venue du Nord-Est du pays. Ainsi la population est touchée par les violences récurrentes marquées par la guerre civile de 2013 : villages brulés, pillages, les exactions contre les populations prises au piège se sont intensifiées en 2017 et en 2018 ainsi les risques d'escalade dans la violence demeurent.

Par conséquent, cette tension empêche les activités économiques notamment le secteur privé en l'occurrence l'attractivité des investissements directs étrangers.

Graphique 4 : Evolution de la Stabilité politique à la CEDEAO (2000-2021)



Source : Auteur à partir des données de la Banque Mondiale,2022

En observant ce graphique, on remarque qu'en général les pays membres de la CEDEAO ont enregistré une évolution de la stabilité politique irrégulière. En 2000, quatre pays en l'occurrence Mali, Gambie, Bénin et Cape vert ont inscrit un score positifs, cela pourrait être dû au régime démocratique stable de ce pays, les élections passées ont été considérées comme libres et justes ainsi la loi est respectée par l'Etat.En revanche, certains pays de la communauté ont connu des améliorations d'autres ont vu leurs scores en descente. Le Mali a marqué la chute considérable de 2008 jusqu'en 2021, soit 0.20 à -2.35 respectivement.

En effet depuis 2012, ce pays a connu la situation d'insécurité. A cette année, les militaires renversent le président Amadou Toumani Touré accusé d'incompétence face aux rebelles. La situation morose a continué pour la période suivante. De plus, en 2020 le président Ibrahim Boubacar Keita a été renversé par un coup d'Etat militaire.

En conséquence, cette situation n'a pas été favorable aux activités économiques en général et à l'attractivité des investissements directs étrangers en particuliers. Le Sénégal a connu une amélioration en passant de -0.43 en 2001 à -0.13 en 2020.

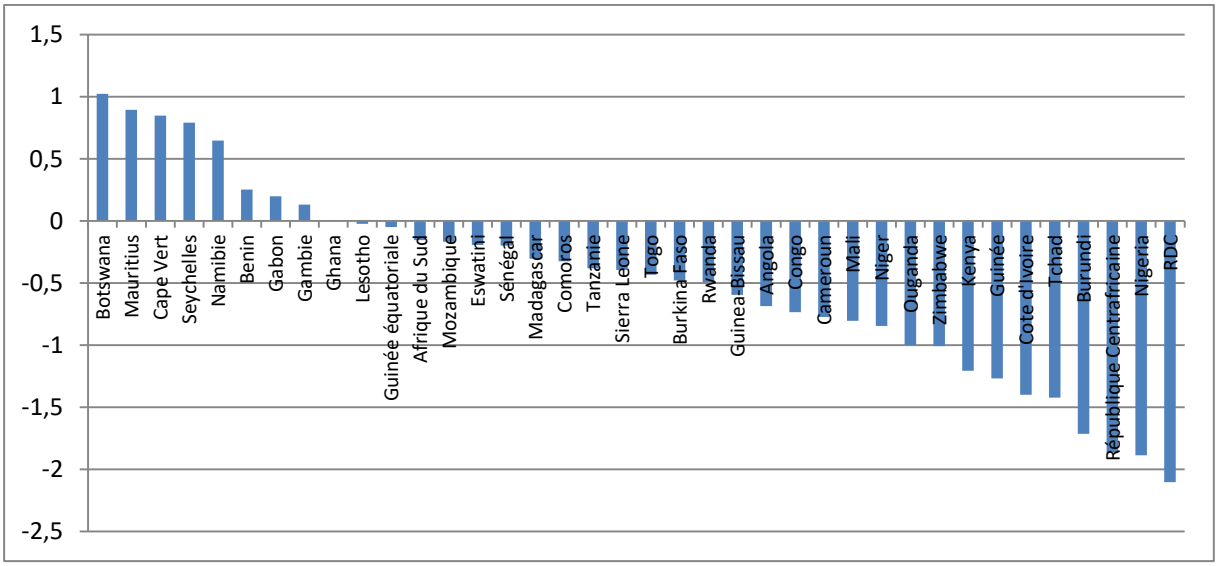
Le Nigéria n'a connu aucune amélioration sur toute la période de la présente étude. En effet, ce pays a connu l'insécurité due aux groupes terroristes de Boko Haram et bandes criminelles.

En moyenne, Cape vert a enregistré un score élevé par rapport aux autres pays de la communauté suivi par Bénin, soit 0.84 et 0.25 respectivement. Par contre le Nigeria occupe la dernière place avec un score de -1.88

II.1.2. Comparaison du niveau moyen de la Stabilité politique dans les pays de l'Afrique Subsaharienne

Le graphique ci-dessous représente la comparaison du niveau moyen de la stabilité politique pour les pays de l'Afrique Subsaharienne pris en compte à la présente étude.

Graphique 5 : Niveau moyen de la stabilité politique dans les pays de l'Afrique Subsaharienne (2000-2021)



Source : Auteur à partir des données de la Banque Mondiale, 2022

Le graphique ci-haut montre que beaucoup de pays de l'Afrique Subsaharienne sont caractérisés par une précarité en ce qui concerne la stabilité politique puisque beaucoup de pays ont des scores moyens négatifs.

Les cas les plus saillants étant la RDC,le Nigéria ,la République Centrafricaine et le Burundi qui ont des scores moyens qui sont proches de -2 sur toute la période d'étude.

Cette situation pourrait s'expliquer par les périodes de crise sociopolitique qu'ont connue ces pays. Ce manque de stabilité politique constitue un handicap à l'attractivité des investissements directs étrangers en Afrique Subsaharienne dans son ensemble. En effet, les institutions stables constituent l'un des moteurs d'attractivité des investissements directs étrangers.

Ainsi, on observe que la Botswana, pays de la SADC occupe la première place pour le niveau moyen élevé de la stabilité politique par rapport aux autres pays pris en compte à la présente étude, soit un score de 1.02 tandis que le Bénin, premier pays de la CEDEAO occupe la 6ème place avec un score moyen de 0.25 .Ainsi le Gabon, premier pays de la CEMAC prend la 7ème position parmi ces pays. Même si la Tanzanie est le premier pays de la CAE, elle occupe la 19ème place. Cependant le Burundi qui occupe la dernière place parmi les pays de la CAE avec un score moyen de -1.71 est supérieur aux trois derniers pays pour les autres blocs régionaux notamment Centrafrique (-1.86), Nigeria (-1.88) et RDC (-2.10) respectivement de la CEMAC, CEDEAO, SADC

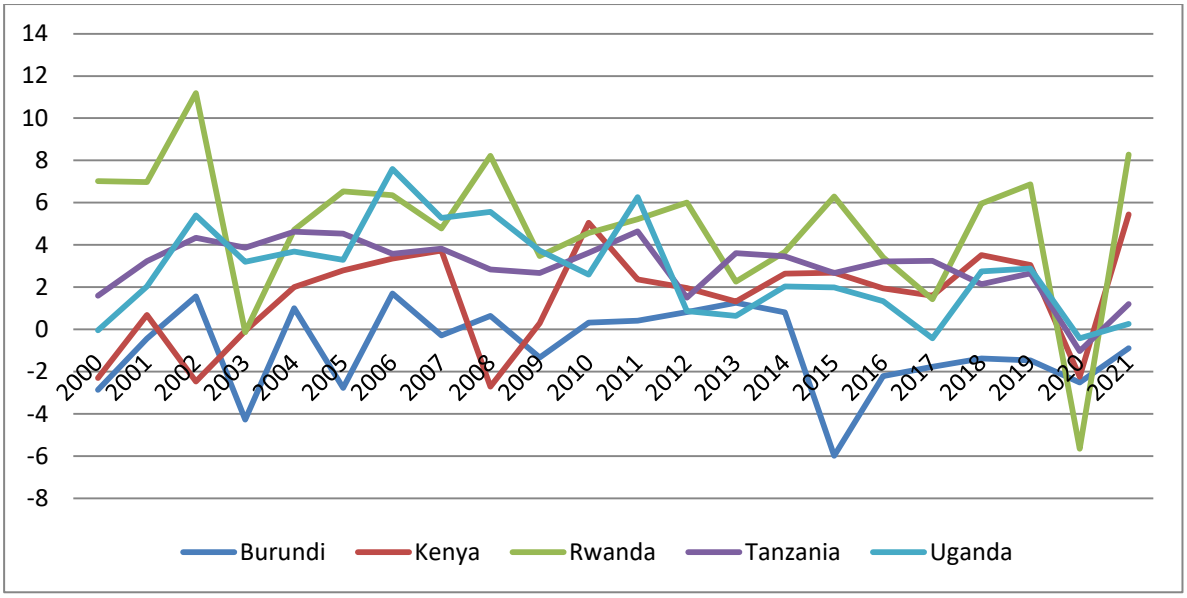
II.2. Dynamique de la dimension économique et socioculturelle dans les pays de l'Afrique Subsaharienne

Cette section a pour objectif de montrer l'évolution de la dimension économique et la comparaison de ladite dimension dans les quatre blocs régionaux de l'Afrique Subsaharienne. La dimension économique est captée par le taux de croissance du PIB par habitant.

II.2.1. Dynamique de la dimension économique par quatre blocs régionaux de l'Afrique Subsaharienne

Les graphiques ci-dessous montrent l'évolution du taux de la croissance du PIB par habitant dans les quatre blocs régionaux de l'Afrique Subsaharienne.

Graphique 6 : Evolution du taux de croissance par habitant (% annuel) à la CAE (2000-2021)



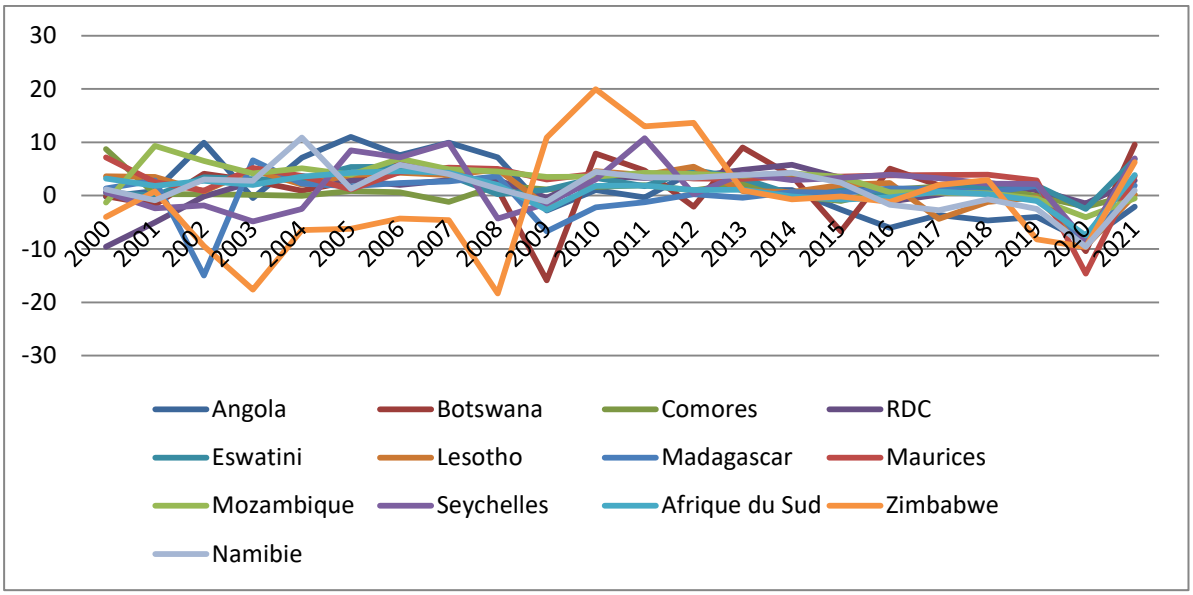
Source : Auteur à partir des données de la Banque Mondiale, 2022

Le graphique ci-dessus montre que la majorité des pays membres de la communauté de l'Afrique de l'Est ont enregistré une évolution croissante du taux du PIB par habitant de 2000 à 2002, certains pays ont inscrit des taux négatifs dans les années 2000. En général, on observe une évolution du taux de croissance irrégulière .On remarque qu'en 2008, la quasi-totalité des pays ont constaté son taux de croissance du PIB par habitant chute, ce qui pourrait s'expliquer par la crise financière mondiale. Un autre constant est qu'en 2020 tous les pays de la communauté ont enregistré un taux négatif. En effet, cela pourrait s'expliquer par la pandémie du covid-19 qui a secoué le monde en général et la CAE en particulière. Ce pendant le Kenya a vu son taux de croissance du PIB par habitant amélioré depuis 2000 à 2007.

Quant au Burundi, on remarque qu'en 2015, son taux est dégradé de telle manière que le pays enregistre un taux négatif, soit -5 .98%. Ce taux médiocre pourrait justifier par la crise politique qu'a connu ce pays en 2015 en conséquence cette situation morose n'était pas favorable pour les activités économiques en générale et attractivité des investissements directs étrangers en particulier.

En moyenne, le Rwanda a enregistré un taux de croissance du PIB par habitant supérieur à celui des autres pays de la communauté, soit un taux de 4.88% sur la période de l'étude. Au contraire le Burundi vient en dernier position et a enregistré un taux de croissance négatif moyen du PIB par habitant sur cette même période, soit un taux de -0.89% .

Graphique 7 : Evolution du taux de croissance du PIB par habitant à la SADC (2000-2021)



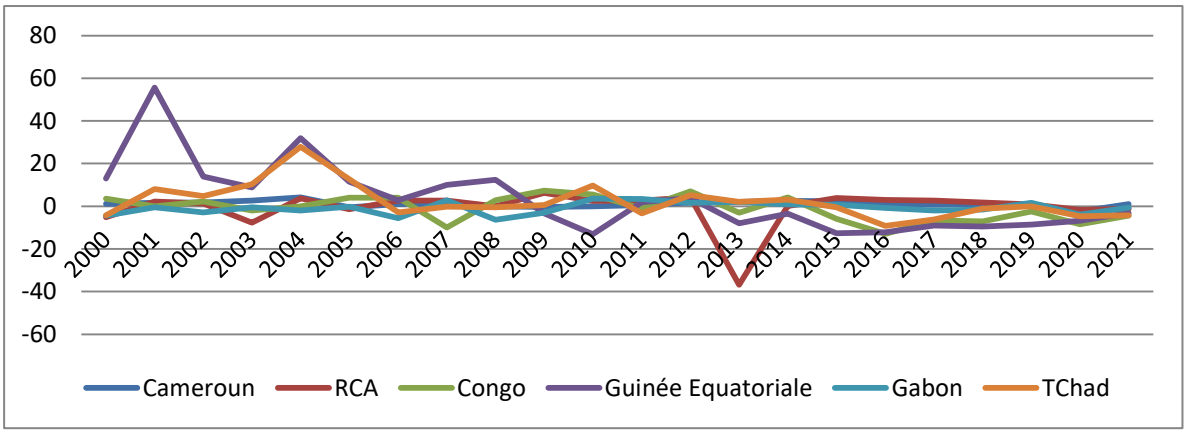
Source : Auteur à partir des données de la Banque Mondiale, 2022

A la lumière de ce graphique, on constate qu'en général les pays de la communauté ont enregistré une évolution irrégulière de leur taux de croissance du PIB par habitant. Le graphique montre qu'il y a les pays qui ont inscrit des taux négatifs mais par après ont enregistré une amélioration notamment le Zimbabwe qui a mentionné -4.02% en 2000 alors qu'en 2009, il a enregistré 19.93%. Mais en 2003, ce pays a vu un taux négatif -17.62%. Ce qui pourrait s' expliquer par la crise politico-économique qui l'a frappé depuis 1997 puis qui s'est encore aggravée en 2001 et 2002 sous l'effet du déséquilibre macroéconomique croissants, de la sécheresse généralisée au cours du premier trimestre 2002 et de l'accélération de la réforme agraire qui a suivi la réélection contestée du président Robert Mugabe . Par conséquent le pays a connu une grave crise alimentaire (BAD et OCDE, 2003). Comme dans d'autres communautés vues précédemment, on constate qu'en 2008 tous les pays de la région ont vu leurs taux en diminution, cela pourrait s'expliquer par la crise financière mondiale.

Ainsi, en 2020 la situation de forte diminution de taux de croissance du PIB par habitant se présente pour tous les pays, ce qui pourrait être justifié par la pandémie du Covid-19 qui a secoué le monde en général et la SADC en particulière .Le taux de croissance du PIB par habitant est le signal de la santé économique, par conséquent il est parmi les facteurs qui attirent les IDE.

En outre, la Mozambique a enregistré un taux moyen élevé de croissance du PIB par habitant pour la période de l'étude parmi les pays membres de la communauté, soit un taux de 3.069% suivi par l'ile Maurice dont le taux moyen est de 2.88% . Par contre le Zimbabwe a mentionné un taux faible de -0.92% ce qui pourrait justifier par l'inflation galopante.

Graphique 8 : Evolution du taux de croissance du PIB par Habitant au CEMAC (2000-2021)



Source : Auteur à partir des données de la Banque Mondiale, 2022

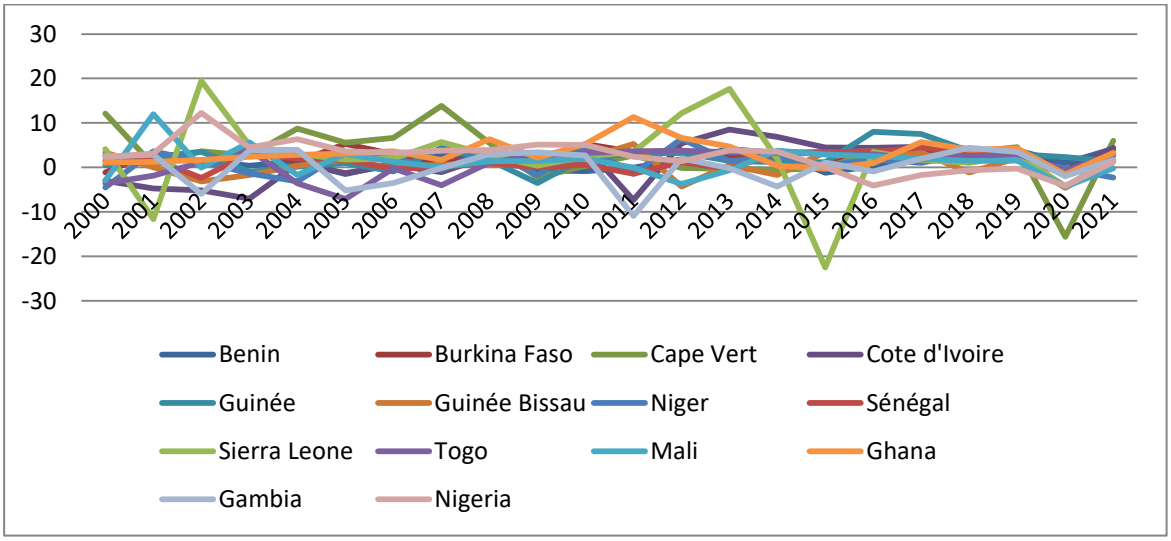
Ce graphique révèle le taux de croissance du PIB par habitant globalement faible mais qui est en peu stable pour certains pays comme le Cameroun et le Gabon. Ce pendant la Guinée équatoriale a vu son taux chute considérablement de 2000 à 2001, soit de 55.59% à 13.04% respectivement. L'analyse des données permet de mettre en évidence 2 groupes de pays :le premier groupe concerne les pays dont le taux ont évolué irrégulièrement et les pays qui ont enregistré le taux évoluant régulièrement. Le premier groupe est constitué par : Guinée équatorial, République centrafricaine et Tchad.

La Guinée équatoriale par exemple a enregistré en 2001 le taux de 55.59% et en 2021, il est de -6.82% .Cela pourrait s'expliquer par la forte dépendance de la Guinée équatoriale au pétrole qui continue de prolonger l'économie dans la récession. Le PIB du pays a diminué de 4.9 % en 2020 en raison de la baisse de la demande mondiale et des prix du pétrole

occasionnée par la crise provoquée par le Covid-19, couplée à la contraction de la consommation des ménages et au ralentissement des activités de l'entreprise (FMI ,2023). Ainsi la République Centrafricaine a inscrit le taux négatif en 2013, soit -36.77% ce qui pourrait se justifier par la guerre civile qui a freiné les activités économiques.

Le deuxième groupe est constitué par les pays ayant le taux de croissance du PIB par habitant évoluant dans le même sens de 2011 à 2021. Ces pays sont : Gabon, Cameroun et le Congo .En moyenne, la Guinée équatoriale a enregistré un taux de croissance du PIB par habitant élevé par rapport aux autres pays de la communauté, soit 3.44% sur la période de l'étude. Au contraire la République centrafricaine a inscrit un taux bas, soit -0.61% . Toutefois un pays dont sa population possède le pouvoir d'achat élevé attire plus d'investissements directs étrangers.

Graphique 9 : Evolution du taux de croissance du PIB par habitant à la CEDEAO (2000- 2021)



Source : Auteur à partir des données de la Banque Mondiale, 2022

A la lumière de ce graphique, on constate qu'en général, certains pays ont enregistré du taux de croissance du Pib par habitant négatif d'autres en ont enregistré positif sur la période étudiée.

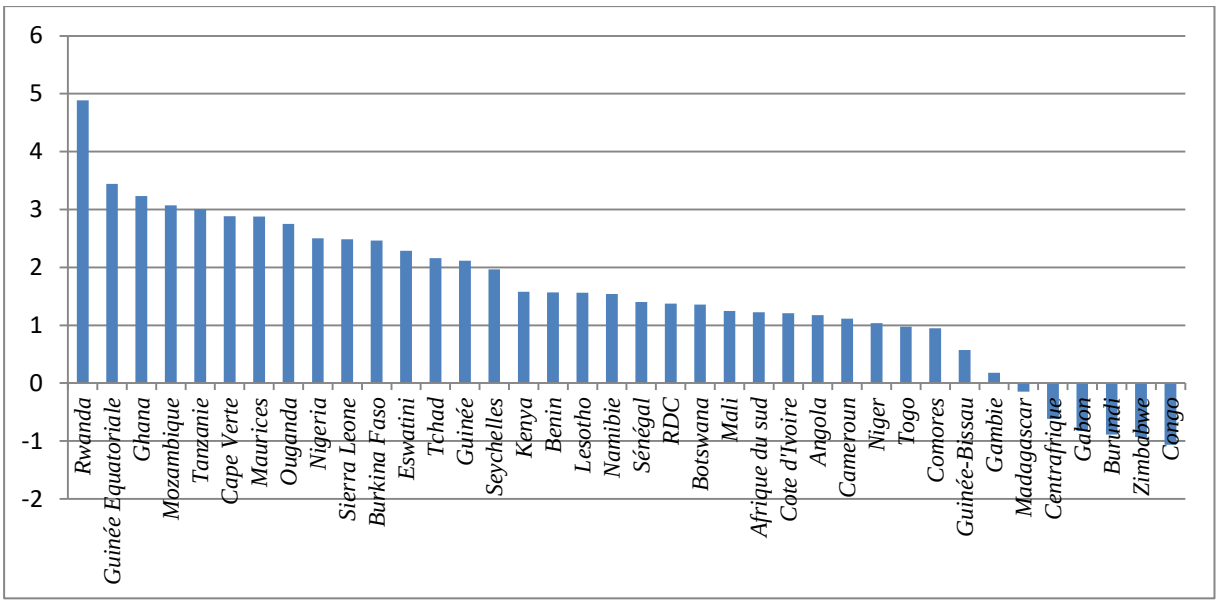
Ainsi en 2009, on observe que presque tous les pays de la communauté ont vu leur taux chuté, cela pourrait s'expliquer par la crise financière mondiale de 2008 .De plus en 2020, la même situation de baisse du taux s'observe. Ce qui pourrait justifier par la crise de pandémie du covid-19 qui a étouffé l'économie mondiale en générale et la communauté en particulière.

L'analyse de données permet de remarquer l'irrégularité d'évolution du taux de croissance du Pib par habitant pour certains pays comme sierra Léone qui a enregistré un taux de 17.66% en 2013 et -22.48% en 2015 ce qui pourrait justifier par la chute des cours du fer, l'Ebola et aléas de l'aide.

Cependant la hausse des prix, qui frappe les plus pauvres a dépassé le rythme de 18% par an, alors que le taux admissible par la banque centrale de ce pays est fixé à 9.5%. Celle-ci a dû porter son taux directeur de 11% à 13% ce qui a engendré la dépréciation de la monnaie nationale (BAD, 2014). La Gambie a enregistré un taux de 2.67% en 2010 et -10.93% en 2011 ce qui pourrait s'expliquer par les chocs exogènes tels que les fluctuations des précipitations ou les évènements qui influent sur les arrivées de touristes dans le pays. Cela a été notamment le cas en 2011 où une grave sécheresse a touché le pays (CEA, 2016).

En moyenne, le Ghana est le premier pays de la communauté qui a un taux de croissance du PIB par habitant élevé, soit 3.22% et en dernière position s'est fixée la Gambie avec un taux moyen de 0.17%.

Graphique 10 : Comparaison du taux moyen de la croissance du PIB par habitant dans les pays de l'Afrique Subsaharienne (2000-2021)



Source : Auteur à partir des données de la Banque Mondiale, 2022

Sur base de ce graphique, on constate qu'en général la variation du taux moyen de croissance par habitant se situe entre 4,88% et -1,06% pour ces pays de l'Afrique Subsaharienne. Ainsi la majorité de ces derniers enregistre un taux moyen croissant. En outre le Rwanda, pays de la

CAE occupe la première place pour un taux moyen élevé de croissance du PIB par habitant parmi les pays pris en compte à la présente étude. La Guinée Equatoriale, le premier pays de la CEMAC occupe la deuxième place avec un taux moyen de croissance du PIB par habitant de 3,44%.

Par ailleurs, le Ghana qui occupe la première place dans les pays membres de la CEDEAO vient en troisième position parmi les pays de l'Afrique Subsaharienne pris en compte à cette étude avec un taux moyen de 3,22%. La Mozambique prend la 4ème position alors qu'elle occupe la première place parmi les pays de la SADC avec un taux moyen de 3,06%.

Cependant la Gambie qui occupe la dernière place parmi les pays de la CEDEAO a enregistré un taux moyen de croissance du PIB par habitant, soit 0,17% supérieur à ceux de Madagascar, Centrafrique, Gabon, Burundi, Zimbabwe, Congo[3].

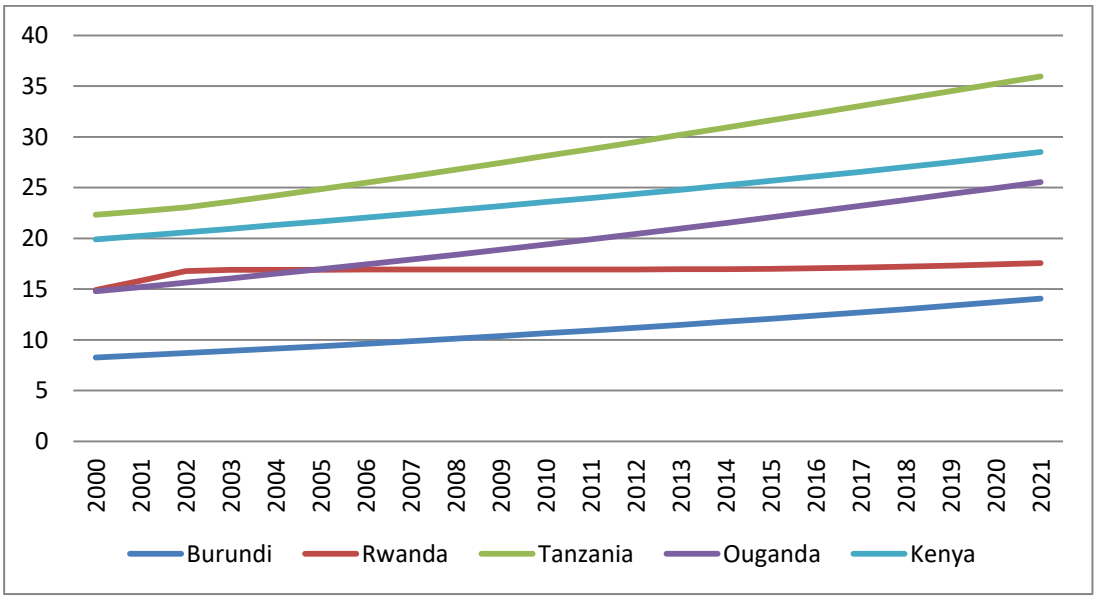
II.2.2. Evolution de la dimension socioculturelle dans les pays de l'Afrique Subsaharienne

La population urbaine en pourcentage de la population totale reflète le degré d'urbanisation, les institutions urbaines et les effets de l'agglomération. Comme les IDE se concentrent souvent dans les zones urbaines, on s'attend à une corrélation positive entre le degré d'urbanisation et l'attractivité des IDE.

Les villes sont au centre du développement économique, social et environnemental. Planifier leur croissance et intégrer leur potentiel dans la planification économique nationale permettra aux villes d'impulser un avenir durable et plus équitable. L'urbanisation est porteuse de développement économique. Le déplacement de la main-d'œuvre des économies rurales à faible productivité vers les économies urbaines à forte productivité, dominées par l'industrie et les services marchands, a caractérisé le développement économique à travers le monde. La productivité supérieure des villes s'exprime dans leurs niveaux de revenu plus élevés que ceux des zones rurales.

[3] Données en annexe

Graphique 11 : Evolution du taux d'urbanisation à la CAE (2000-2021)



Source : Auteur à partir des données de la Banque Mondiale, 2022

Il ressort du graphique 11 que globalement il y a une évolution croissante du taux d'urbanisation dans les pays de la Communauté de l'Afrique de l'Est durant la période de l'étude. Cependant en 2000, trois pays (Rwanda, Ouganda, Burundi) ont enregistré un taux inférieur à 15% mais depuis 2002, l'Ouganda et le Rwanda ont vu leur taux évolué même si le Rwanda a évolué autour de 17%. La Tanzanie a connu une évolution considérable, en effet en 2000 elle a enregistré un taux de 22.3% alors qu'en 2021 son taux est fixé à 35.95%.

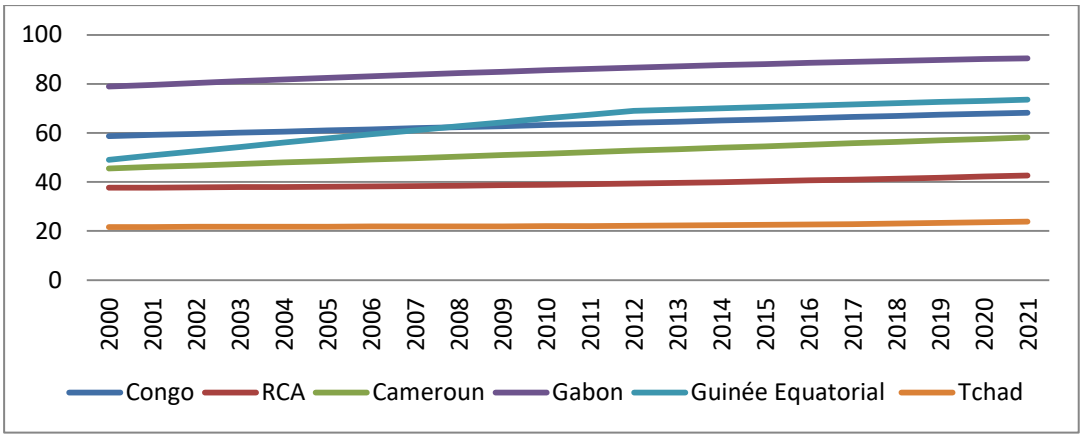
Ainsi elle dispose d'un réseau urbain équilibré sur l'ensemble de son territoire. Le pays compte 249 agglomérations distantes en moyenne de 24 km. En dépit de l'hypertrophie de la capitale économique Dar-es-Salam (5.3 millions hab.), qui regroupe 28 % de la population urbaine, on dénombre 26 villes de plus de 100 000 habitants, soit 12 millions de personnes au total, et 6 villes de plus de 400 000 habitants (Africapolis, 2015).

Quant au Kenya la population urbaine du Kenya s'élève à 28.6 millions d'habitants, soit 60 % de la population répartie dans 126 agglomérations. Le pays compte 32 villes de plus de 100 000 habitants, dont 5 villes millionnaires : Nairobi (5.9 millions hab.), Kisumu (5 millions hab.), Kisii (3.4 millions hab.), Embu (2 millions hab.), Mombasa (1.3 million hab.) (Africapolis, 2015). La population urbaine se situe essentiellement dans l'intérieur des terres, les villes du littoral ne représentent que 6 %.

Depuis 2000, le Kenya ne compte que 145 agglomérations et 286 en 2010. Après cette période de croissance fulgurante, le nombre d'agglomérations s'effondre pour revenir à 126 en 2015. Ceci s'explique par l'étalement rapide du peuplement urbain de nombreuses localités proches les unes des autres et leur fusion dans la région des Hautes terres. Le nombre d'agglomérations diminue mais leur taille moyenne augmente.

Pour le Burundi, avec un taux d'urbanisation inférieur à 20 %, le Burundi fait partie des pays les moins urbanisés d'Afrique. Deux millions d'urbains se répartissent dans 33 agglomérations, dont la moitié dans la capitale Bujumbura. La densité démographique est significativement moins élevée que celle du Rwanda avec une moyenne de 315 hab./km² en excluant les terres inhabitables. Le phénomène d'urbanisation généralisée pourrait se manifester, mais il sera probablement moins important qu'au Rwanda. En moyenne la Tanzanie a enregistré un taux d'urbanisation élevé parmi les autres pays de la communauté, soit un taux de 28.65% .La forme urbaine affecte de nombreux ressorts des économies d'agglomération ; par exemple l'accès à l'emploi ou la proximité des entreprises les unes par rapport aux autres.

Graphique 12 : Evolution du taux d'urbanisation au CEMAC (2000-2021)



Source : Auteur à partir des données de la Banque Mondiale, 2022

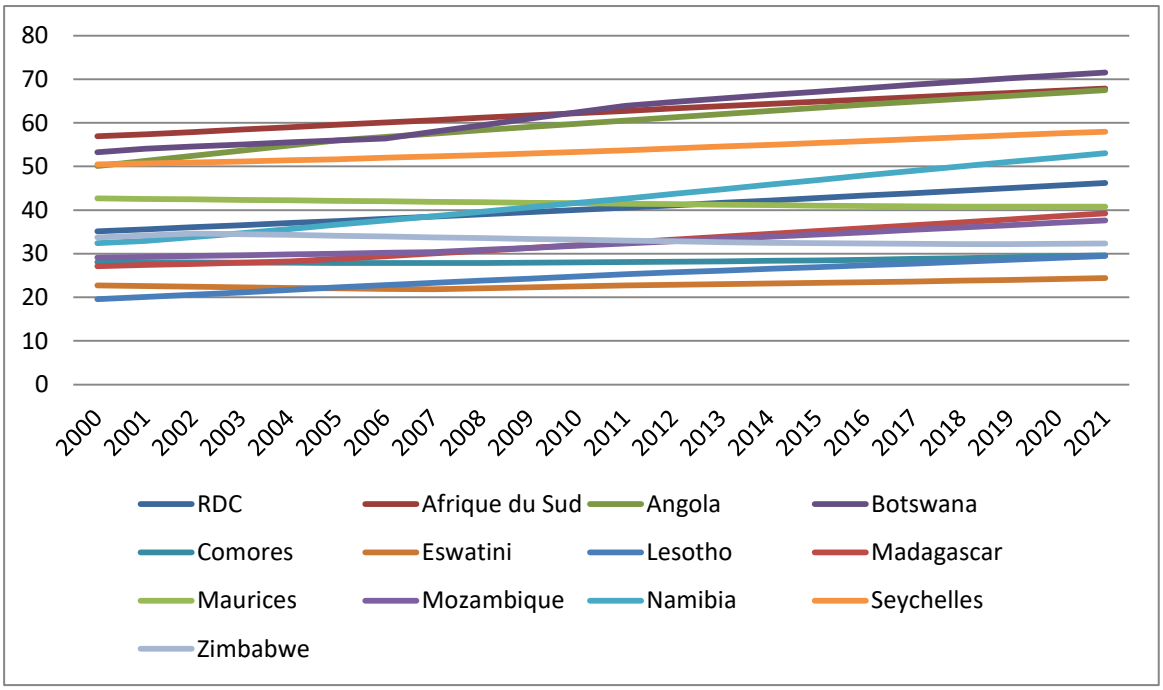
Ce graphique 12 montre qu'en général le taux d'urbanisation augmente dans les pays de la CEMAC sauf pour Tchad. En 2000 le pays qui a un taux d'urbanisation élevé est le Gabon avec un taux de 78.87% alors qu'à cette année le Tchad a enregistré un taux d'urbanisation de 21.63% .Le Cameroun a connu une évolution considérable de 2000 à 2021, il a enregistré respectivement un taux de 45,54% à 58.14% . Ainsi toutes les entreprises multinationales sont concentrées dans les villes portuaires de Libréville au Gabon, Douala au Cameroun,Pointe

Noire au Congo, Port Gentil au Gabon et Malabo en Guinée Equatoriale.Les pays qui n'ont pas d'ouverture maritime comme le Tchad et la République Centrafricaine ne doivent leurs IDE que grâce à leurs voisins qui leur permettent d'exporter à travers leur territoire.

La présence des zones franches dans certaines grandes villes de la CEMAC comme Douala au Cameroun peut faciliter l'entrée des IDE, car les investisseurs sont généralement attirés par les facilités que ces zones de franchise douanière accordent souvent aux entreprises qui s'y implantent.

Faisant en parallèle les pays membres de la communauté, en moyenne, le Gabon a mentionné un degré d'urbanisation élevé par rapport aux autres pays, soit un taux de 85.39%. Le Tchad a enregistré un taux faible de 22.28%[4] .

Graphique 13 : Evolution du taux d'urbanisation à la SADC (2000-2021)



Source : Auteur à partir des données de la Banque Mondiale, 2022

Sur ce graphique 13, le constant général est que l'évolution de la quasi-totalité des pays de la communauté est croissante. En 2000 la majorité des pays de la région ont enregistré un taux d'urbanisation inférieur à 40%.Seuls les pays comme Namibie et RDC ont pu quitter cette catégorie depuis 2010.Le Botswana a enregistré un taux supérieur depuis 2011, soit 63 .86%

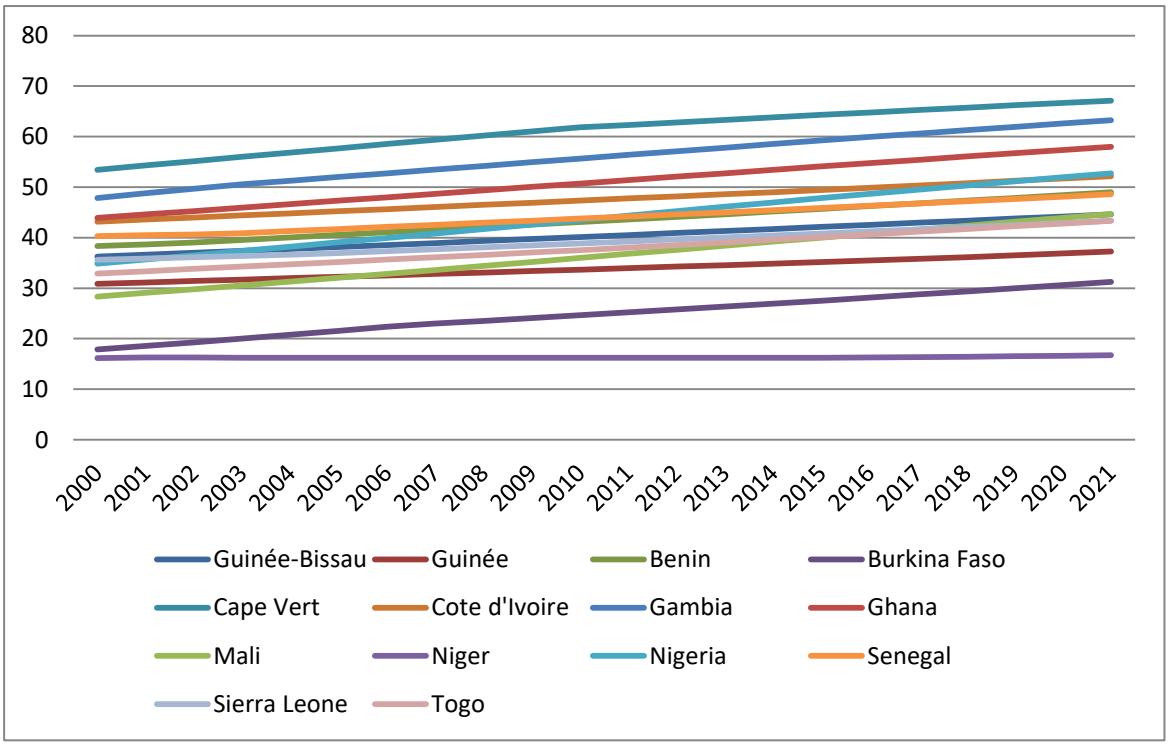
[4] Voir l'annexe

après avoir dépassé l'Afrique du Sud. En moyenne, Eswatini a inscrit un taux bas parmi les autres pays de la Communauté, soit un taux de 22.86%.

En 2015 avec 38 millions d'urbains, plus de 500 agglomérations et un niveau d'urbanisation de 70 %, l'Afrique du Sud fait partie des géants urbains du continent africain. Le système urbain est dominé par trois grandes métropoles d'envergure internationale : Johannesburg-Pretoria (8.3 millions d'habitants), Cape Town (3.7 millions d'habitants) et Durban (3 millions d'habitants).

Il compte en tout 500 agglomérations de plus de 10 000 habitants, dont 50 de plus de 100 000 habitants, 43 entre 100 000 et 500 000 habitants et quatre de plus de 500 000 habitants (Africapolis, 2015)[5] .

Graphique 14 : Taux d'urbanisation aux pays membres de la CEDEAO (2000-2021)



Source : Auteur à partir des données de la Banque Mondiale, 2022

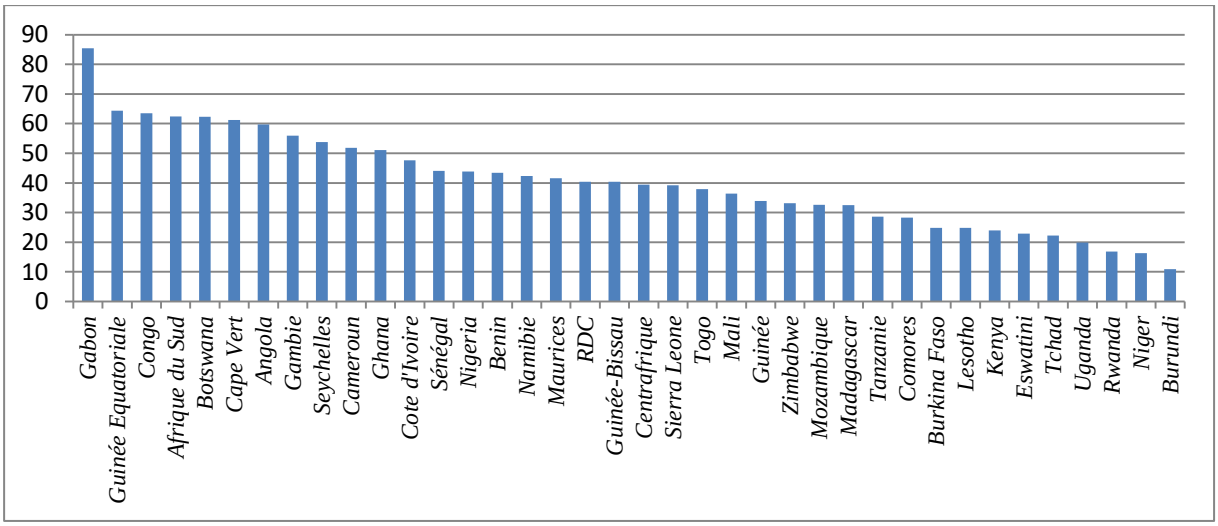
Sur ce graphique, on observe qu'en général l'évolution du taux d'urbanisation est croissante. En 2020, presque tous les pays de la région ont enregistré un taux inférieur à 50% sauf la cape vert qui a inscrit un taux de 53.43%. En revanche, le Niger n'a pas connu une

[5] Villes africaines Africapolis 2015,

amélioration car son taux varie oscille autour de 16%. Burkina Faso a marqué une évolution spectaculaire en passant de 18.54% en 2001 à 31.24% en 2021.

En moyenne, la Cape vert a enregistré un taux d'urbanisation élevé parmi les pays de cette communauté durant la période de l'étude, soit 61.21% par contre le Niger a enregistré un taux faible de 16.30%.

Graphique 15 : Comparaison du taux moyen d'urbanisation dans les pays de l'Afrique Subsaharienne (2000-2021)



Source : Auteur à partir des données de la Banque Mondiale, 2022

A la lumière de ce graphique, le constat global est que tous les pays pris en compte à la présente étude ont connu des taux moyens d'urbanisation croissants, ainsi. Ces taux moyens d'urbanisation varient entre 85,39% et 10,91%. Le Gabon, pays de la CEMAC vient en premier lieu parmi ces pays avec un taux moyen d'urbanisation de 85,39%.

En outre l'Afrique du Sud occupe la 4ème position alors qu'elle prend la première place au niveau de la SADC avec un taux moyen de 62,42%. La Cape vert occupe la 6ème place même si elle vient en premier lieu au niveau de la CEDEAO avec un taux moyen de 61,21%. De plus la Tanzanie prend la 28ème alors qu'elle occupe la première place au niveau de la CAE avec un taux moyen de 28,65%. Néamoins l'Eswatini qui occupe la dernière place au niveau de la SADC a connu un taux moyen d'urbanisation supérieur par rapport à ceux du Tchad, Ouganda, Rwanda, Niger et le Burundi.

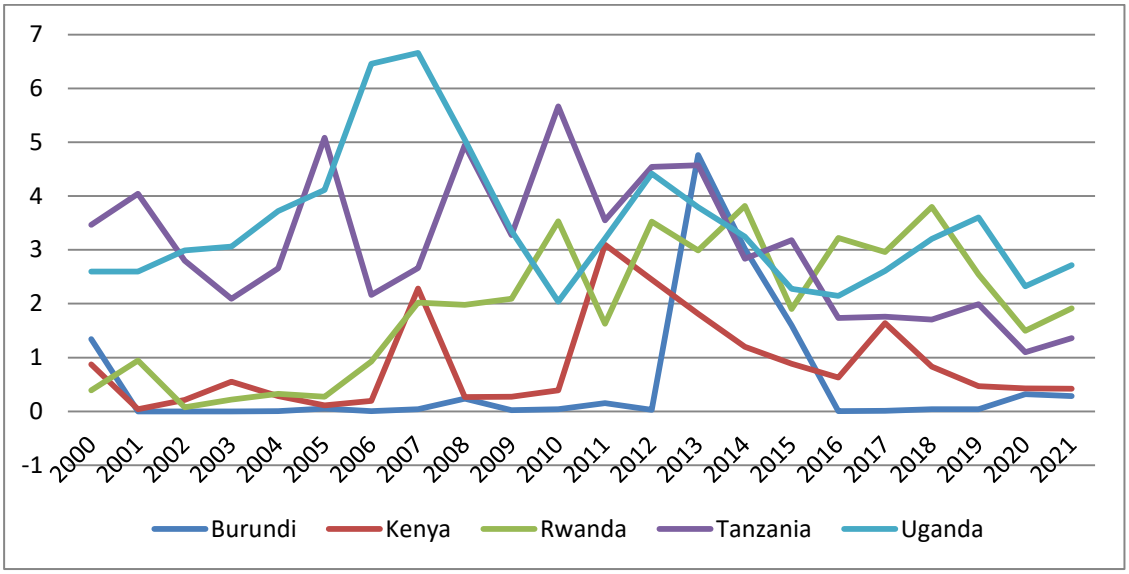
II.3. Dynamique des IDE entrants (en % du PIB) dans les pays de l'Afrique Subsaharienne

Cette section a pour objectif de montrer l'évolution des IDE dans les pays de l'Afrique Subsaharienne.

II.3.1. Evolution des IDE entrants dans les quatre blocs régionaux de l'Afrique Subsaharienne

Les graphiques ci-dessous présentent le dynamisme du flux des IDE dans les pays membres de quatre blocs de l'Afrique Subsaharienne à savoir la CAE, SADC, CEMAC et CEDEAO.

Graphique 16 : Evolution des IDE entrants dans les pays membres de la CAE (2000-2021)



Source : Auteur à partir des données de la Banque Mondiale, 2022

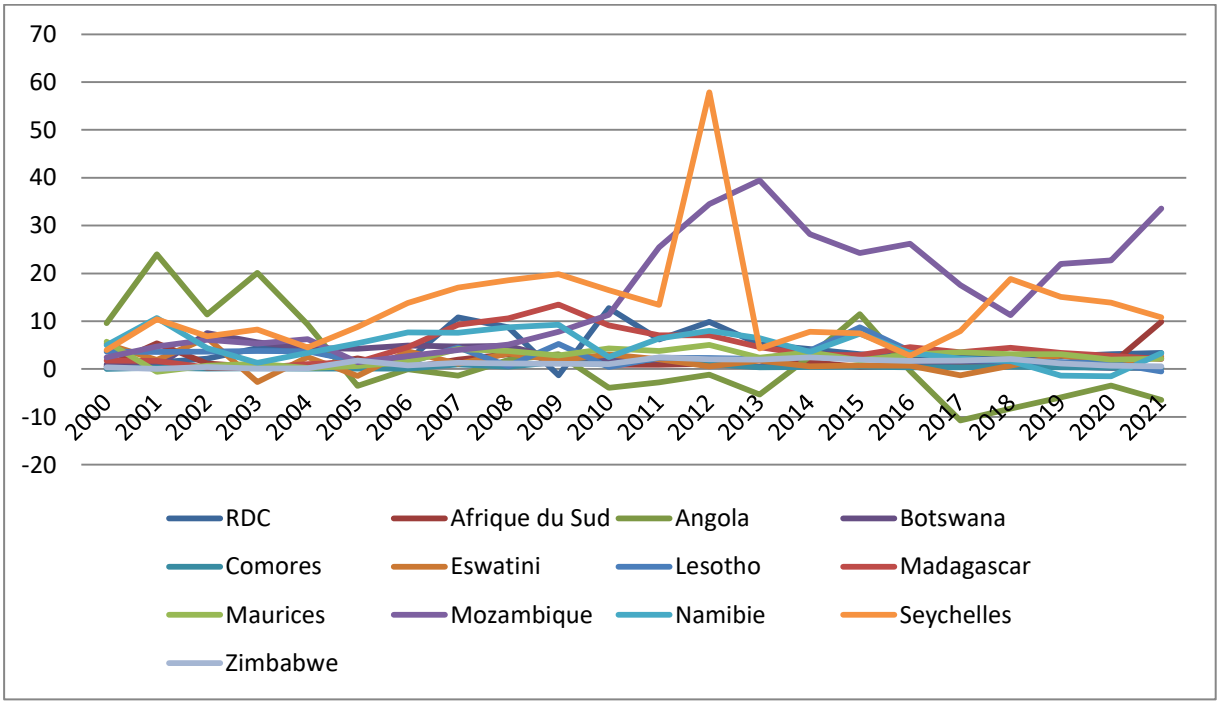
Sur ce graphique, le constant général est que l'évolution de l'entrée des IDE dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est est irrégulière. La majorité des pays de la communauté ont enregistré de faible entrée des investissements directs étrangers de 2000 à 2006. Le Burundi a vu une amélioration considérable de 2012 à 2013, soit de 0.02% à 4.76% mais en 2015, l'entrée des IDE a chuté ce qui pourrait s'expliquer par la crise politique découlant de la contestation de la candidature du président à l'époque.

En moyenne, l'Ouganda a enregistré un niveau élevé de l'entrée des investissements directs étrangers durant la période de l'étude soit 3.46% suivi par la Tanzanie qui a enregistré en moyenne un taux de 3.052%. Signalons que le Burundi vient en dernier lieu et possède un

taux faible de 0. 54% durant la même période. La faiblesse de l'urbanisation pourrait être un facteur explicatif de la faible pénétration des investissements directs étrangers dans ce pays.

Cette évolution des IDE dans la communauté est compatible avec l'évolution des indicateurs de la triple dimension vus précédemment à la même communauté.

Graphique 17 : Evolution de l'entrée des IDE (en % du PIB) à la SADC (2000-2021)

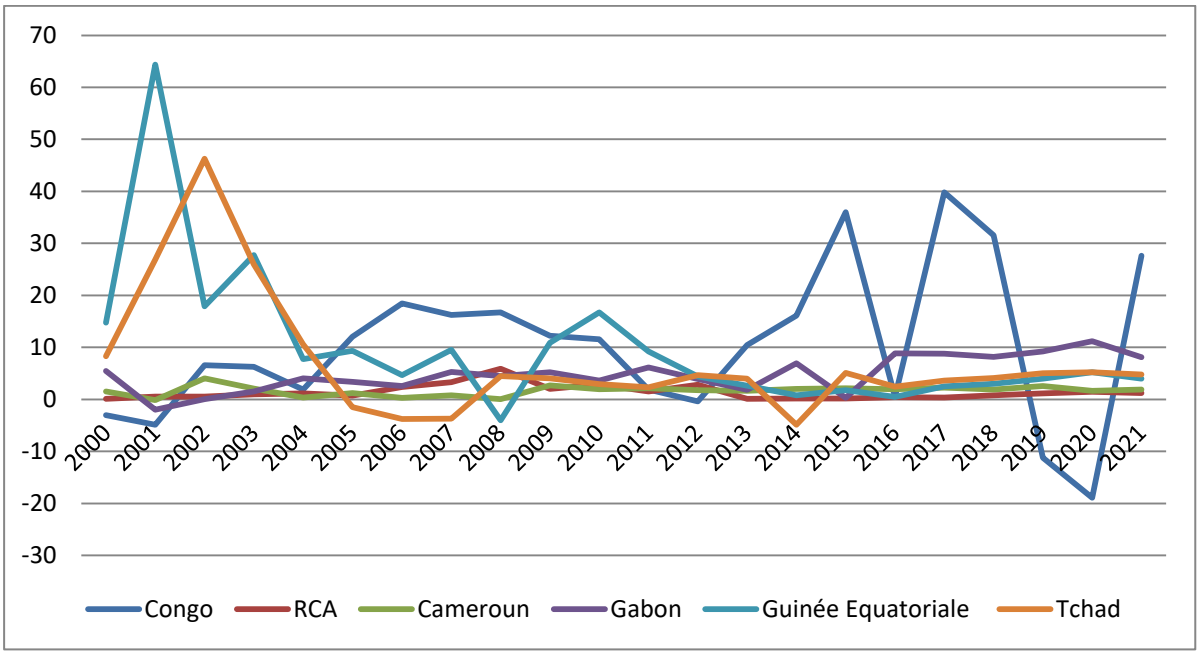


Source : Auteur à partir des données de la Banque Mondiale, 2022

A la lumière du graphique ci-dessus, on remarque que l'évolution de l'entrée des investissements directs étrangers dans les pays de la SADC est presque similaire de 2000 à 2008 mais présente des fluctuations considérables depuis 2009 à 2021. Ainsi l'inégalité de l'entrée des IDE dans les pays de la Communauté pourrait être justifié par les conséquences des choix des politiques des décideurs tant en matière de gouvernance que d'aménagement du territoire. La Mozambique a évolué d'une manière considérable depuis 2010 à 2013, soit de 11.33% à 39.45% .Ainsi l'afflux des investissements directs étrangers pourrait être expliqué également par le potentiel du marché de la nation.

Les résultats de ce graphique montre qu'en moyenne, la Mozambique a enregistré un niveau élevé parmi les pays de la communauté, soit un taux de 15.56% suivi par la Seychelles avec un taux de 13.12%.

Graphique 18 : Evolution de l'entrée des IDE (en % du PIB) au CEMAC(2000-2021)



Source : Auteur à partir des données de la Banque Mondiale, 2022

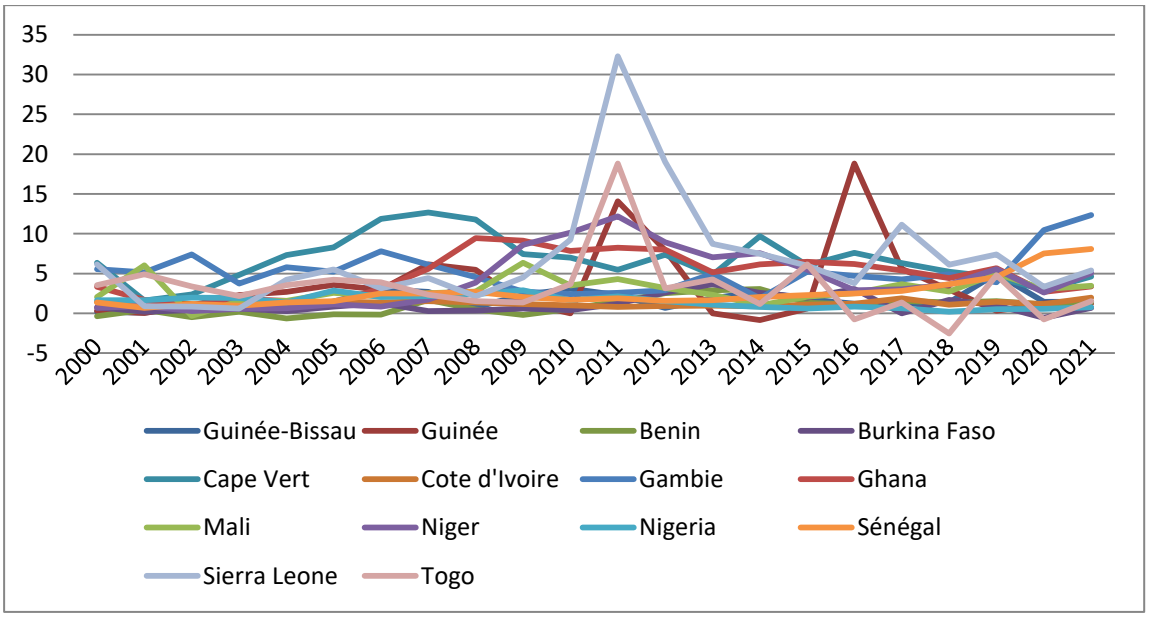
Sur ce graphique, on constate qu'en général les pays de la CEMAC ont connu une évolution irrégulière. Ce pendant de 2000 à 2004, la majorité des pays ont un niveau d'IDE moins de 10%.Les pays comme la Guinée équatoriale et le Tchad ont connu une haute évolution des IDE de 2000 à 2001 pour le premier et 2000 à 2002 pour le second, ils ont enregistré respectivement 14.77% à 64.38% et 8.29% à 46.27% , cette haute évolution pour le Tchad est due à la mise en chantier de l'oléoduc Tchad- Cameroun mais ces pays ont enregistré un niveau des IDE bas pour les années suivantes .Par ailleurs le Congo a été bafoué par la crise pandémique covid-19. En effet en 2018, ce pays a enregistré un taux de 31.56% et a passé de -18.91% en 2020.

Pourtant, la République du Congo occupe la première position en moyenne parmi les pays membres de la région. En effet il a enregistré un taux moyen de 10.34% d'IDE sur la période de l'étude. Cette place pourrait être justifiée par la découverte de gisement de pétrole en 2004 (Ibrahim, 2008). Ce pays est suivi par la Guinée équatoriale avec un taux de 9.89%. En 2003, suite à la découverte d'un gisement immense et d'une réserve offshore de plus de 10 milliards de baril, la Guinée Equatoriale surprend tous les observateurs économiques en se plaçant au premier rang des pays d'Afrique sub-saharienne pour ce qui est des IDE entrants.

En 2004, la Guinée Equatoriale s'est hissée au 47ème rang mondial des pays d'accueil des IDE, avec 0,26% des flux d'IDE dans le monde et 9,52% des IDE à destination de l'Afrique.

Les firmes multinationales spécialisées dans le domaine des hydrocarbures sont venues remplacer les anciennes firmes coloniales qui jadis investissaient dans l'agriculture, lesquelles ont délaissé ce secteur soit à cause de la détérioration des termes de l'échange, soit à cause de la non compétitivité des produits primaires de cette région.

Graphique 19 : Evolution des IDE entrants (% du PIB) à la CEDEAO(2000-2021)



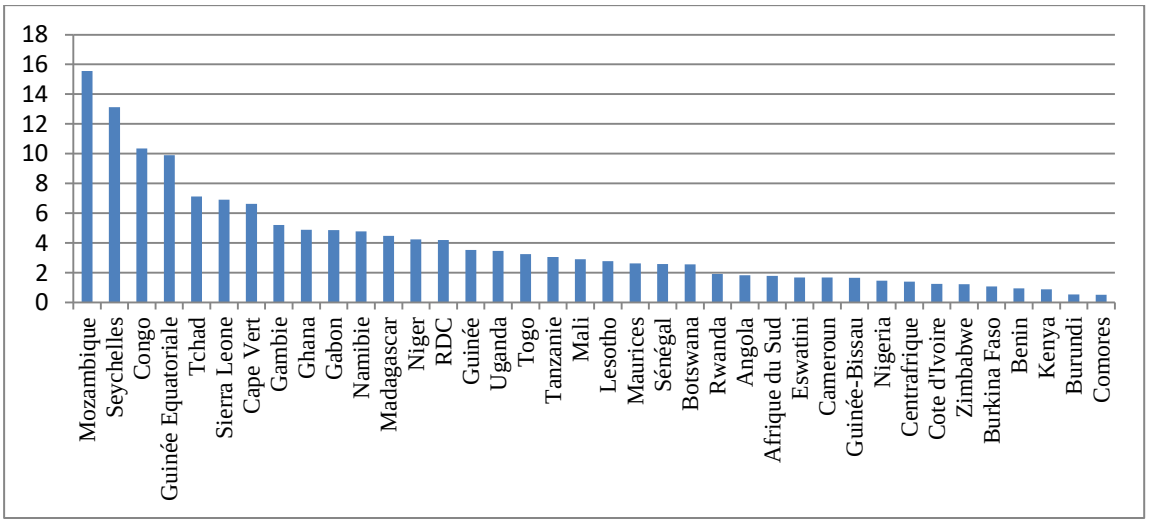
Source : Auteur à partir des données de la Banque Mondiale, 2022

Ce graphique ci-dessus indique qu'en général presque tous les pays de la communauté ont enregistré un niveau inférieur à 9% de 2000-2005. Ainsi la période suivante certains pays ont amélioré l'afflux des investissements directs étrangers. La Sierra Leone et le Togo ont marqué une évolution très élevé de 2009 à 2011 avec un taux de 4.5% à 32.30% et 1.37% à 18.81% respectivement. En moyenne, la Sierra Leone vient au premier rang parmi les pays membres de la communauté avec un taux de 6.92% des IDE entrants suivi par la Cape Vert avec un taux de 6.64% alors que le Bénin occupe la dernière place avec un taux de 0.94% .

II.3.2. Comparaison du niveau moyen des IDE entrants nets dans les pays de l'Afrique Subsaharienne

Le graphique suivant présente du niveau moyen des IDE entrants dans les pays de l'Afrique Subsaharienne. Certains ont enregistré du niveau moyen très élevés d'autres ont des niveaux moyens faibles.

Graphique 20 : Comparaison du niveau moyen des IDE entrants nets (en % du PIB) dans les pays de l'Afrique Subsaharienne



Source : Auteur à partir des données de la Banque Mondiale, 2022

A la lumière de ce graphique, on constate qu'en général les pays pris en compte dans ce travail ont connu des taux moyens des IDE positifs. Ces taux oscillent entre 15,56% et 0,52%. Ainsi en moyenne le pays appartenant à la SADC (la Mozambique) vient en premier lieu par rapport aux autres pays pris en compte dans cette étude avec un niveau moyen des IDE de 15,56% . Le Congo vient en 3ème lieu, même s'il est le premier pays de la SADC avec un niveau moyen des IDE de 10,34%, la Sierra Leone possède la 6ème place alors qu'elle vient en premier lieu pour la CEDEAO avec un niveau moyen des IDE de 6.92% .En outre l'Ouganda vient à la 15ème place malgré la première place à la CAE. Cependant le dernier pays de la CAE(Burundi) avec un niveau moyen de 0.54% est suivi par Comores (SADC) qui occupe la dernière place parmi les pays qui ont fait l'objet de cette étude.

Conclusion du deuxième chapitre

L'Afrique subsaharienne est l'espace plus vaste qui comprend plusieurs pays intégrés dans les différentes communautés économiques. En effet certains pays sont confrontés à un phénomène de « bol de Spaghetti » puisqu' un pays peut être membre de deux communautés ou plus. Pour pallier à ce biais de sélection nous avons maintenu ce pays dans une seule communauté. De ce fait, nous avons abordé l'analyse descriptive pour les pays membres de quatre communautés en l'occurrence la CAE, la SADC, CEMAC et CEDEAO. Dans ce chapitre nous nous sommes intéressés aux différentes évolutions susceptibles des indicateurs plus pertinents de la triple dimension d'attractivité des IDE en l'occurrence la stabilité politique, le taux de croissance du PIB par habitant, degré d'urbanisation pour dimension politique, économique et socioculturelle respectivement. Ainsi, l'évolution des IDE entrants dans les pays membres de ces communautés a été analysée. A base de ces évolutions, nous avons constaté que certains pays qui ont des scores de la stabilité politique, du taux de croissance du PIB par habitant et degré d'urbanisation élevé attirent aussi plus des investissements directs étrangers. Néanmoins d'autres pays qui ont des scores moyens de ces indicateurs ont pu attirer plus d'IDE cela pourrait être dû aux autres facteurs comme les ressources naturelles d'un pays. Ainsi, le troisième chapitre consacré à une analyse économétrique des effets de la triple dimension des investissements directs étrangers dans les pays de l'Afrique Subsaharienne suit.

CHAPITRE III : ANALYSE EMPIRIQUE DES EFFETS DE LA TRIPLE DIMENSION D'ATTRACTIVITE DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS DANS LES PAYS DE L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Introduction

Ce chapitre a pour objectif d'établir la méthodologie pouvant cerner l'analyse de la triple dimension d'attractivité des IDE à savoir dimension politique, économique et socioculturelle sur l'attractivité des investissements directs étrangers en Afrique Subsaharienne d'une part. Et d'autre part, de présenter, d'interpréter et discuter les résultats portant sur les effets de la triple dimension d'attractivité des IDE sur ces derniers en Afrique Subsaharienne.

Le présent travail s'appuie au plan théorique qu'empirique sur l'économétrie des données de panel, c'est-à-dire des données individuelles temporelles qui constituent une source d'informations suffisamment riches permettant d'étudier les phénomènes dans leurs diversités comme dans leur dynamique.

III.1. Approche méthodologique

Cette section a pour objectif de présenter la méthodologie permettant d'analyser les effets de la triple dimension d'attractivité des investissements directs étrangers dans les pays de l'Afrique Subsaharienne.

III.1.1. Cadre général des données de Panel

Le principal avantage d'un échantillon de données de panel par rapport aux données en coupe transversale est qu'il offre aux chercheurs une facilité d'étudier les différences dans les comportements entre les individus (Montassar,2015).

Les données de panel possèdent une dimension temporelle et une dimension individuelle. De ce fait, il est donc intéressant d'identifier l'effet associé à chaque individu, cet effet pouvant être fixe ou aléatoire. D'où l'intérêt de contrôler l'hétérogénéité individuelle qui peut être fixe ou aléatoire dans le cadre des modèles à effets individuels. Les modèles à effets individuels supposent l'existence des coefficients identiques pour tous les individus et de constantes spécifiques. Par conséquent, il ressort que la relation spécifiée à travers ce type de modélisation n'est censée différer pour tous les individus qu'au niveau des constantes introduites dans le modèle. Ce sont des modèles à panels hétérogènes dont la seule source de l'hétérogénéité est issue des constantes individuelles.

Nous distinguons deux cas de modèles tels que spécifiés par Hsiao (1989) : Les modèles à effets individuels fixes et les modèles à effet individuelle aléatoire. Selon Hurlin,(2010) les modèles à effets individuels aléatoire supposent que les effets individuels ne sont plus des paramètres, mais des variables aléatoires possédant une distribution commune pour tous les individus. Dans les modèles à effets aléatoires, on suppose que la relation entre la variable endogène et les variables exogènes ne soit plus fixe mais aléatoire. L'hétérogénéité inobservée n'est plus corrélée avec les variables explicatives. Dans les modèles à effets fixes individuels, on suppose que les effets individuels sont des paramètres de nature déterministe (Hurlin, Kouontchou et Maillet, 2010).

D'après Hurlin (2006), la première étape à établir pour un échantillon de données de panel est de vérifier la spécification homogène ou hétérogène du processus générateur de données. La phase de test de spécification revient à déterminer si on a le droit de supposer une fonction de régression identique pour tous les individus (modèle pooled).Dans ce cas, les élasticités des facteurs exogènes sont identiques ($\beta i = \beta$) et la constante identique pour tous les individus ($\alpha i = \alpha$) selon le modèle suivant :

$Y_{it} = \alpha + \sum_{k=1}^{K} \beta_k X_{it} + \varepsilon_{it}$ ou $Y_{it} = \alpha + \sum_{k=1}^{K} \beta'_k X_{it} + \varepsilon_{it}$

Avec i,1 ……N et t, 1 …..T

Cependant, lorsqu'on travaille sur des séries agrégées, il est peu probable que la fonction de régression, soit strictement identique pour tous les individus étudiés. Ainsi, il convient de tester si les élasticités des différents facteurs (β_i) sont identiques. Si ce n'est pas le cas, il n'existe à priori aucune structure d'estimation commune entre les pays (individus), et donc l'utilisation des données de panels ne se justifie pas et peut même conduire à des biais d'estimation. On doit alors estimer les fonctions individu par individu. En revanche, s'il existe bien une relation identique pour toutes les élasticités, alors la source d'hétérogénéité ne peut provenir que des constantes (αi). Or, rien ne garantit que les pays étudiés possèdent le même niveau moyen de la variable endogène

Par suite, le modèle général à données de panel s'écrit comme un modèle à double indice qui prend la forme suivante :

$Y_{it} = \alpha i + \sum_{k=1}^{K} \beta_k X_{it} + \varepsilon_{it}$

Avec **: i** ….**1 à N et t….1 à T**

où N représente le nombre des individus et T le nombre de périodes, Y_{it} est la variable expliquée, X_{it} est le vecteur des variables explicatives, β' est le vecteurs des coefficients ; ε_{it} est le terme d'erreur ; αi sont les effets individuels lesquels captent les caractéristiques spécifique du i^{ème} individu mais constants dans le temps.

Ainsi la dimension double qu'offrent les données de panel revêt d'une importance fondamentale. En effet, bien que les données en séries chronologiques soient propices à l'étude de l'évolution des relations dans le temps, elles ne permettent pas non plus à contrôler l'hétérogénéité entre les individus. Au moins les données en coupes transversales permettent d'étudier l'hétérogénéité entre les individus mais, elles aussi se heurtent à l'impossibilité de tenir compte des comportements dynamiques car elles sont exemptes d'une dimension temporelle dans leur champ d'analyse.

De plus en étudiant les données de panel, on parvient aussi à saisir deux sources de variations de l'information statistique dont la variation temporelle ou variabilité intra individuelle (Within) et la variation individuelle ou inter individuelle (Between).

Le modèle à erreur composée a été critiqué par Mundlak en 1973 et la modélisation avec un effet fixe remet en cause l'hypothèse d'indépendance entre l'effet individuel et les variables explicatives du modèle car les agents économiques cherchant l'optimum, ne peuvent pas ignorer la valeur de l'effet individuel et la prennent en compte dans leur décision. Le modèle à effet fixe suppose alors que l'effet individuel est corrélé avec les variables explicatives.

Le premier travail sur cette méthodologie décrite à panel statique, était donc centré sur les régressions linéaires et les modèles statiques, dans le cadre ou les variables exogènes et les effets aléatoires ont été déterminés en supposant un effet temporel sans tirer attention aux relations endogènes.

Toutefois la méthodologie des données de panel dynamique offre certains avantages par rapport à la version statique. La possibilité de répondre à l'hétérogénéité des individus et l'emploi de plusieurs variables instrumentales afin de traiter l'endogéneité des variables du modèle appelées variables retardées.

Par ailleurs, avec l'estimation des modèles à variables retardées, il devient ainsi plus aisé d'effectuer des modèles plus avancés (Ruiz Porras, 2012). Dans les années 90, des études de modèles endogènes utilisant des données de panel dynamique inondent la recherche.

On peut citer par exemple les contributions pertinentes sur les modèles à panel dynamique d'Arellano et Bond(1991), Arellano et Bover(1995), Blundell et Bond (1998) et Roodman (2009) qui ont été fournies dans l'optique d'améliorer la compréhension des phénomènes économiques complexes par des recherches empiriques .Ainsi nous appliquons la méthode des données de panel dynamique dans le cadre de notre travail.

III.1.2. Les Méthodes dynamiques

Les modèles dynamiques font intervenir des variables décalées dans le temps contrairement aux modèles statiques. Un modèle dynamique fait intervenir des retards sur une ou plusieurs variables.Si ces variables sont uniquement exogènes, on parlera de modèles à retards échelonnés.

De plus,un modèle à panel dynamique est un modèle dans lequel figurent un ou plusieurs retards de la variable dépendante comme variables explicatives(Goaied et Sassi, 2012). En effet, les techniques économétriques standards dont les MCO ne permettent pas d'obtenir des estimations sans biais d'un tel modèle à cause de la présence de la variable dépendante retardée à droite de l'équation. D'où il s'ensuit des estimations biaisées.

De ce fait, on fait recours à la méthode GMM qui repose les conditions d'orthogonalité entre les variables retardées et les termes d'erreur, aussi bien en différence première qu'en niveau. Lorsque le modèle est exprimé en différence première, les instruments sont en niveau et vice versa. Toutefois, dans le modèle à estimer, l'utilisation des variables retardées comme instruments diffère selon la nature des variables exogènes (Kripfganz, 2019).

Quant aux les variables exogènes, leurs valeurs courantes sont utilisées comme instruments. Pour les variables prédéterminées ou faiblement exogènes (des variables qui peuvent être influencées par les valeurs passées de la variable dépendante, mais qui restent non corrélées aux réalisations futures du terme d'erreur), leurs valeurs retardées d'au moins une période peuvent être utilisées comme instruments.

Ainsi pour les variables endogènes, leurs valeurs retardées de deux périodes et peuvent être utilisées comme instruments valides. La validité des instruments retenus peut être confirmée ou infirmée à l'aide de tests de Hansen et de Sargan dont il existe deux variantes d'estimateurs des GMM en panel dynamique ; l'estimateur GMM en différence première et l'estimateur GMM en système.

Pour une approche dynamique des données de Panel, le cadre général d'un modèle autorégressif d'ordre p avec un régresser supplémentaire X_{it} pourrait être spécifié comme suit (Baltagi, 2008) ;

$Y_{it} = \alpha_i + \lambda\, y_{it-1} + \cdots + \lambda_p Y_{it-p} + \beta X'_{it} + \varepsilon_{it}$, avec t=1,….T , i=1,…..N

Ou α_i est un effet individuel invariant dans le temps dont le traitement peut être fixe ou aléatoire, ε_{it} représente un terme de perturbation supposé non corrélé avec X_{it}.

Cependant, Arellano & Bond(1991), ont introduit une procédure en deux étapes basée sur la différenciation et l'instrumentation qui est un estimateur cohérent et efficace à fin d'enlever l'endogéneité .

Cette endogénéité est traitée par l'utilisation de réalisations de la variable dépendante comme instruments pour le premier décalage. La deuxième alternative est le système GMM proposé par Arellano et Bover (1995) et Blundell et Bond(1998) où la variable dépendante retardée dans l'équation est instrumentée en utilisant les différences premières comme instruments. Par rapport au GMM en différence, le GMM en Système a l'avantage de permettre d'introduire plus d'instruments et d'augmenter l'efficacité des estimations. Arellano et Bover (1995) ont démontré que ce dernier point est particulièrement vrai pour les panels avec peu de périodes de temps.

Ce modèle nécessite l'hypothèse supplémentaire que les instruments de différence première ne sont pas corrélés avec α_i. Ainsi, on distingue la méthode GMM en différence première et la méthode GMM en système.

1. La méthode GMM en différence première

Dans la méthode GMM , la première étape consiste à différencier l'équation dynamique pour supprimer les effets individuels α_i. De ce fait, Cameron & Trivedi (2009) ont rédigé la première étape de la procédure comme suit :

$\Delta Y_{it} = \lambda \Delta Y_{it-1} + \cdots + \lambda \Delta Y_{it-p} + \Delta \beta X'_{it} + \Delta \varepsilon_{it}$

Avec t= **1** …….**T** , i= **1** ……..**N**

Dans ce cas, nous supposons que les erreurs ε_{it} ne sont pas corrélées en série, si non les estimateurs sont incohérents.

En outre, la deuxième étape traite l'estimation du modèle à variable instrumentale du modèle en différence première qui utilise des retards appropriés de la variable dépendante comme instruments. Ces deux étapes conduisent à des estimations de paramètres cohérentes.

Les estimateurs des données de panel à effets fixes ou aléatoires ne sont pas appropriés même pour l'équation en première différence. Contrairement à un modèle statique , les moindres carrés ordinaires sur les variables en première différence produisent des estimations incohérentes car le régresseur ΔY_{it-1} est corrélé avec l'erreur $\Delta\varepsilon_{it}$ même si les ε_{it} ne sont pas corrélés en série .

Pour ε_{it} non corrélé en série, le terme d'erreur du modèle en différence première $\Delta\varepsilon_{it} = \varepsilon_{it} - \varepsilon_{it-1}$ a une corrélation avec $\Delta Y_{it-1} = Y_{it-1} - Y_{it-2}$ parce que Y_{it-1} dépend de ε_{it-1}

Toutefois $\Delta\varepsilon_{it}$ n'est pas corrélé avec ΔY_{it-k} pour k≥ 2, ouvrant la possibilité d'une estimation en utilisant des variables retardées comme instruments (Cameron &Trivedi, 2009).

L'estimateur d'Arellano- Bond utilise une stratégie d'estimation à variable instrumentale bâtie sur l'hypothèse que E ($Y_{ik}, \Delta\varepsilon_{it}$)=0 pour tout k≤t-2 dans l'équation de niveau, de façon que les retards $Y_{it-2}, Y_{it-3}, Y_{it-4}$ et ainsi de suite peuvent être utilisées comme instruments dans la première équation différentielle . Les variables explicatives retardées fournissent des instruments faibles (Blundell et Bond 1998). Certes, Blundell et Bond (1998) combine les équations en différence première avec les équations en niveau.

Des conditions des moments supplémentaires similaires peuvent être ajoutées pour des variables endogènes et prédéterminées, dont les différences premières peuvent être utilisées comme des instruments.

Toutefois, Blundell et Bond (1998) ont montré à l'aide des simulations de Monte Carlo que l'estimateur GMM en différence première n'est pas performant car les résultats sont biaisés dans des échantillons finis lorsque les instruments sont faibles, ainsi Hayakawa (2007) souligne que l'estimateur en différence souffre du problème de la faiblesse des instruments; nous décidons d'utiliser l'approche d'estimation GMM en système, tout en contrôlant le nombre de niveaux de retards. Ces auteurs ont proposé l'estimateur GMM en système qui est le plus pertinent.

2. La méthode GMM en système

Blundell et Bond (1998) présentent l'estimateur GMM en système qui combine les équations en différence première avec les équations en niveau dans lesquelles les variables sont instrumentées par leurs différences premières, ce qui apparait plus performante que celle qui était avancée par Arrelano et Bond (1991).

ΔY_{it}=$\boldsymbol{\alpha}_{\mathrm{i}}$ +$\varphi \Delta Y_{it-1} + \beta' \Delta X_{it} + \Delta V_t + \Delta \varepsilon_{it}$:équations en différence première

Y_{it}=$\boldsymbol{\alpha}_{\mathrm{i}}$ +$\varphi \Delta Y_{it-1} + \beta' X_{it} + \cdots + \Delta \varepsilon_{it}$: équations en niveau

L'estimation du système GMM transforme les régresseurs par différenciation et en faisant une hypothèse supplémentaire que les premières différences de variables d'instrumentation ne sont pas corrélées avec des effets fixes pour permettre l'introduction de plus d'instruments (Roodman, 2009).Selon Kiviet et al .(2017), Kiviet(2020), Kripfganz et Schwarz(2015), l'estimateur GMM du système produit des estimations efficaces tout en contrôlant l'hétérogénéité non observée , la simultanéité et la relation dynamique des variables(Ates, 2021) .

Le système GMM nécessite certaines hypothèses pour produire des estimations cohérentes. L'existence d'une corrélation sérielle négative de premier ordre et l'absence de corrélation de second ordre la corrélation en série dans les résidus doit être satisfaite pour un système cohérent d'estimation GMM. De plus, la validité des instruments dépend de l'absence de corrélation entre les variables instrumentales et le terme d'erreur. Cette hypothèse d'exogeneité des instruments peut être testée empiriquement par la suridentification globale et les tests de suridentification incrémentielle pour chaque sous ensemble d'instruments (Kripfganz ,2019) .

Ainsi, Blundell et Bond (1998) ont proposé une estimation GMM en système ou les différences premières décalées des variables explicatives et de la variable dépendante et des variables explicatives endogènes sont utilisés comme instruments car des décalages très éloignés peuvent ne pas être suffisamment informatifs en pratique.

Enfin, la validité du système GMM repose à la fois sur le test de Sargan ou le test de Hansen de suridentification ainsi que le test d'autocorrélation (Arrellano et Bond, 1991) de second ordre, dans lesquels les hypothèses nulles ne doivent être rejetées.

III.1.3. Tests économétriques en panel dynamique

L'estimateur des GMM a deux tests :

Le test de suridentification de Sargan/Hansen (1958), qui nous permet de tester la validité des variables retardées comme instruments et ; Le test d'autocorrélation d'Arellano et Bond (1991) ou l'hypothèse nulle est l'absence d'autocorrélation du deuxième ordre des erreurs. Deux conditions sont donc à respecter en GMM dont la bonne identification des instruments (test de Sargan) et l'absence d'autocorrélation entre les résidus (test d'Arellano et Bond).Pour le test de Hansen, la statistique est interprétée comme un indicateur de spécification. Pour les modèles estimés, si la probabilité associée est supérieur à 5 % donc on accepte l'hypothèse nulle de validité du modèle estimé du point de vue d'identification.

1. Test de validité des instruments

Le test de suridentification de Sargan /Hansen (1958)permet de tester la validité des instruments utilisés dans les régressions en données de panel. Le test est basé sur la statistique :

$$\hat{\varepsilon}^2{}_{it}\hat{s} = \frac{n}{\sigma^2}\overline{\hat{v}_{it}\hat{Z}'_{it}}\overline{Z_{it}Z'_{it}}^{-1}\overline{\hat{v}_{it}Z_{it}}$$

Où Z'_{it} désigne la matrice des instruments. La statistique du test de Sargan suit la loi de Chi-deux à *q-p* degrés de liberté, avec *q* le nombre d'instruments et *p* le nombre de paramètres à estimer.

Cependant pour un niveau de significativité, le corps d'hypothèse à tester est le suivant :

$H_0: E\left(Z'_{it}\left(y_{it} - x_{it}\overline{\beta}\right)\right) = 0$ ($Les\ instruments\ sont\ valides$)

$H_0: E\left(Z'_{it}\left(y_{it} - x_{it}\overline{\beta}\right)\right) \neq 0$($Les\ instruments\ ne\ sont\ pas\ valides$)

Une condition cruciale pour réaliser le test de Sargan /Hansen est que le modèle soit sur identifié ; c'est-à-dire le nombre d'instruments doit être strictement supérieur au nombre de variables endogènes.

Le test de Sargan pose comme hypothèse nulle, l'absence de corrélation entre les instruments et les résidus. Si cette hypothèse est rejetée, alors les estimations ne sont pas efficientes. Lorsque la probabilité associée à la statistique de Sargan /Hansen est supérieur à 5% on ne peut pas rejeter l'hypothèse nulle H_0 de validité des instruments.

2. Test d'autocorrélation d'Arrelano et Bond

Le test d'Arrelano- Bond(1991) pour l'autocorrélation des résidus en différence première évalue l'hypothèse selon laquelle les résidus ne sont pas corrélés dans le temps. Pour ce test, les hypothèses formulées sont les suivantes :

H_0 : E ($\Delta\varepsilon_{it}, \Delta\varepsilon_{it-2}$)=0(Absence d'autocorrélation des erreurs)

H_1 : E ($\Delta\varepsilon_{it}, \Delta\varepsilon_{it-2}$) ≠0 (Présence d'autocorrélation des erreurs)

Rejeter ou accepter l'hypothèse nulle d'absence d'autocorrélation d'ordre 2 des séries des résidus provient de la comparaison entre la probabilité trouvée et le seuil choisi. Si cette probabilité est inférieure au seuil, H0 est rejetée et il y a présence d'autocorrélation sérielle d'ordre. La valeur élevée de la probabilité par rapport au seuil permet de conclure que les séries des résidus ne sont pas corrélées d'ordre 2.

Les résultats de ces tests ainsi que leur interprétation rentrent dans le quatrième chapitre. L'interprétation concerne tant les coefficients liés à chaque variable que les signes. Avant d'aborder ce quatrième chapitre, la méthodologie utilisée nous amène d'abord à décrire les variables utilisées ainsi que les signes attendus dans un paragraphe additionnel.

3. Module du Commande sous stata pour l'estimation GMM : Xtabond2

L'estimation des variables est faite à partir de la méthode GMM en différence et GMM en système sous un commande « xtabond2 » avec l'usage du logiciel STATA 17.

Ainsi avec l'utilisation de la commande « collapse », le logiciel Stata17 garantit un petit nombre d'instruments utilisés qui n'excède pas le nombre d'observations, afin de pouvoir estimer le modèle d'une façon non biaisée, ce qui évite potentiellement le problème de multiplication des instruments (Roodman (2009a,2009b)).Par ailleurs, un nombre d'instrument trop élevé qui dépasse le nombre d'observations peut permettre aux variables endogènes d'être sur-présentées par leurs instruments, d'où le risque de persistance du problème d'endogénéité.

III. 2. Spécification du modèle d'estimation

La présente étude fait référence au modèle utilisé par Meressa(2022) pour effectuer des estimations permettant de vérifier les hypothèses. Cependant ce modèle est appliqué dans une étude concernant les déterminants des flux d'investissements directs étrangers dans les pays membres du COMESA.

Pour estimer notre modèle d'étude nous avons fait recours aux variables indiquant la triple dimension notamment celles de la dimension politique, dimension économique et dimension socioculturelle**.** Notre modèle fonctionnel est construit comme suit :

IDE = f (dimension politique, dimension économique, dimension socioculturelle)

Le modèle développé pour évaluer l'influence de la triple dimension sur l'attractivité des investissements directs étrangers comporte deux composantes : la variable dépendante, les variables indépendantes dont les variables d'intérêt et des variables de contrôle.

II.2.1.Modèle d'étude

Alors le modèle de cette étude est spécifié comme suit :

$$IDE_{it} = \alpha_i + \beta_1 IDE_{it-1} + \beta_2 SPOL_{it} + \beta_3 EFFGV_{it} + \beta_4 TPIBH_{it} + \beta_5 OUVCOM_{it} + \beta_6 TURB_{it} + \beta_7 INFRAS_{it} + \beta_8 CAPHUM_{it} + \varepsilon_{it}$$

Avec :

IDE_{it-1} : Investissements directs étrangers décalés d'une période du pays i à la date t

$SPOL_{it}$: Stabilité politique du pays i à la date t ;

$EFFGV_{it}$: Efficacité du gouvernement du pays i à la date t ;

$TPIBH_{it}$: Taux de croissance du produit intérieur Brut par habitant du pays i à la date t ;

$OUVCOM_{it}$: Ouverture commerciale du pays i à la date t ;

$TURB_{it}$: Taux d'urbanisation du pays i à la date t ;

$INFRA_{it}$: Infrastructure du pays i à la date t ;

$CAPHUM_{it}$: Capital humain du pays i à la date t ;

$\boldsymbol{\varepsilon_{it}}$: Le Terme d'erreur du pays i à la date t

Les variables explicatives de l'attractivité des investissements directs étrangers sont choisies selon la littérature théorique et les études empiriques.

III.2.2. Description des variables et signes attendus

Les variables utilisées ont été choisies en rapport avec la théorie et les travaux antérieurs .Le choix des variables est fait sur la base de la revue de littérature, en se référant aux études empiriques.

1. La variable endogène

Pour la variable dépendante, nous avons utilisé les entrées nettes d'IDE (Jadhav 2012) exprimée en pourcentage de PIB.

La variable dépendante IDE est mesurée par les flux net d'IDE exprimés en pourcentage du produit intérieur brut. L'IDE est défini à son tour, selon Mucchielli(1998) l'investissement d'un pays à l'étranger est l'exportation de capitaux dans un autre pays afin d'y acquérir ou créer une entreprise ou encore d'y prendre une participation (le seuil est de 10% des votes).

Les Investissements Directs Étrangers (IDE) désignent les investissements par lesquels des entités résidentes d'une économie acquièrent ou ont acquis un intérêt durable dans une entité résidente d'une économie étrangère (Soman et Bentahar,2021).

2. Les variables exogènes

La dimension politique est mesurée par deux indicateurs :

2.1. Stabilité politique :

La stabilité politique et absence de violence (SPOL) mesure la probabilité perçue que le gouvernement sera déstabilisé ou renversé par des moyens anticonstitutionnels ou violents, y compris politiquement la violence motivée et le terrorisme. Outre la stabilité politique du gouvernement, qui est une fonction institutionnelle politique basée sur la corrélation entre les IDE, les différents facteurs institutionnels et les traités bilatéraux d'investissement. La stabilité politique est considérée comme le plus aspect important de la gouvernance en termes de relation avec l'IDE. Nous attendons un signe positif.

2.2. Efficacité du gouvernement :

Efficacité du gouvernement (EFFGV) mesure la qualité perçue des services publics, la qualité de l'enseignement public et le degré d'indépendance vis-à-vis des pressions politiques, la qualité de la formulation des politiques et leur mise en œuvre et la crédibilité de l'engagement du gouvernement envers ces politiques. Cet indicateur saisit les perceptions de la qualité des services publics, la qualité de la fonction publique et son degré d'indépendance face aux pressions politiques, la qualité de la formulation et de la mise en œuvre des politiques et la crédibilité de l'engagement du gouvernement à l'égard de ces politiques (Meressa,2022). Le signe positif est attendu.

La dimension économique est retenue suivant deux indicateurs :

2.3. Le taux de croissance du PIB par habitant

Le PIB par habitant montre la performance économique du pays rapportée à sa population. Il permet de suivre l'évolution de la performance économique moyenne par habitant. Si le PIB par habitant augmente au cours du temps, les ressources matérielles des habitants tendent à augmenter car ils ont part au succès économique par le biais des revenus du travail et de la fortune. La taille du marché du pays d'accueil mesurée par le taux du PIB par habitant s'avère être le facteur le plus important pour attirer les IDE (Hong et al ., 2012). Nous attendons un signe positif.

2.4. Ouverture commerciale [(exportations+ importations)/PIB]

L'ouverture commerciale d'un pays est un facteur très important pour les investisseurs étrangers dans la mesure où ils pourront en cas de délocalisation bénéficier de la latitude d'exporter sans entrave, leur production en fonction de la motivation de leur investissement ou bien importer d'autres pays, les produits nécessaires à leur production. Les résultats des études empiriques sur question ne sont pas homogènes. De plus, certaines études soutiennent que l'ouverture commerciale encourage l'arrivée des IDE (Djaowé J. et Woulkam B . ,2018). Cependant, nous supposons que moins d'ouverture ne peut que décourager l'IDE. On s'attend donc, dans cette étude à un effet positif de l'ouverture sur les flux d'IDE.

La dimension socioculturelle est choisie à partir de trois indicateurs :

2.5. Taux d'urbanisation

La population urbaine en pourcentage de la population totale reflète le degré d'urbanisation, les institutions urbaines et les effets de l'agglomération. Comme les IDE se concentrent souvent dans les zones urbaines, on s'attend à une corrélation positive entre le degré d'urbanisation et l'attractivité des IDE (Aposto et al, 2022).Nous attendons le signe positive.

2.6. Infrastructure

Il s'agit de lignes téléphoniques reliant l'appareil d'un client à un réseau téléphonique public. Il reflète le stock d'infrastructure. L'effet ce dernier sur l'attractivité des IDE peut être expliqué par des services adéquats pouvant constituer un environnement favorable à l'entrée des

investissements étrangers. Cet indicateur est exprimé en termes de nombre de téléphones mobiles pour 100 personnes (Kaliapan et al. ,2015).On s'attend un signe positive.

2.7. Capital humain

Cette variable désigne le stock des capacités humaines créées ou innées et d'investissement dans les êtres humains. Dans la présente étude, elle est captée par l'indice du capital humain(Barro et Lee,2014). Le signe positif est attendu.

Tableau 1 : Présentation des variables explicatives, signes attendus et leur source

	Variable dépendante : IDE	**Signes attendus**	**Source**
Dimension politique	Variables explicatives : SPOL	+	WGI
	EFFGV	+	WGI
Dimension économique	TPIBH	+	WDI
	OUVCOM	+	WDI
Dimension socioculturelle	TURB	+	WDI
	CPHUM	+	WDI
	INFRA	+	WDI

Source : Auteur à partir de la littérature

III.3. Résultats, interprétation et discussion

Cette recherche vise à analyser les effets de la dimension politique, économique et socioculturelle sur l'attractivité des investissements directs étrangers en Afrique subsaharienne .Ce pendant pour porter sur ces effets , les estimations sont effectuées comme le cadre méthodologique le souligne. Une interprétation économétrique des résultats suit les résultats.

III.3.1. Résultats de l'étude de l'effet de la triple dimension sur les flux des investissements directs étrangers en Afrique Subsaharienne

Nous présentons les résultats d'estimations, les résultats des tests économétriques ainsi que leur interprétation en modèle GMM en système dans le cadre d'étude de l'influence de la triple dimension sur l'attractivité des investissements directs étrangers en Afrique Subsaharienne.

Au cours de cette étude, on incorpore les indicateurs de la triple dimension en l'occurrence dimension politique, économique et socioculturelle.

Tableau 2 : Résultats des estimations GMM en Système pour l'étude des effets de la triple dimension d'attractivité des IDE dans les pays de l'Afrique Subsaharienne

Variables	**GMM en Système**	
Variable endogène : IDE	Coefficients	Probabilité
Variables exogènes :		
IDE_{it-1}	0.4940***	0.000
$SPOL_{it}$	0.255072*	0.054
$EFFGV_{it}$	0.8650	0.000
$TPIBH_{it}$	0.06658***	0.000
$OUVCOM_{it}$	0.05183***	0.000
$TURB_{it}$	0.0233***	0.000
$CAPHUM_{it}$	0.8242**	0.005
$INFRAS_{it}$	0.00387**	0.030
Test d'autocorrélation d'Arellano Bond		
Autocorrélation, AR(2)	Z=1.39	0.651
Test de suridentification de Sargan /Hansen		
Fonction de moment en une étape	Chi2(21)=27.87	0.144

Source : Auteur partir de l'estimation données avec STATA 17

Note : ***, ** et * indiquent respectivement une significativité de 1%,5% et 10%.

III.3.2. Interprétation des résultats et leur discussion

Au regard de ces résultats obtenus par emploie du modèle d'estimation GMM, On distingue des résultats issus du GMM en différence[6] et ceux du GMM en système.

La statistique du test de student qui est le Test de signification des coefficients des regresseurs permet à partir du calcul de la probabilité à chaque statistique t de Student, de donner le niveau de signification des coefficients correspondants .Lorsque la probabilité associé est inférieure à 5%, le coefficient est donc significatif. La variable IDE_{it-1}(représente le niveau des IDE initial) est la valeur retardée de la variable IDE.

[6] Résultat issus du GMM en différence première se trouvent en annexe

Cette dernière est considérée comme variable expliquée, ce qui justifie l'option de lag (1.) pour ses instruments, l'option collapse est utilisée pour limiter le biais de sur-instrumentation, étant donné que les retards des variables ont été utilisés comme des instruments. Le pouvoir explicatif des variables du modèle est amélioré pour GMM en système par rapport au GMM en différence[7]. Comme l'a préconisé Blundel et Bond (1998).

De plus, on remarque que l'estimateur GMM en système permet d'améliorer le degré de signification du coefficient de la variable endogène retardée (IDE_{it-1}).Selon les résultats du modèle dynamique, l'IDE enregistre un effet de persistance en raison de sa valeur passée positive et significative. L'IDE_{it-1} indique un facteur d'attraction pour les pays d'accueil en raison des politiques et d'environnements commerciaux favorables aux années antérieures (Apostu et al., 2022).Ainsi, nous interprétons alors les résultats issus du GMM en système, pour les indicateurs de dimension politique, dimension économique et dimension socioculturelle. Les résultats trouvés dans le modèle GMM en Système, montrent que la probabilité pour le test de Sargan est supérieur à 5%, ce qui permet d'accepter l'hypothèse nulle, donc les instruments sont valides et indique que l'utilisation de modèle GMM est valide (Saini et Singhania, 2018).En plus il y a absence d'autocorrélation car les résultats du test d'autocorrélation d'ordre 2 affiche la probabilité supérieure à 5% soit (p=0.651).

Au niveau des constituants de la dimension politique, la stabilité politique et l'efficacité du gouvernement sont statistiquement significatives pour expliquer l'attractivité des investissements directs étrangers en Afrique subsaharienne. Dans une certaine mesure, ceci pourrait trouver son explication dans le fait que, plus un pays est stable politiquement et plus il y a les flux des investissements directs étrangers .En effet, lorsque la stabilité politique augmente d'un indice, les investissements directs étrangers augmentent de 0.255%, toute chose restant égale par ailleurs. Ce résultat confirme empiriquement l'étude de (Farouk, 2016) qui a trouvé que pour évaluer la rentabilité des projets d'investissement privé, les investisseurs se préoccupent essentiellement de la stabilité politique. De plus ce résultat converge également d'autres résultats, y compris des études de Basemera et al . (2012), Meressa (2023). Mais ce résultat s'affronte à ceux trouvés par Ongo et Song (2018) et Tchouassi et Michel(2023) qui ont trouvé le coefficient négatif et significatif au seuil de 5%.

Ainsi l'efficacité du gouvernement a un effet positif et significatif sur l'attractivité des investissements directs étrangers en Afrique subsaharienne.

[7] Résultats en annexe

Ce résultat corrobore à celui trouvé par l'étude de Ongo et Song (2018). Quant aux variables de la dimension économique, elles sont toutes statistiquement significatives. Lorsque le taux de croissance économique par habitant augmente d'un point de pourcentage, les IDE augmentent de 6,65%, toutes choses restant égales par ailleurs. Ainsi lorsque l'ouverture commerciale augmente d'un point de pourcentage, les IDE augmentent de 5.183%, son signe correspond à celui attendu.

Ce résultant est similaire à ceux trouvés par Demirhan et Masca (2008), Liargovas et Skandalis (2012), qui soulignent que l'ouverture commercial a un effet positif sur les flux des Investissements directs étrangers dans leurs études. Mais il n'abonde pas dans le même sens à celui trouvé par Moujahid et al,(2021) qui indique que l'ouverture commercial a un effet négatif face à l'attractivité des investissements directs étrangers ainsi que celui de Makosso B.,& Mfere W., (2023) qui montre que l'ouverture commerciale est un facteur dissuasif des IDE dans la zone CEMAC, cela pourrait être expliqué du fait que les IDE orientés vers le marché sont induits par des barrières commerciales élevées d'après cette étude.

Quant aux variables de la dimension socioculturelle, les résultats montrent qu'elles ont une influence positive et sont statistiquement significatives. En effet, lorsqu'on augmente le taux d'urbanisation d'un point de pourcentage, les investissements directs étrangers augmentent de 2.33% toute chose restant égale par ailleurs. Ce résultat est conforme à celui trouvé par (Apostu et al, 2022).

De plus le capital humain a une influence positive et statistiquement significative, lorsqu'on augmente le capital humain d'un indice, les investissements directs étrangers augmentent de 82.42%. Le résultat trouvé au cours de cette étude pourrait s'expliquer par l'offerte de la qualité de la formation appropriée qui permet d'inciter les investisseurs étrangers dans les pays de l'Afrique Subsaharienne. Ce résultat est similaire à celui trouvé par (Azeroual & Cherkaoui, 2015) et de (Lam'hammdi & Makhtari, 2018) qui considèrent le capital humain comme un puissant déterminant pour l'attraction des investissements directs étrangers dans les PED.

Les infrastructures influencent positivement et significativement les IDE dans les pays de l'Afrique Subsaharienne au seuil de 5%. Le coefficient de l'infrastructure montre que toute augmentation de l'infrastructure d'une unité implique une augmentation des IDE de 0.00387 unités , toute chose étant égale par ailleurs. Ce résultat est attendu. Comme les résultats des autres travaux montrent que le développement des infrastructures conduit à des entrées d'IDE.

Ce résultat s'ajuste avec plusieurs études qui constatent que les infrastructures constituent un déterminant important de l'IDE (Kumar ,2006), Hong (2009), Moujahid, M. et al, 2021) . Ainsi, il confirme également l'étude de (Aseidu ,2002) qui a montré que le développement des infrastructures a d'effet positif sur les flux d'IDE vers pays en voie de développement. Mais il s'affronte à celui trouvé par Ed-dib et Aichi(2021) qui ont trouvé qu'une corrélation négative entre la ligne téléphonique et les entrées les entrées d'IDE dans les pays Africains.

Conclusion du troisième chapitre

Ce chapitre est focalisé d'abord sur la méthodologie d'analyse des résultats avec des tests nécessaires pour aboutir aux résultats fiables , ensuite à une analyse empirique des effets de la triple dimension sur l'attractivité des investissements directs étrangers dans les pays de l' Afrique Subsaharienne en l'occurrence la dimension politique, économique et socioculturelle. Les résultats obtenus montrent que la majorité des variables prises en compte du modèle sont significatives. Ensuite les estimations des modèles dynamiques ont été faites avec deux modèles. La méthode GMM en différence et la méthode GMM en système. C'est en cette dernière qui porte l'interprétation des résultats. Les résultats trouvés présentent la validité des instruments et l'absence d'autocorrélation des résidus pour un deuxième retard. A cette analyse de l'effet de la triple dimension d'attractivité des IDE dans les pays de l'Afrique Subsaharienne, les résultats ont révélé que les composantes de la dimension politique (Stabilité politique, efficacité du gouvernement) ont une influence positive et significative sur les flux des IDE dans les pays de l'Afrique Subsaharienne. Ainsi ces résultats ont montré également que les indicateurs de la dimension économique (taux de croissance du PIB par habitant et ouverture commerciale) influencent positivement et significativement les flux des investissements directs étrangers. Quant aux constituants de la dimension socioculturelle (taux d'urbanisation, capital humain et infrastructure), ils agissent positivement et significativement sur les flux des IDE dans les pays de l'Afrique Subsaharienne sauf le capital humain qui a une influence négative sur les flux des IDE.

CONCLUSION GENERALE, SUGGESTIONS ET LIMITES DE L'ETUDE

Conclusion générale

L'objectif global était l'analyse des effets de la triple dimension d'attractivité des IDE dans les pays de l'Afrique Subsaharienne. A cet effet pour dégager la cohérence entre les résultats théoriques et empiriques, l'analyse des effets de la dimension politique, économique et socioculturelle sur les flux des investissements directs étrangers a été faite.

Ainsi cette étude était articulée sur trois chapitres. Le premier chapitre montre la relation existante entre la triple dimension d'attractivité des IDE et flux de ces derniers en l'occurrence la dimension politique, la dimension économique et la dimension socioculturelle. Chaque dimension se perçoit à travers les indicateurs. La relation théorique a été établie entre la triple dimension et les investissements directs étrangers. De plus de nombreux travaux réalisés par divers auteurs soulignent qu'il existe la relation significative entre la triple dimension d'attractivité et les investissements directs étrangers.

Le deuxième chapitre est consacré à la dynamique de la triple dimension d'attractivité des investissements directs étrangers ainsi que l'évolution des IDE dans les pays de l'Afrique subsaharienne. Le constat révèle que les pays de l'Afrique subsaharienne n'ont pas les mêmes performances pour la triple dimension d'attractivité des IDE. Ainsi on constate également que les pays de l'Afrique subsaharienne n'attirent pas la même quantité des IDE. Pour la dimension politique, en moyenne, les résultats montrent que les pays membres de la SADC viennent en premier lieu comparativement aux pays membres des autres blocs régionaux pris en compte dans l'étude en l'occurrence la CAE, CEMAC et CEDEAO. Quant à la dimension économique, son indicateur plus pertinent, le taux de croissance du PIB par habitant est plus élevé en moyenne dans les pays membres de la CAE que dans les autres pays membres des communautés prises en compte à la présente étude. Ainsi pour la dimension socioculturelle, nous avons considéré le degré d'urbanisation comme indicateur plus approprié. En moyenne, le degré d'urbanisation est plus élevé dans les pays de la CEMAC.

Le troisième chapitre concerne l'analyse empirique de la triple attractivité des IDE sur les investissements directs étrangers dans les pays de l'Afrique Subsaharienne. Tout d'abord l'approche méthodologique utilisée est évoquée, la méthode dynamique est prise en considération pour l'estimation du modèle en raison que l'horizon temporel est court.

Les méthodes dynamiques sont constituées par la Méthode GMM en différence première et GMM en système. Ensuite il présente les résultats d'estimation du modèle dynamique. La littérature propose que l'utilisation de GMM en Système est efficace et aboutit à des résultats robustes par rapport au modèle GMM en différence première (Blundell and Bond, 1998), ce qui a fait que l'interprétation des résultats est faite sous les résultats du GMM en Système dans notre travail. Ainsi les tests effectués portant sur l'hypothèse d'absence d'autocorrélation d'Arellano et Bond montrent qu'il y a l'absence d'autocorrélation d'ordre deux, AR(2) ainsi que ceux portant sur la validité d'instruments montrent que tous les instruments sont valides. Les résultats de l'étude de l'effet de la triple dimension d'attractivité des IDE dans les pays de l'Afrique Subsaharienne ont révélé que les composantes de la dimension politique (Stabilité politique et efficacité du gouvernement) influencent positivement et significativement l'attractivité des IDE dans les pays de l'Afrique Subsaharienne.

Ces résultats nous permettent de confirmer la première l'hypothèse selon laquelle « les composantes de la dimension politique influencent les flux des IDE dans les pays de l'Afrique Subsaharienne». De plus les résultats d'estimation ont prouvé également que les indicateurs de la dimension économique (taux de croissance du PIB par habitant et Ouverture commerciale) influencent positivement et significativement l'attractivité des investissements directs étrangers. Ces résultats confirment la deuxième hypothèse selon laquelle « Les indicateurs de la dimension économique influencent les flux des investissements directs étrangers dans les pays de l'Afrique Subsaharienne». Quant aux constituants de la dimension socioculturelle (taux d'urbanisation, capital humain et infrastructure) agissent positivement et significativement sur les flux des IDE dans les pays de l'Afrique Subsaharienne. Cela permet de confirmer la troisième hypothèse selon laquelle « Les constituants de la dimension socioculturelle influencent les flux des investissements directs étrangers dans les pays de l'Afrique Subsaharienne ».

Suggestions

En somme, sur base des résultats obtenus, nous suggérons aux décideurs des pays de l'Afrique Subsaharienne ce qui suit :

Pour la dimension politique :

- Redynamiser leur système de gouvernance afin d'attirer plus des investissements directs étrangers dans les pays de l'Afrique Subsaharienne. Il serait également nécessaire que ces pays poursuivent la réforme de leur structure administrative .Ceci permettrait de rendre rapide et efficace les prestations rendues au public en général et aux investisseurs en particulier.
- Consolider la démocratie, faire respecter les lois, renforcer les institutions nationales ainsi que la qualité de leurs services.
- Promouvoir un climat de paix car rien ne peut se construire dans le désordre

Pour la Dimension économique

- Encourager la création d'entreprises pour stimuler l'emploi ainsi que la croissance économique par habitant.
- Diversifier des produits d'exportations pour encourager l'ouverture commerciale.
- Soutenir les entreprises existantes à accéder aux nouveaux clients et de nouveaux marchés.

Pour la dimension socioculturelle

- Offrir des formations qui répondent aux besoins du secteur privé en particulier aux détenteurs des investissements directs étrangers.
- Investir dans les infrastructures : des routes, des ports, des ponts , des aéroports et des réseaux de transport .
- Créer des emplois de qualité dans les villes, des logements abordables et des infrastructures plus performantes pour rendre mieux l'urbanisation.
- Construire des infrastructures touristiques pour attirer les visiteurs étrangers.

Limites

Notre travail présente des limites qui pourraient constituer les pistes pour les recherches futures dans les prolongements de cette étude :

- N'avoir pas pris en compte la distinction des pays anglophones et pays francophones
- N'avoir pas pris en considération toutes les composantes de la triple dimension d'attractivité des IDE suggérées par la littérature à la présente étude
- N'avoir pas intégré les variables croisées pour l'analyse empirique de la présente étude

De toutes ces limites, nous attendons impatiemment toutes les remarques pour la performance et enrichissement de notre travail pour les études ultérieures.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1 .Aho, E. (2013). Les déterminants des investissements directs étrangers dans la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). *Revue d'Economie Théorique et Appliquée, 3*(2).

2. Aoufir, M., & FADIL, A. (2023). Le capital humain au Maroc face aux inégalités dans l'enseignement supérieur : Approche théorique. *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, 4(1-1), 167-180.

3. Apostu, S. A., Tiron-Tudor, A., Socol, A., Ivan, O. R., Mihăescu, C., & Gogu, E. (2022). Determinants of foreign direct investment in the least developed countries: static and dynamic panel data evidence. *Economic Computation & Economic Cybernetics Studies & Research, 56*(3).

4. Arellano M. et S. Bond (1991). « Some Tests of Specification for Panel Data: Monte Carlo Evidence and an Application to Employment Equations». Review of Economic Studies, 58, 277-297.

5. Asiedu E. (2002). On the Determinants of Foreign Direct Investment to Developing Countries: is Africa Different?, *World Development*, vol. 30(1), pages 107-199.

6. Ates, S. (2022), The Market Value of Corporate Social Performance in BRICS country: Differential Results Based On Panel Data Methods, methods, data, analyses, 16(1) ,30 .

7. Azeroual, M. (2015). Investissements directs étrangers et croissance économique au Maroc : impact selon le pays d'origine, Thèse de doctorat en Sciences Économiques de la FSJES - Agdal (Université Mohammed V- Rabat), 199p

8. BAD, (2012). Environnement de l'Investissement Privé dans les Pays de la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale ; contraintes et perspectives, Rapport régional

9. BAD, 2017 .Facteurs déterminants des IDE en Afrique

10. Banque Mondiale (2021). Rapport annuel sur le développement dans le monde, Document de travail.

11. Banque Mondiale (2022) .Rapport annuel sur le développement dans le monde, Document de travail

12. Banque Mondiale (2023), "World Development Indicator" , data base

13. Banque Mondiale (2023), "Worldwide Governance Indicators"data base

14. Baltagi, B.H.(2008), Forecasting with panel data , *Journal of forecasting*, 27(2) ,153-173Basemera, S., Mutenyo, J., Hisali, E., & Bbaale, E. (2012). Foreign direct investment inflows to East Africa: Do institutions matter. *Journal of Business Management and Applied Economics*, *1*(5), 49-71.

15.Barro, R. J., & Lee, J. W. (2013). A new data set of educational attainment in the world, 1950–2010. *Journal of development economics*, *104*, 184-198.

16. Benyacoub B. (2021). « Climat des affaires et attractivité des IDE dans les pays maghrébins, analyse critique et perspectives d'amélioration », *Revue Internationale des Sciences de Gestion*, vol.4, n°3, 19 pages.

17. Blundell, R. and S. Bond. (1997). «Initial Conditions and Moment Restrictions in Dynamic Panel Data Models». University College London Discussion Paper, n° 97-07.

18. Blundell, R., & Bond, S. (1998). Initial conditions and moment restrictions in dynamic panel data models. Journal of econometrics, 87(1), 115-143

19. Bouri, S. & Benmassoud, M. (2014). Facteurs d'attractivité des investissements directs étrangers dans la région MENA : Analyse En Données De Panel, *Les cahiers du MECAS*, N°10 Décembre 2014, Algérie.

20. Bouoiyour, J. (2007). The determining factors of foreign direct investment in Morocco. Savings and Development, 91-106

21. Bouoiyour, J., Mouhoud, E.M. et Hanchane, H. (2008) « investissements directs étrangers et croissance économique : estimation d'un modèle à erreurs composées », version : juillet 2008

22. Boutabratine O. ,(2023). L'approche d'analyse des risques en douane une approche pour une meilleure facilitation des échanges et réduction des couts des échanges : Cas de la douane du maroc

23. Bugoma, S., & Abdellatif, N. (2023). Les conséquences économiques des violences électorales: le cas de la Communauté Est-Africaine. *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, *4*(1-1), 64-81.

24. Buchanan, B., & Rishi, M. (2012). Foreign direct investment and institutional quality: Some empirical evidence. International Review of financial analysis, 21, 81-89.

25. CEA, (2020). Facteurs susceptibles de stimuler les flux d'investissements intra-africains

26. Christine et al, (2021) . La voie de la reprise en Afrique Subsaharienne :capitaliser sur les opportunités offertes par l'évolution des flux d'IDE

27. CNUCED, (2010). Rapport d'examen de la politique d'investissement au Burundi.

28. CNUCED, (2022). Rapport sur l'investissement dans le monde

29. Colbert, F. et Côté, R., (1990). « Localisation Commerciale» Gaëtan Morin éditeur, 1990.

30. Demirhan, E., & Masca, M. (2008). Determinants of foreign direct investment flows to developing countries : A cross-sectional analysis. Prague Economic Papers, 2008(4), 356-369

31. Djaowe J. (2009). Investissements Directs Etrangers (IDE) et Gouvernance : les pays de la CEMAC sont-ils attractifs ? Revue Africaine de l'Intégration, vol. 3(1)

32. Dunia M. (2022).Facteurs Déterminants l'attractivité des Investissements Directs Etrangers en RDC

33. Dunning, John (2001). «The Eclectic (OLI) Paradigm of International Production: Past, Present and Future ». International Journal of the Economies of Business 8 (2): 173-190.

34. Ed-Dib, M., & Aichi, Y. (2021). Gouvernance et investissements directs étrangers dans les pays en développement : Cas des pays africains entre 1985-2015. International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics, 2(2), 439-458. https://doi.org/10.5281/zenodo.4652921

35. El hiri, A., EL Achabi, M (2022).Capital humain et attractivité des investissements directs étrangers : Une exploration dans le contexte marocain

36. Gavelle, O. (2020). Les politiques publiques face aux investissements directs étrangers en Afrique: étude comparée de la Namibie et de la République du Congo.

37. Ghazouani, K. (2005). L'attraction des IDE est une question d'adaptation institutionnelle : modèle théorique et estimations pour les régions PECO & mena. University Library of Munich, Germany

38. Goaied , M . et Sassi, S . (2012) . « Econométrie des données de Panel »sous stata, Institut des Hautes Etudes Commeciales de Carthage, *Laboratoire d'Economie & de Finance Appliquees, 1ère edition*, 2012

39. Hsiao, C. (1986). «Analysis of Panel Data », Econometric society Monographs N°11, Cambridge Universirty Press

40. Hatem, F.,Lejeune, C., Delapierre, M., & Michalet, C. A. (2004). Investissement international et politiques d'attractivité. Paris: Economica.

41. Hatem F., « L'attractivité du territoire : De la théorie à la pratique », Revue de l'OFCE, n°94,2005

42. Hurlin , C.(2005), « Un test simple de l'hypothèse de non-causalité dans un modèle de panel hétèrogène » *Revue économique*, 56(3), 799-809

43. Hurlin, C. (2010) . « L'Econométrie des données de Panel » , Ecole Doctorale Edocif Séminaire Méthodologique, 2010

44. Hymer, Stephen (1960). The International Operations of National Firms: A Study of Foreign Direct Investment. Ph.D. Dissertation, Massachusetts Institute of Technology, 1ater published by MIT Press, 1976.

45. Ismail B,(2019).La politique d'attractivité des investissements directs étrangers au Maroc: Analyse et perspectives

46. Ibrahim Ngouhouo,(2008) . Les investissements directs étrangers en Afrique centrale : attractivité et effets économiques. Economies et finances. Université du Sud Toulon Var, 2008. Français. ffNNT : ff. fftel-00274376

47. Jung, J. W. (2017). The Impact of Political Instability on Trade Agreements in Africa.

48. Kaliappan, S. R., Khamis, K. M., & Ismail, N. W. (2015). Determinants of Services FDI Inflows in ASEAN Countries. *International Journal of Economics & Management*, *9*(1).

49. Kariuki C. (2015). The Determinants of Foreign Direct Investment in the African Union, Journal of Economics, Business and Management, Vol. 3, No. 3.

50. Tlili, K., & Yebbou, S. (2018). *Le rôle du système bancaire dans le financement des Investissements Directs Etrangers en Algérie durant la période 1999-2015* (Doctoral dissertation, Université Mouloud Mammeri).

51. Kisto, M. (2017). Determinants of foreign direct investment in Mauritius: Evidence from time series data. *International Journal of Scientific & Technology Research*, *6*(8), 367-377.

52. Kripfganz ,S .(2019) . Generalized method of moments estimation of linear dynamic panel data models *In London Stata Conference* (Vol.17)

53. Kurul, Z. (2017). « Nonlinear relationship between institutional factors and FDI flows: dynamic panel threshold analysis », International Review of Economics and Finance, Vol. 48, pp. 148-160

54. Kumar, N. (2006). Infrastructure Availability, Foreign Direct Investment Inflows and Their ExportOrientation : A Cross-Country Exploration. The Indian Economic Journal, 54(1), 125-144.

55. Kolstad I. et Wiig A. (2012). What determines Chinese outward FDI? Journal of World Business, vol. 47, pages 26-34

56. Kwang-Hoon Lee (2016). « The conceptualization of country attractiveness: a review of research », *International Review of Administrative Science*, vol. 82 (4), pp.807-826.

57. Lam'hammdi, H., & Makhtari, M. (2018). Les Déterminants des Investissements Directs Etrangers au Maroc: Une analyse par l'approche ARDL pour la période (1980-2017). *Revue du contrôle, de la comptabilité et de l'audit*, 2 (4), p673- 696.

58.Lederman D., Mengistae T. et Xu L. (2010), Microeconomic consequences and macroeconomic causes of foreign direct investment in southern African economies, World 58.Bank Policy Research Working n° 5416, Washington, DC: The World Bank.

59. Liargovas, P. G., & Skandalis, K. S. (2012). Foreign Direct Investment and Trade Openness : The Case of Developing Economies. *Social Indicators Research*, 106(2), 323-331. 60. Lucas R. (1988): "On the mechanics of economic development", *Journal of Monetary Economics*, Vol. 22, no. 1, pp.3-42.

60. Makosso B. & Mfere W. (2023) «Déterminants des Investissements Directs Etrangers dans la zone CEMAC : Approches théoriques et Vérification empirique», Revue Française d'Economie et de Gestion «Volume 4 : Numéro 4» pp : 150 – 173

61. Mark D., (2021). Les diverses menaces envers la sécurité du Nigéria

62. Markusen et al, (1996). A unified treatment of horizontal direct investment , vertical direct investment and the pattern of trade in goods and services, NBER working paper, n° 5696

63. Meressa, H. A. (2022). Determinants of foreign direct investment inflows to COMESA member countries: an integration of institutional and socio-economic factors. *Journal of Innovation and Entrepreneurship, 11*(1), 1-16.

64. Mohamed E. et Yassine A . (2021). Gouvernance et investissements directs étrangers dans les pays en développement: Cas des pays africains entre 1985-2015

65. Mohamed, S. E., & Sidiropoulos, M. (2010). Another look at the determinants of foreign direct investment in MENA countries : An empirical investigation. *Journal of Economic Development,* 35(2), 75-95.

66. Morisset, J. (2000). Foreign direct investment in Africa: policies also matter (Vol. 2481). *World Bank Publications*

67.Morrissey O. et Udomkerdmongkol M. (2012). Governance, Private Investment and Foreign Direct Investment in Developing Countries, World Development, vol. 40 (3), pages 437-445

68. Mucchielli J.L. (1998) .Multinationales et mondialisation, Paris: Éditions du Seuil.

69. Muzumbu, M. J. (2023). Inefficacité des pouvoirs publics face à la gouvernance de développement durable de la ville de kolwezi. *International Journal of Social Sciences and Scientific Studies*, *3*(2), 2454-2469.

70. Moujahid, M., Khariss, M. et Louardy, H.(2021) . Impact du capital humain sur l'investissement direct étranger au Maroc : Analyse économétrique par le modèle VECM

71. Mustapha I et al, (2023).The effect of population health on the inflows of foreign direct investment in Africa.

72. Morisset J.et Neso O., (2002) «Administrative barriers to foreign investment in developing countries», Transnational corporations, vol.11, n°2, 2002.

73. Noureddine, A. (2010). La localisation et l'attractivité territoriale des investissements directs étrangers: essai de modélisation économétrique. *Agadir, Maroco*.

74. Nsabimana, S. (2012) .Systèmes financiers, Qualité des Institutions et Croissance Economiques au COMESA, *Thèse de doctorat*

75. Nsengiyumva E . (2022).Gouvernance et attractivité des investissements directs étrangers dans les pays de la communauté d'Afrique de l'Est : une vérification empirique par

l'econometrie des donnees de panel : 1996-2018 .*Memoire en vue de l'obtention d'un diplôme de Master*

76. OCDE, (2003) L'influence des politiques sur les échanges et l'investissement direct étranger

77 .OCDE (2008) « Définition de référence des investissements directs internationaux », 4e édition, avril, téléchargeable sur http://www.oecd.org/dataoecd/39/45/40632182.pdf

78.Onyeiwu S. et Shrestha H. (2004), Determinants of Foreign Direct Investment in Africa, *Journal of Developing Societies*, vol. 20, pages 89-106

79.Ongo nkoa, B.E., Song, J.S., (2018). « La qualité des institutions réduit-elle la volatilité des investissements directs étrangers en Afrique ? », *Mondes en Développement*, vol.3, n°183, pages 113 à 131.

80. Quer D., Claver E. et Rienda L. (2012), Political risk, cultural distance, and outward foreign direct investment: Empirical evidence from large Chinese firms, Asia Pacific Journal of Management, forthcoming.

81. Ruiz-Porras, A.(2012), "Econometric research with panel data : History, models and uses in mexico" MPRA-paper 42909, University Library of Munich, Germany.

82. Samina S . et Ahsan K .(2018).Impact of political stability and human capital on foreign direct investment in east asia & pacific and south asian countries *Asian Journal of Economic Modelling,* 2018, 6(3): 245-256

83. Saini, N., & Singhania, M. (2018). Determinants of FDI in developed and developing countries: A quantitative analysis using GMM. *Journal of Economic Studies*.

84. Sargan, J. D. (1958). The estimation of economic relationships using instrumental variables. *Econometrica*

85. Farouk, M. T. (2016). *Les investissements directs étranger dans le secteur des hydrocarbures et son rôle dans le développement économique cas de l'Algérie* (Doctoral dissertation, Université d'Oran)

86. Tchouassi G., Oyie Avoulou M.S.L. (2023) . L'influence des facteurs institutionnels sur l'attraction macro-territoriale du Cameroun aux investissements directs étrangers, Recherches et Applications en Sciences Economiques et de Gestion, Vol 2, No 1, pages : 48-67

87. Tirhboula, S.; Jbira, A. & Oulhaj, L. (2017), Les déterminants des investissements directs étrangers dans les pays en développement : une analyse en données de panel sur la période 2000-2015, Revue Économie, Gestion et Société, N°12, Décembre 2017

88. Urata, S., & Kawai, H. (2000). The Determinants of the Location of Foreign Direct Investment by Japanese Small and Medium-Sized Enterprises. *Small Business Economics* , 15 (2), 79-103.

89. Vernon, R. (1966). International investment and international trade in the product cycle G Quarterly *Journal of Economics*. LXXX, 190M207, 2(9).

90. William K. (2012) . Increasing Sub-Saharan Africa's Share of Foreign Direct Investment: Public Policy Challenges, Strategies, and Implications

ANNEXES

Annexe 1 : Evolution de la Stabilité politique à la CAE

	Burundi	Rwanda	Ouganda	Kenya	Tanzanie
2000	-2,014	-1,6915	-1,248	-1,068	-0,7019
2001	-2,14935	-1,671507	-1,332	-1,12807	-0,47755
2002	-2,2847	-1,651513	-1,41743	-1,18801	-0,2532
2003	-2,244	-1,112522	-1,56096	-1,26386	-0,8555
2004	-2,522	-1,186245	-1,30477	-1,08735	-0,6716
2005	-1,52337	-1,000212	-1,41722	-1,25050	-0,5834
2006	-1,4277	-0,68406	-1,14034	-1,1269	-0,3575
2007	-1,377	-0,3602	-0,9164	-1,30545	-0,387
2008	-1,63649	-0,3276	-0,87574	-1,39361	-0,2289
2009	-1,271	-0,506896	-0,99180	-1,42558	0,0895
2010	-1,625	-0,2721	-1,00055	-1,16552	0,0144
2011	-1,807	-0,177118	-0,97610	-1,24479	-0,0253
2012	-1,7047	-0,230615	-0,86896	-1,32344	0,0514
2013	-1,3502	-0,110952	-0,83869	-1,1669	-0,1621
2014	-0,7844	-0,3134	-0,94112	-1,28224	-0,5971
2015	-1,9395	0,0132	-0,80450	-1,24440	-0,4161
2016	-1,97072	-0,054899	-0,71532	-1,35479	-0,44099
2017	-2,00786	0,0880958	-0,57162	-1,13192	-0,56192
2018	-1,57177	0,1104013	-0,70256	-1,18409	-0,57093
2019	-1,61515	0,0642397	-0,69121	-1,10175	-0,37352
2020	-1,53703	0,0832766	-0,80959	-1,00235	-0,46618
2021	-1,36398	0,1704386	-0,85965	-1,08966	-0,43696
Moyenne	-1,71486	-0,491895	-0,99933	-1,20587	-0,38238
Moyenne Globale					-0,95886

Source : Banque Mondiale, WGI

Annexe 2 : Evolution de la Stabilité politique à la SADC

	Afrique du Sud	Angola	Botswana	Comoros	Eswatini	Lesotho	Madagascar	Mauritius	Mozambique	Namibia	RDC	Seychelles	Zimbabwe
2000	-0,22786	-2,0381	1,07435	0,02275	0,03751	0,09617	0,1627	0,75474	-0,1258	-0,250101	-2,4742	1,2831	-1,3188
2001	-0,24128	-1,8071	0,973805	0,212395	0,082205	0,024375	-0,0313	0,93567	0,0313	-0,050676	-2,2246	1,09325	-1,4173
2002	-0,2547	-1,5761	0,87326	0,40204	0,1269	-0,04742	-0,2253	1,1166	0,1884	0,14875	-1,975	0,9034	-1,5158
2003	-0,3128	-1,0073	1,1049	-0,67314	0,0664	0,09967	0,62244	1,0094	0,246	0,47807	-2,0278	0,64585	-1,0875
2004	-0,1317	-1,0631	0,91668	-0,1631	-0,0046	0,3581	0,2455	0,974	0,0032	0,6647	-2,3877	0,6557	-1,2047
2005	-0,162	-0,8851	1,0635	-0,4367	-0,3931	-0,00281	-0,0185	1,0277	0,1255	0,6259	-2,1285	0,9318	-1,2676
2006	0,047	-0,5394	1,0171	-0,3602	-0,27087	-0,1247	0,1855	0,7808	0,5201	0,7822	-2,24673	0,9127	-0,9319
2007	0,215	-0,6666	1,0561	-1,0951	0,04802	-0,39131	0,08962	0,8792	0,3576	1,0187	-2,17849	0,7876	-1,11
2008	0,049	-0,3617	1,0331	-1,107	-0,0773	-0,20475	-0,46933	0,8905	0,383	1,201	-2,003	0,748	-1,2123
2009	-0,1144	-0,3475	0,9538	-0,7652	-0,0147	0,3261	-0,73387	0,7077	0,6253	0,929	-2,0009	0,5981	-1,1671
2010	-0,0294	-0,2261	0,9912	-0,5629	-0,076	0,4567	-0,9783	0,64	0,3944	0,8469	-2,1967	0,8561	-1,104
2011	0,024	-0,3692	1,064	-0,552	-0,4797	0,3839	-0,7052	0,9464	0,332	0,9116	-2,21298	0,9377	-0,9453
2012	-0,025	-0,3893	1,104	-0,4523	-0,4076	0,2741	-0,5361	0,9713	0,39	0,978	-2,08589	0,7442	-0,7786
2013	-0,046	-0,3912	1,1023	-0,2569	-0,431	0,338	-0,6599	0,9448	-0,2269	0,9588	-2,1921	0,8255	-0,6659
2014	-0,1463	-0,333	1,011	-0,1869	-0,5005	-0,3328	-0,5572	0,6679	-0,336	0,608	-2,1679	0,3611	-0,7135
2015	-0,212	-0,5008	1,042	-0,2327	-0,4761	-0,3084	-0,4273	0,9986	-0,5138	0,733	-2,1508	0,6887	-0,6181
2016	-0,1415	-0,3158	0,9945	0,0357	-0,4887	-0,2364	-0,29009	1,0131	-1,094	0,71	-2,2346	0,733	-0,61993
2017	-0,2775	-0,3804	1,0225	0,036	-0,267	-0,1866	-0,3012	0,9711	-0,9286	0,6283	-2,3022	0,7933	-0,7087
2018	-0,227	-0,3356	0,9709	-0,346	-0,3734	-0,1785	-0,5794	0,8686	-0,8245	0,691	-2,1057	0,687	-0,7227
2019	-0,267	-0,3585	1,1113	-0,154	-0,2745	-0,4215	-0,3206	0,8092	-0,7492	0,529	-1,593	0,683	-0,9597
2020	-0,24	-0,51412	1,0261	-0,27	-0,0559	-0,2524	-0,5296	0,8826	-1,2977	0,5294	-1,742	0,728	-1,0721
2021	-0,7065	-0,7108	0,9789	-0,227	-0,0301	-0,2195	-0,63592	0,8558	-1,2281	0,5478	-1,614	0,7611	-1,0267
	-0,1558	-0,6871	1,022058	-0,32419	-0,19363	-0,02499	-0,304243	0,8929868	-0,169445	0,6463338	-2,1020	0,7890091	-1,007647
													-0,12452

Source : Banque Mondiale, WGI

Annexe 3 : Evolution de la Stabilité politique à la CEMAC

	Cameroun	Central African Republic	Congo	Tchad	Guinée équatoriale	Gabon
2000	-0,56401	-1,12048	-0,92298	-1,13475	-0,03503	0,6402
2001	-0,620605	-1,42695	-1,25507	-1,34718	-0,27469	0,525235
2002	-0,6772	-1,73342	-1,58716	-1,55961	-0,51435	0,41027
2003	-0,42947	-1,53877	-1,17024	-1,37243	0,1146	0,29938
2004	-0,35935	-1,424	-1,19059	-1,53945	-0,0594	0,40817
2005	-0,18202	-1,42796	-1,16584	-1,44223	-0,386	0,32565
2006	-0,2447	-1,85136	-0,92344	-1,831	0,1687	0,22006
2007	-0,3261	-1,85723	-0,77194	-1,86808	0,25665	0,30284
2008	-0,55211	-1,84387	-0,72132	-1,96519	0,2075	0,26187
2009	-0,4747	-1,90341	-0,25047	-1,72622	0,3733	0,14043
2010	-0,7369	-2,0295	-0,31609	-1,5248	0,2361	0,29927
2011	-0,6616	-1,78937	-0,3543	-1,31808	0,1503	0,38489
2012	-0,5885	-1,85295	-0,4894	-1,0441	0,2327	0,2932
2013	-0,5322	-2,15502	-0,4752	-1,0894	0,12035	0,3301
2014	-1,0592	-2,69919	-0,3597	-1,5688	-0,3741	0,14954
2015	-0,9892	-1,9047	-0,5264	-0,9745	-0,20535	0,02118
2016	-1,06213	-1,7892	-0,5192	-1,30236	-0,14086	-0,10491
2017	-1,095	-2,00654	-0,5317	-1,2875	-0,17045	-0,10302
2018	-1,4041	-2,1833	-0,3484	-1,4832	-0,09238	-0,2538
2019	-1,55921	-2,1382	-0,89696	-1,3437	-0,15621	-0,07423
2020	-1,50062	-2,2345	-0,8102	-1,2453	-0,23432	-0,06814
2021	-1,40696	-2,10453	-0,6066	-1,3355	-0,28674	-0,08597
Moyenne	-0,773904	-1,86429	-0,73605	-1,42281	-0,048622	0,1964643
Moyenne Globale						-0,774882

Source : Banque Mondiale, WGI

Annexe 4 : Evolution de la Stabilité politique à la CEDEAO

	Benin	Burkina Faso	Cape Vert	Cote d'Ivoire	Gambie	Ghana	GuinéeBissau	Guinée	Mali	Niger	Nigeria	Sénégal	Sierra Leone	Togo
2000	0,7996	0,0598	1,2239	-1,2408	0,5338186	-0,3593	-0,34944	-1,9075	0,2401	0,1249	-1,4553	-0,5878	-1,8686	-0,2908
2001	0,81058	-0,12355	0,9767	-1,5799	0,6799	-0,2596	-0,5378	-1,6643	0,32545	-0,0022	-1,5408	-0,4309	-1,28	-0,1167
2002	0,8215	-0,3063	0,7296215	-1,919	0,82611	-0,15993	-0,7261	-1,4211	0,4108	-0,1295	-1,626	-0,2739	-0,691	0,0573
2003	0,6792	0,0671	0,9189	-1,8032	0,32248	0,0291	-0,4941	-0,7888	0,2577	0,0421	-1,6355	-0,25017	-1,081	-0,1859
2004	0,2659	-0,0812	1,0393	-2,1149	0,16494	0,0407	-0,378	-1,0333	0,45239	-0,5052	-1,7544	0,0297	-0,5147	-0,3148
2005	0,449	-0,0626	0,7546	-2,2595	0,20061	0,1697	-0,5625	-1,1539	0,1739	-0,486	-1,6666	-0,204	-0,4813	-1,4402
2006	0,5475	0,1557	0,9623	-1,8618	-0,03415	0,0063	-0,494	-1,908	0,4141	-0,227	-2,034	-0,2643	-0,3028	-0,5273
2007	0,3862	0,307	0,8772	-1,839	0,04745	-0,073	-0,46	-2,403	0,2304	-0,459	-2,014	-0,2449	-0,0615	-0,3414
2008	0,376	0,1187	0,8133	-1,804	0,06512	-0,0295	-0,7094	-2,097	0,2099	-0,67	-1,86	-0,1485	-0,2398	-0,1689
2009	0,4036	0,034	0,8184	-1,3209	0,12263	0,0278	-0,6658	-2,116	-0,0755	-1,15	-1,9945	-0,2052	-0,289	-0,1655
2010	0,2612	-0,117	0,84	-1,5838	0,06522	0,026	-0,6909	-1,687	-0,18289	-1,16	-2,2111	-0,4179	-0,236	-0,1793
2011	0,318	-0,555	0,722	-1,4058	-0,00028	0,1671	-0,7536	-1,388	-0,70837	-0,878	-1,956	-0,2806	-0,1684	-0,1625
2012	0,3643	-0,573	0,809	-1,26346	-0,00076	0,1306	-0,9652	-1,287	-2,03434	-1,14813	-2,042	-0,1083	-0,2799	-0,3864
2013	0,3011	-0,7633	0,777	-1,0487	-0,04868	0,0606	-0,899	-1,22985	-1,722	-1,3217	-2,088	-0,0607	-0,1747	-0,3537
2014	0,0271	-0,7871	0,35	-1,03716	-0,15146	-0,1068	-0,7064	-0,95524	-1,7139	-1,1758	-2,13	-0,1982	-0,104	-0,1671
2015	-0,0131	-0,6111	0,867	-0,8325	0,01953	-0,03209	-0,5182	-0,38698	-1,6856	-1,0665	-1,9254	-0,1166	-0,1025	-0,2313
2016	-0,002	-0,8673	0,886	-0,9075	-0,43447	-0,1309	-0,4426	-0,39387	-1,6172	-1,1033	-1,8777	-0,2188	-0,15992	-0,172
2017	0,03	-0,9269	0,774	-1,0905	-0,08468	0,09183	-0,4986	-0,70099	-1,9069	-1,2657	-1,9991	-0,0505	-0,0358	-0,882
2018	-0,1411	-1,0592	0,845	-0,8981	-0,07442	-0,0255	-0,6855	-0,88404	-2,0887	-1,3645	-2,1018	-0,1014	-0,0852	-0,8939
2019	-0,4126	-1,3023	0,873	-1,026	0,22474	0,1344	-0,558	-0,84324	-2,2011	-1,41	-1,9201	0,0465	-0,0528	-0,9195
2020	-0,4255	-1,5383	0,887	-1,0309	0,256434	0,1843	-0,7346	-0,66733	-2,1341	-1,6578	-1,8704	-0,13907	-0,299	-0,9164
2021	-0,3013	-1,6387	0,90243	-0,95286	0,1752	0,06644	-0,2802	-0,97041	-2,3524	-1,6162	-1,7793	-0,16955	-0,1645	-0,8018
Moyenne	0,252	-0,48047	0,8475	-1,4009	0,1306	-0,0018	-0,5959	-1,2675	-0,80492	-0,8467	-1,8855	-0,1997	-0,3942	-0,43455
Moyenne Globale														-0,5058

Source : Banque Mondiale, WGI

Annexe 5 : Evolution du Taux de croissance du PIB par habitant à la CAE

	Burundi	Kenya	Rwanda	Ouganda	Tanzanie
2000	-2,8605659	-2,2908937	7,02928178	-0,0417874	1,60420803
2001	-0,4391879	0,6837186	6,98134379	2,02930557	3,23009211
2002	1,56853463	-2,4575386	11,1862099	5,40510273	4,33386447
2003	-4,2745882	-0,0771126	-0,1318174	3,20228498	3,87698663
2004	1,01088205	2,00869288	4,71181216	3,69364648	4,63129003
2005	-2,7648805	2,80072342	6,53695531	3,28676777	4,5424413
2006	1,70671384	3,35188977	6,35479729	7,60195956	3,58939156
2007	-0,2777005	3,72825674	4,77268671	5,27829823	3,81932193
2008	0,63715465	-2,7094494	8,21995781	5,57304428	2,84601151
2009	-1,3276946	0,29317395	3,47941744	3,73251034	2,67129018
2010	0,31822182	5,0563909	4,57249153	2,60254456	3,62505034
2011	0,41151196	2,36641973	5,22392931	6,25729838	4,6492862
2012	0,82408097	1,96040099	6,00171323	0,87576104	1,50934875
2013	1,26359933	1,32629251	2,25765407	0,64942623	3,6055464
2014	0,8106028	2,63818993	3,67277718	2,03158559	3,45938835
2015	-5,9804956	2,68331743	6,29032482	1,98592377	2,67420414
2016	-2,2061338	1,94366814	3,41324917	1,34418675	3,22084291
2017	-1,7726465	1,60314662	1,430599	-0,4122393	3,25130029
2018	-1,3771396	3,52208444	5,96741743	2,74903046	2,14061311
2019	-1,457193	3,05495785	6,87465522	2,88570892	2,65632212
2020	-2,5084612	-2,2348188	-5,6475226	-0,4233165	-1,026491
2021	-0,8891273	5,44870933	8,28555616	0,26440077	1,19525932
Moyenne	-0,8902051	1,57728274	4,88561315	2,75324742	3,00479858
Moyenne Globale					2,26614735

Source : Banque Mondiale, WDI

Annexe 6 : Evolution du Taux de Croissance du PIB à la SADC

	Afrique du sud	Angola	Botswana	Comores	Eswatini	Madagascar	Maurices	Mozambique	Namibie	Lesotho	RDC	Seychelles	Zimbabwe
2000	3,2015104	-0,234946	-0,104458	8,7176898	0,5627466	1,3292527	7,144716	-1,27176	1,1674023	3,6475396	-9,570694	0,6121949	-4,027576
2001	1,7944428	0,8382273	-1,737732	0,2809842	-0,002947	2,8519232	2,5342628	9,3050453	-0,852857	3,5179195	-5,012042	-2,356613	0,7897909
2002	2,760878	9,9373072	4,1078298	0,2555557	3,4450768	-14,96403	0,9119102	6,5186932	3,006251	0,8216083	-0,151731	-1,834809	-9,454025
2003	2,0019937	-0,466061	2,8085206	0,119031	3,0964985	6,6112203	5,1616704	4,1389492	2,7758631	4,7960689	2,514866	-4,816178	-17,62184
2004	3,5812302	7,1270766	0,9257057	-0,01367	2,9465149	2,2207476	3,6778093	5,1346786	10,881321	2,0840062	3,6034024	-2,490008	-6,466319
2005	4,2867715	11,009566	2,6938783	0,8371293	5,3933721	1,7378596	1,1766991	3,9194747	1,3038936	3,8826191	2,8795283	8,5018976	-6,203725
2006	4,5911021	7,6142192	6,3470049	0,6140752	5,4169344	2,3584594	4,3775868	6,9177963	5,7961501	4,2640512	2,0171484	7,153344	-4,289337
2007	4,2976452	9,9351087	3,7340678	-1,200112	3,8310229	2,6617484	5,246497	4,973131	4,0678513	3,8367632	2,8970143	9,8591545	-4,582531
2008	2,0284047	7,163046	1,1769188	1,8883579	0,2793822	3,6504965	5,0065391	4,541872	1,2872253	4,9111684	2,8807416	-4,310878	-18,3235
2009	-2,702156	-2,79729	-15,89056	1,1481044	1,099749	-6,722845	3,0411005	3,5172671	-1,128356	-1,951189	-0,378462	-1,492677	10,875821
2010	1,8177357	1,0159223	7,8758711	1,6372704	3,3187225	-2,223526	4,1291988	3,5618346	4,4555842	4,5596646	3,6861601	3,037276	19,938982
2011	1,8733182	-0,34704	4,7171659	1,9602995	1,7430102	-1,226482	3,9110012	4,3129232	3,4615486	3,8477467	3,3518213	10,760869	12,98338
2012	1,0442292	4,5360244	-2,070174	0,9858398	4,8207369	0,2388468	3,2094995	4,0732668	3,3588595	5,4529237	3,5520188	0,2723366	13,65475
2013	1,0994617	1,1018871	9,0056639	2,2496408	3,2227145	-0,396485	3,132852	3,7268773	3,8401896	0,8491314	4,8459795	4,0780247	0,988283
2014	-0,172221	1,0282624	3,6816681	-0,067895	0,2468025	0,6596912	3,6391493	4,1525859	4,2719193	0,6764202	5,7621816	2,8918982	-0,71519
2015	-0,757928	-2,64642	-6,699965	-1,014069	1,4998576	0,4972878	3,5533272	3,5245837	2,450711	1,9943585	3,3530843	3,3078861	-0,13276
2016	-0,309171	-6,011783	5,0488198	1,1029321	0,3029538	1,338346	3,7911152	0,6256975	-1,716338	2,38028	-1,088996	3,9532155	-1,177893
2017	0,7669416	-3,633446	1,9706638	1,7123618	1,2409472	1,2819054	3,8442877	0,5714699	-2,751014	-4,331646	0,2166431	3,2396412	1,9748456
2018	0,2857356	-4,676622	2,0830515	1,6867216	1,5714425	0,5920669	3,9500232	0,4399195	-0,668554	-1,175931	2,41384	2,2187495	2,9093951
2019	-0,987175	-4,014917	1,0420602	-0,126909	1,897024	1,8075321	2,8582981	-0,596555	-2,499398	-0,327911	1,1109663	2,188472	-8,17732
2020	-7,481093	-8,635446	-10,40033	-2,074861	-2,4803	-9,41453	-14,59936	-4,061614	-9,604746	-9,510956	-1,492689	-8,477353	-9,670405
2021	3,8703153	-2,050717	9,5620176	0,190939	6,8322262	1,9093197	3,6773998	-0,504357	0,9904036	0,1324933	2,8323793	6,9968835	6,2716132
Moyenne	1,2223624	1,1723618	1,3580768	0,9495189	2,2856586	-0,145509	2,8807085	3,0691718	1,5406323	1,5616876	1,37378	1,9678785	-0,929798
Moyenne Globale													1,4342966

Source : Banque Mondiale, WDI

Annexe 7: Evolution du Taux de Croissance du PIB à la CEMAC

Pays	Cameroun	Centrafrique	Congo	Gabon	Guinée Equatoriale	Tchad
2000	1,13112675	-5,1822003	3,54720582	-4,362687	13,0453345	-4,2070154
2001	1,61967885	2,13885527	-0,0275442	-0,4955546	55,5903304	8,00105393
2002	1,71456911	1,35277536	2,16266174	-2,8590562	13,9428769	4,81404164
2003	2,61413205	-7,6573459	-1,9389961	-0,4751649	8,82288366	10,2557712
2004	4,15072944	3,72059105	0,01985794	-2,0610505	31,8742824	27,8310946
2005	-0,5279542	-1,3381826	3,94682346	-0,2275344	11,5681412	12,7411606
2006	1,02499359	2,68466734	4,00799191	-5,6644854	2,86435943	-2,8531191
2007	1,4665445	2,66586506	-9,9895379	2,77678331	10,0094444	-0,1679235
2008	-0,0290815	-0,0399371	2,84203648	-6,3424121	12,3343735	-0,4379004
2009	-0,2996221	6,27239397	7,24158192	-3,11324	-3,3869377	0,61450132
2010	0,00658279	2,48598485	5,45626725	3,48729415	-13,154428	9,74497304
2011	0,49334668	2,6102348	-1,0565789	3,38236085	1,86459319	-3,3540747
2012	1,72184165	4,14515839	6,93698616	1,57185494	3,86216012	5,15061215
2013	2,08260984	-36,777697	-3,0734432	2,00003925	-8,010054	2,00631392
2014	2,55890269	0,15811156	4,19608784	0,88727311	-3,5577073	3,15098859
2015	2,39279742	3,89115883	-5,8268926	0,72123264	-12,604685	-0,4530038
2016	1,45423267	2,93809924	-12,889252	-0,7316506	-12,202835	-9,1612259
2017	0,64821263	2,5909235	-6,6417091	-2,0628168	-9,0336974	-6,1609051
2018	1,12179522	1,79222031	-7,0574203	-1,5448722	-9,4448453	-1,0265269
2019	0,6432232	0,83300981	-2,4125823	1,56821092	-8,582057	-0,0989586
2020	-2,4224344	-1,6247756	-8,4006002	-3,9695586	-6,8224422	-4,661339
2021	0,95358361	-1,2102796	-4,4394892	-0,6442059	-3,2735936	-4,2769788
Moyenne	1,11453684	-0,6159259	-1,0634793	-0,82542	3,44115894	2,15688818
Moyenne Globale						0,70129313

Source : Banque Mondiale, WDI

Annexe 8 : Evolution du Taux de croissance à la CEDEAO

	Benin	Burkina Faso	Cape Verte	Cote d'Ivoire	Gambie	Ghana	Guinée	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Nigeria	Sénégal	Sierra Leone	Togo
2000	2,6896474	-1,106851	12,134098	-2,959711	2,4881028	1,1229323	0,5104089	3,3391741	-2,92505	-4,533606	2,3177749	1,4707807	4,1185528	-3,558947
2001	2,2073649	3,4203728	0,5407309	-4,683346	2,8028858	1,2703034	2,3236054	0,032698	11,942758	3,6237253	3,1464247	1,8574854	-11,61	-1,868706
2002	1,5489592	1,193157	3,6333097	-5,142085	-5,968646	1,667051	3,5453806	-3,164511	-0,075353	1,3380574	12,276139	-2,318997	19,456721	1,1508775
2003	0,3720248	4,5071633	2,6881169	-7,000661	3,8654393	2,3828249	-0,995886	-1,722779	5,6753664	-1,347906	4,4951559	3,0280629	5,0068323	3,9746425
2004	1,316512	1,2508037	8,7263681	0,8011036	3,9977744	2,8189093	0,1840862	0,3692973	-1,703987	-3,135822	6,3450407	2,0592958	3,083639	-3,544703
2005	-1,467814	5,293433	5,5579028	-1,268265	-5,183078	3,1203074	0,9793287	1,7946295	3,0708782	3,5488895	3,6096606	1,6928389	1,746805	-7,109548
2006	0,8114102	2,9866921	6,672709	0,5686243	-3,514924	3,628578	-0,876469	-0,177887	1,2589379	2,1706191	3,2383426	-0,297867	1,9556554	-0,191993
2007	2,9820533	1,0013026	13,836055	-1,059816	-0,085561	1,6632125	4,3956432	0,6659552	0,1319753	-0,545362	3,7416874	0,1552022	5,7040196	-4,007026
2008	1,8496251	2,7310856	5,4796001	2,573868	3,0073689	6,3779128	1,6552454	0,578532	1,3875042	3,8467004	3,8999432	1,0037087	2,7732694	1,136544
2009	-0,648437	-0,012474	-2,285604	1,4322614	3,3957013	2,219568	-3,505824	0,7451478	1,4492175	-1,742225	5,1301619	0,0381747	0,4025299	2,6326522
2010	-0,839356	5,3051446	0,3816733	4,6105181	2,6743533	5,267238	2,268168	1,9393935	1,9465192	4,602067	5,0818749	0,6259152	2,4519455	3,3025327
2011	-0,007428	3,5027066	2,7254483	-7,314005	-10,93208	11,300073	3,0340945	5,2770906	-0,072193	-1,406346	2,4370072	-1,387057	3,4903197	3,610538
2012	1,8000645	3,2735915	-0,119067	5,4309231	2,0347104	6,6363517	3,3531804	-4,311528	-3,688614	6,4156444	1,4035088	1,2051838	12,192155	3,8061314
2013	4,1276062	2,6572953	-0,331547	8,499803	-0,218688	4,7127722	1,4377553	0,5168528	-0,648803	1,3697821	3,8323662	-0,327535	17,660601	3,4305916
2014	3,290505	1,2639964	-0,519308	6,8688613	-4,296675	0,4094009	1,1535395	-1,673836	3,7426387	2,6850898	3,5521623	3,3747012	1,9822147	3,2733815
2015	-1,181685	0,8777856	-0,10717	4,4630531	1,0970505	-0,265333	1,2125532	3,4281049	2,8828606	0,4711544	0,0769616	3,5080542	-22,48845	3,1273797
2016	0,3358522	2,8934983	3,5379644	4,448645	-0,875473	0,9832316	7,9877638	3,6196041	2,5284483	1,7298515	-4,052706	3,5201403	3,5202461	2,9670699
2017	2,6035502	3,2032568	2,4978962	4,6186422	2,0063077	5,7390781	7,5084056	3,3682039	1,9722951	1,0589452	-1,709873	4,5141106	1,7002598	1,8038849
2018	3,6242682	3,6935133	3,3877646	4,1818759	4,4394943	3,9695474	3,6978065	-1,090778	1,4731767	3,2260303	-0,590389	3,3648216	1,0466625	2,4468208
2019	3,8245076	2,8687282	4,6005087	3,5764278	3,5137937	4,3059778	2,9704509	2,086875	1,5314571	2,026403	-0,263456	1,8292631	2,8272465	2,9470409
2020	0,9516761	-0,773847	-15,60392	-0,547616	-1,953084	-1,541637	2,317241	-4,59672	-4,290966	-0,238157	-4,162059	-1,358276	-4,197002	-0,651448
2021	4,2389793	4,1101403	5,9910273	4,4418553	1,6618921	3,262282	1,3911416	1,5387097	-0,150902	-2,302896	1,1828282	3,2954735	1,7968795	2,797984
Moyenne	1,5649949	2,4609316	2,8829344	1,2064071	0,1798486	3,2295719	2,1158009	0,5710104	1,2471893	1,0391199	2,4994798	1,402431	2,4827774	0,9761682
Moyenne Globale														1,7041904

Source : Banque Mondiale, WDI

Annexe 9 : Evolution du Taux d'urbanisation à la CAE

Pays	Burundi	Kenya	Rwanda	Uganda	Tanzanie
2000	8,246	19,892	14,926	14,786	22,309
2001	8,461	20,239	15,829	15,201	22,674
2002	8,682	20,591	16,777	15,626	23,044
2003	8,908	20,948	16,904	16,061	23,611
2004	9,139	21,31	16,908	16,507	24,223
2005	9,375	21,675	16,912	16,96	24,845
2006	9,617	22,045	16,917	17,425	25,478
2007	9,864	22,42	16,921	17,899	26,121
2008	10,118	22,8	16,925	18,384	26,776
2009	10,376	23,183	16,93	18,878	27,439
2010	10,642	23,571	16,934	19,383	28,114
2011	10,915	23,969	16,938	19,898	28,798
2012	11,194	24,376	16,943	20,424	29,493
2013	11,482	24,794	16,947	20,958	30,196
2014	11,776	25,221	16,967	21,504	30,904
2015	12,078	25,658	17,004	22,06	31,617
2016	12,388	26,105	17,056	22,624	32,333
2017	12,706	26,562	17,125	23,196	33,053
2018	13,032	27,03	17,211	23,774	33,776
2019	13,366	27,507	17,313	24,361	34,5
2020	13,708	27,995	17,432	24,954	35,227
2021	14,058	28,493	17,568	25,553	35,954
Moyenne	10,9150455	23,9265455	16,8812273	19,8370909	28,6584091
Moyenne Globale					20,0436636

Source : Banque Mondiale, WDI

Annexe 10 : Evolution du taux d'urbanisation à la SADC

P Pays	Afrique du Sud	Angola	Botswana	Comores	Eswatini	Madagascar	Maurices	Mozambique	Namibie	Lesotho	RDC	Seychelles	Zimbabwe
2000	56,891	50,087	53,219	28,08	22,686	27,121	42,67	29,098	32,373	19,548	35,122	50,433	33,758
2001	57,368	51,274	54,062	28,036	22,555	27,391	42,559	29,277	32,898	20,067	35,587	50,646	34,17
2002	57,898	52,461	54,57	27,992	22,425	27,663	42,447	29,457	33,766	20,597	36,055	50,876	34,585
2003	58,446	53,645	55,029	27,947	22,296	27,936	42,335	29,637	34,709	21,137	36,526	51,123	34,479
2004	58,993	54,827	55,488	27,903	22,166	28,211	42,223	29,818	35,666	21,689	37	51,388	34,294
2005	59,536	56	55,944	27,875	22,038	28,814	42,112	29,999	36,632	22,249	37,481	51,67	34,11
2006	60,077	56,764	56,4	27,863	21,91	29,425	42	30,182	37,61	22,82	37,971	51,969	33,926
2007	60,616	57,524	57,928	27,867	21,829	30,043	41,889	30,364	38,598	23,304	38,47	52,285	33,743
2008	61,154	58,282	59,444	27,886	22,045	30,67	41,777	30,832	39,597	23,796	38,976	52,619	33,56
2009	61,687	59,034	60,937	27,921	22,262	31,301	41,666	31,328	40,601	24,293	39,491	52,969	33,378
2010	62,218	59,783	62,412	27,973	22,48	31,938	41,555	31,83	41,616	24,798	40,013	53,336	33,196
2011	62,746	60,528	63,865	28,04	22,7	32,58	41,444	32,336	42,637	25,31	40,544	53,72	33,015
2012	63,272	61,268	64,768	28,123	22,849	33,227	41,332	32,846	43,693	25,704	41,082	54,12	32,834
2013	63,793	62,002	65,572	28,223	22,999	33,878	41,222	33,36	44,756	26,101	41,627	54,537	32,654
2014	64,312	62,731	66,368	28,338	23,149	34,534	41,111	33,878	45,826	26,502	42,18	54,969	32,504
2015	64,828	63,446	67,155	28,47	23,3	35,193	41	34,4	46,9	26,908	42,74	55,4	32,385
2016	65,341	64,149	67,933	28,619	23,459	35,856	40,91	34,926	47,961	27,317	43,307	55,831	32,296
2017	65,85	64,839	68,7	28,784	23,625	36,522	40,841	35,455	49,005	27,73	43,88	56,261	32,237
2018	66,355	65,514	69,446	28,965	23,799	37,191	40,793	35,988	50,032	28,153	44,46	56,691	32,209
2019	66,856	66,177	70,172	29,164	23,981	37,861	40,766	36,528	51,042	28,585	45,046	57,119	32,21
2020	67,354	66,825	70,877	29,38	24,171	38,534	40,76	37,074	52,033	29,028	45,638	57,546	32,242
2021	67,847	67,46	71,56	29,613	24,369	39,207	40,775	37,628	53,005	29,48	46,235	57,972	32,303
Moyenne	62,429	59,7554545	62,3567727	28,321	22,8678636	32,5043636	41,5539545	32,5564091	42,3161818	24,778	40,4286818	53,7945455	33,1858182
Moyenne Globale													41,2960035

Source : Banque Mondiale, WDI

Annexe 11: Taux d'urbanisation à la CEMAC

	Cameroun	Centrafrique	Congo	Gabon	Guinée Equatoriale	Tchad
2000	45,542	37,639	58,695	78,879	49,092	21,637
2001	46,139	37,72	59,156	79,633	50,832	21,67
2002	46,738	37,802	59,617	80,368	52,573	21,702
2003	47,338	37,884	60,076	81,083	54,307	21,735
2004	47,94	37,966	60,533	81,778	56,033	21,768
2005	48,541	38,069	60,988	82,452	57,74	21,801
2006	49,143	38,193	61,441	83,107	59,431	21,834
2007	49,746	38,339	61,893	83,742	61,1	21,868
2008	50,35	38,506	62,346	84,359	62,745	21,901
2009	50,954	38,694	62,8	84,955	64,358	21,934
2010	51,559	38,904	63,256	85,533	65,94	21,985
2011	52,164	39,135	63,712	86,092	67,488	22,054
2012	52,769	39,388	64,169	86,634	69	22,142
2013	53,373	39,663	64,627	87,156	69,544	22,248
2014	53,976	39,959	65,085	87,651	70,083	22,372
2015	54,578	40,277	65,543	88,118	70,616	22,515
2016	55,179	40,618	66,001	88,559	71,138	22,677
2017	55,777	40,98	66,459	88,976	71,646	22,858
2018	56,374	41,364	66,916	89,37	72,143	23,059
2019	56,968	41,77	67,373	89,741	72,627	23,279
2020	57,56	42,198	67,829	90,092	73,1	23,52
2021	58,148	42,648	68,283	90,423	73,561	23,781
	51,8570909	39,4416364	63,4908182	85,3955	64,3225909	22,2881818
						54,4659697

Source : Banque Mondiale, WDI

Annexe 12 : Evolution du Taux d'urbanisation à la CEDEAO

Pays	Burkina Faso	Benin	Cape Vert	Cote d'Ivoire	Gambie	Ghana	Guinée	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Nigeria	Sénégal	Sierra Leone	Togo
2000	17,844	38,333	53,435	43,155	47,868	43,929	30,869	36,243	28,356	16,186	34,84	40,32	35,626	32,907
2001	18,54	38,65	54,291	43,568	48,775	44,601	31,144	36,622	29,075	16,26	35,669	40,464	35,867	33,356
2002	19,258	39,036	55,146	43,983	49,683	45,275	31,42	37,004	29,806	16,255	36,508	40,607	36,109	33,809
2003	19,996	39,536	55,997	44,399	50,555	45,951	31,698	37,387	30,547	16,251	37,356	40,898	36,352	34,265
2004	20,757	40,039	56,846	44,817	51,288	46,63	31,977	37,772	31,3	16,247	38,212	41,306	36,596	34,724
2005	21,537	40,543	57,689	45,234	52,02	47,308	32,257	38,157	32,06	16,242	39,074	41,714	36,919	35,185
2006	22,339	41,049	58,529	45,652	52,751	47,988	32,539	38,545	32,832	16,238	39,943	42,124	37,303	35,649
2007	22,996	41,558	59,363	46,071	53,481	48,669	32,822	38,934	33,612	16,234	40,819	42,535	37,689	36,116
2008	23,534	42,069	60,194	46,491	54,211	49,351	33,106	39,325	34,403	16,229	41,702	42,947	38,077	36,587
2009	24,079	42,58	61,016	46,91	54,937	50,031	33,391	39,716	35,2	16,225	42,588	43,359	38,466	37,058
2010	24,633	43,093	61,821	47,33	55,662	50,713	33,678	40,111	35,999	16,221	43,48	43,773	38,856	37,533
2011	25,196	43,608	62,322	47,751	56,384	51,394	33,966	40,508	36,799	16,216	44,366	44,188	39,248	38,032
2012	25,767	44,125	62,821	48,172	57,105	52,073	34,255	40,908	37,599	16,212	45,246	44,603	39,642	38,546
2013	26,346	44,642	63,317	48,593	57,82	52,748	34,545	41,31	38,398	16,208	46,118	45,019	40,036	39,061
2014	26,934	45,166	63,81	49,014	58,528	53,419	34,836	41,715	39,196	16,219	46,982	45,436	40,432	39,579
2015	27,53	45,695	64,3	49,444	59,228	54,086	35,141	42,123	39,991	16,247	47,838	45,862	40,829	40,1
2016	28,134	46,229	64,784	49,881	59,918	54,749	35,46	42,533	40,783	16,29	48,683	46,296	41,228	40,628
2017	28,743	46,768	65,261	50,326	60,599	55,407	35,793	42,945	41,572	16,35	49,519	46,74	41,636	41,162
2018	29,358	47,312	65,732	50,779	61,27	56,06	36,14	43,36	42,356	16,425	50,344	47,192	42,055	41,702
2019	29,98	47,861	66,195	51,239	61,931	56,707	36,5	43,777	43,136	16,517	51,157	47,653	42,484	42,248
2020	30,607	48,415	66,652	51,706	62,582	57,349	36,875	44,196	43,909	16,626	51,958	48,122	42,923	42,8
2021	31,24	48,972	67,102	52,18	63,222	57,985	37,264	44,617	44,677	16,751	52,746	48,6	43,372	43,358
Moyenne	24,788545	43,421773	61,210136	47,577045	55,900818	51,019227	33,894364	40,354909	36,436636	16,302227	43,870364	44,079909	39,170227	37,9275
Moyenne Globale														41,139549

Source : Banque Mondiale, WDI

Annexe 13 : Evolution des IDE entrants (en % du PIB) à la CAE

Country Name	Burundi	Kenya	Rwanda	Uganda	Tanzanie
2000	1,34215199	0,87289597	0,39176238	2,59476175	3,46442642
2001	-0,0013049	0,04083336	0,94123587	2,59388837	4,04421101
2002	0	0,21006225	0,07634238	2,98852729	2,79710191
2003	0	0,54841253	0,21991836	3,06033195	2,09140771
2004	0,00488286	0,28619426	0,32415909	3,72085076	2,6537594
2005	0,05234042	0,11320206	0,27145548	4,11082607	5,08461466
2006	0,00248111	0,19621954	0,92353752	6,45705805	2,16111446
2007	0,03688581	2,28124317	2,02258149	6,6565973	2,66216968
2008	0,23781629	0,26629133	1,97576661	5,04737194	4,94701155
2009	0,0195573	0,27453423	2,09235763	3,34916155	3,27568838
2010	0,03841191	0,39216452	3,53167549	2,03900469	5,66372831
2011	0,15005671	3,09471208	1,62943392	3,20860604	3,54720833
2012	0,02592504	2,44725935	3,52407695	4,41438587	4,53877028
2013	4,76125054	1,81417081	2,99084612	3,79031703	4,56925782
2014	3,0212027	1,20220892	3,81306898	3,24589608	2,83416996
2015	1,59867294	0,88380036	1,89806483	2,27760507	3,17870257
2016	0,0020998	0,62759146	3,2188614	2,14253048	1,73592621
2017	0,01166798	1,64085111	2,96153575	2,61088917	1,7586058
2018	0,03698126	0,83268643	3,79771397	3,20512811	1,7044106
2019	0,04055695	0,46816259	2,54117441	3,60332476	1,99100016
2020	0,31981103	0,4234825	0,98106583	2,32389436	1,09740566
2021	0,28412085	0,4199014	1,91408586	2,8182044	1,35880351
Moyenne	0,54479857	0,8789491	1,91094183	3,4663255	3,05270429
Moyenne Globale					1,70025375

Source : Banque Mondiale, WDI

Annexe 14 : Evolution des IDE entrants (en % du PIB) à la SADC

Pays	Afrique du Sud	Angola	Botswana	Comores	Eswatini	Lesotho	Madagascar	Maurices	Mozambique	Namibie	RDC	Seychelles	Zimbabwe
2000	0,6384249	9,6238663	0,9877002	0,0266666	5,2159232	3,6517988	1,7919238	5,6964052	2,4626651	5,0060772	0,4934523	3,9563827	0,3467884
2001	5,3683571	24,009117	0,5588845	0,302742	1,9014921	3,596348	1,7111719	-0,599865	4,7315411	10,663503	1,3742848	10,404018	0,0560688
2002	1,1463522	11,40619	7,5015281	0,1010467	6,4895607	3,6595993	0,2739652	0,6624883	6,1168334	4,4051245	2,1493798	6,8410752	0,408381
2003	0,3974902	20,081014	5,5652813	0,1450476	-2,738912	3,7955584	0,2020257	1,0767659	5,3415438	1,3216536	4,3776424	8,2790339	0,0663455
2004	0,2742001	9,3292434	4,3638366	0,1061313	2,5119109	3,6837014	1,0446898	0,2112033	6,2312418	3,3825781	3,9721629	4,5292446	0,1498554
2005	2,2578088	-3,526655	4,2429491	0,0854737	-1,442685	1,631137	1,458008	0,6438373	1,433069	5,3784436	1,5044526	8,7835332	1,786206
2006	0,2051241	-0,072001	4,9088147	0,1114526	3,6772446	1,3511589	4,6074921	1,5188654	2,7366752	7,6257761	1,772085	13,828529	0,7347678
2007	1,9775675	-1,368762	4,6808135	0,966722	1,0807124	4,4955553	9,2601155	4,1810804	3,9871361	7,5703479	10,802367	17,021108	1,3019775
2008	3,1268574	1,8963151	4,8544348	0,5078936	3,2096653	0,62315	10,577931	3,7808884	5,1082307	8,7183093	8,7262734	18,592382	1,1685569
2009	2,3121818	3,136662	2,0625479	1,5286612	1,8351454	5,2474697	13,448543	2,8117551	7,8064764	9,2747142	-1,304135	19,855097	1,086305
2010	0,884902	-3,950098	1,728055	0,9196699	3,0562556	0,4256784	9,1386713	4,2978403	11,332669	2,5152704	12,716014	16,474828	1,0180217
2011	0,9033774	-2,763035	1,9403981	2,2596767	2,0476781	2,3715905	7,0597921	3,7620786	25,476645	6,4167912	6,1766246	13,439396	2,4415115
2012	1,0649225	-1,171719	1,0503976	1,0213383	0,5418975	2,2865312	7,0368054	5,0478548	34,463703	7,9861587	9,8668687	57,877246	2,0441313
2013	2,053581	-5,337281	0,4704174	0,3791035	1,7790014	2,1304022	4,5546454	2,3864815	39,456203	6,4523442	5,1946116	4,3136384	1,9540601
2014	1,5193274	2,6649638	3,3302036	0,407499	0,5829261	3,8696027	2,9775113	3,4844529	28,216164	3,5831712	4,1760296	7,8089432	2,4251726
2015	0,4387358	11,497702	2,7977349	0,5110299	0,7751954	8,7515034	2,8972772	1,8026979	24,251529	7,4006685	3,0743422	7,4783544	1,9996874
2016	0,6846126	-0,360184	0,9449485	0,3524584	0,7036667	3,7473278	4,5646081	3,0074634	26,205496	3,3457119	2,5107841	2,7414718	1,6692744
2017	0,539674	-10,72495	1,6179583	0,3637766	-1,309289	1,8280669	3,5279715	3,5001682	17,543363	2,1750573	2,7564433	7,9104436	1,7468845
2018	1,3780351	-8,299051	1,678938	0,47715	0,6672935	1,6007103	4,447928	3,1251416	11,303575	1,7129927	2,9590426	18,802322	2,1017211
2019	1,3167768	-5,913333	0,5606584	0,359894	2,8467943	1,4561073	3,3627983	3,0761075	21,957898	-1,407106	2,6093144	15,0727	1,1428056
2020	0,9340547	-3,480978	0,2130411	0,3161959	1,1066565	1,2549966	2,7465714	1,970591	22,724251	-1,505851	3,0750785	13,884422	0,6990335
2021	9,8555271	-6,461186	0,3131187	0,3153458	2,5611195	-0,495654	2,0740849	2,1960995	33,564538	3,3181988	3,3785001	10,787472	0,5850996
Moyenne	1,7853587	1,8279927	2,5623936	0,5256807	1,6863297	2,7710155	4,4892968	2,6200182	15,565975	4,7881789	4,1982554	13,121893	1,2242116
Moyenne Globale													4,3974307

Source : Banque Mondiale, WDI

Annexe 15 : Evolution des IDE entrants (en % du PIB) à la CEMAC

	Cameroun	Centrafrique	Congo	Gabon	Guinée Equatoriale	Tchad
2000	1,5114448	0,0969783	-3,040393	5,4731254	14,770537	8,2946967
2001	-0,106527	0,5558255	-4,844261	-2,002989	64,3841	26,879515
2002	4,0689844	0,5666566	6,5945648	0,0217546	17,899145	46,275239
2003	2,0969437	0,9892188	6,2801454	1,5305226	27,760575	25,982919
2004	0,361118	1,1867705	1,9016205	4,040694	7,7291472	10,554119
2005	1,2486084	0,7549176	12,049846	3,4036236	9,3600053	-1,494028
2006	0,2827395	2,3716364	18,445979	2,5931003	4,6547829	-3,747815
2007	0,7922906	3,3386058	16,216554	5,2572222	9,5070213	-3,718496
2008	0,0757547	5,8748633	16,721	4,4537648	-4,019628	4,4846874
2009	2,6716694	2,0450988	12,228886	5,2475707	10,887955	4,0352055
2010	1,949524	2,8712894	11,577296	3,6454045	16,758158	2,93398
2011	2,1327038	1,5138932	1,9078347	6,1697851	9,2474042	2,3159122
2012	1,7488403	2,7901045	-0,391399	3,9447234	4,4007557	4,6880892
2013	1,622968	0,1095326	10,4621	1,8415386	2,6559437	4,0158978
2014	1,9948432	0,1833958	16,139771	6,9386468	0,7712919	-4,84583
2015	2,1556402	0,176905	35,994499	0,289977	1,7695584	5,110703
2016	1,9633494	0,39759	0,4952247	8,8681536	0,4803819	2,4231283
2017	2,2562096	0,3324126	39,810945	8,8015695	2,4983971	3,6336727
2018	1,9139818	0,8106126	31,567222	8,1759894	3,0241845	4,1007532
2019	2,5831963	1,1525297	-11,19719	9,2040984	3,9799524	5,0078779
2020	1,6559561	1,4933977	-18,91777	11,208351	5,24692	5,2045906
2021	1,874758	1,1990541	27,612933	8,0864464	4,0025691	4,7722126
Moyenne	1,6752272	1,4005131	10,346155	4,8724124	9,8985981	7,1321378
Moyenne Globale						5,8875072

Source : Banque Mondiale, WDI

Annexe 16 : Evolution des IDE entrants (en % du PIB) à la CEDEAO

	Benin	Burkina Faso	Cape Vert	Cote d'Ivoire	Gambie	Ghana	Guinée	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Nigeria	Sénégal	Sierra Leone	Togo
2000	-0,363491	0,7784582	6,3428242	1,415782	5,5587104	3,3293034	0,3319132	0,1892426	2,0372085	0,7033429	1,6417393	1,3577446	6,1334202	3,540361
2001	0,4565882	0,1964367	1,6001307	1,6220773	5,1614119	1,6805553	0,0592698	0,1007621	6,0258971	0,9224209	1,6355262	0,6927573	0,9019746	4,8985295
2002	-0,462423	0,4148159	2,3785442	1,1774449	7,406491	0,9556738	1,0168807	0,8485393	-0,316549	0,2813407	1,9715834	1,1802444	0,8308524	3,3870259
2003	0,1988703	0,6142993	4,8221342	0,7782443	3,7517996	1,7917154	2,2912327	0,8389217	1,5383302	0,5459244	1,9146201	0,9864582	0,6216616	2,1633815
2004	-0,658689	0,2631903	7,312718	1,2036278	5,7725661	1,5681142	2,6929206	0,3600389	1,5582881	0,6491597	1,380374	1,3653465	4,2217306	3,5384045
2005	-0,13382	0,8481459	8,28123	1,4521812	5,2204109	1,3492265	3,5749893	1,480756	2,5655311	1,1350676	2,8362946	1,5255131	5,497242	4,2079474
2006	-0,175765	1,2806457	11,876436	1,3882317	7,798791	3,111459	2,9620718	3,0196083	2,1478242	0,8474975	2,0357531	2,4777083	3,1228456	3,8866023
2007	1,7038697	0,2847179	12,67411	1,5431166	6,1025656	5,5710753	6,1430286	2,6933314	2,5297383	1,7285863	2,1691957	2,5114566	4,4229933	2,3438186
2008	0,4925629	0,3511697	11,795719	1,3744187	4,5328493	9,466664	5,483489	0,7636973	2,7190506	3,8790311	2,4137396	2,7040471	2,1191755	1,5312069
2009	-0,193122	0,5994689	7,4218522	1,1733907	2,7202431	9,1083006	1,3552374	2,275581	6,3449381	8,6208902	2,9002494	2,0529953	4,5001919	1,3702561
2010	0,5611447	0,3844922	6,9835718	1,0260625	2,4066008	7,8495779	0	3,087524	3,4795261	10,146691	1,6420732	1,6877835	9,2475476	3,6467563
2011	1,5084405	1,1907449	5,4796897	0,8229542	2,5592165	8,255744	14,090504	2,2752885	4,2852715	12,164505	2,1331184	1,9010699	32,301196	18,81778
2012	2,5270578	2,6214597	7,3492504	0,909737	2,9104789	7,98266	7,9282065	0,6696765	3,1975673	8,9236785	1,5237824	1,5636801	19,00246	3,1371518
2013	2,8786375	3,6476676	4,8256628	0,9532036	4,968005	5,1366502	0,0022682	1,8774438	2,325365	7,0351653	1,0695394	1,6458176	8,7324108	4,2483544
2014	3,0542099	2,5625514	9,7096586	0,8995289	1,8718853	6,1394936	-0,840221	2,7350744	1,0039363	7,5759114	0,8174784	2,0361311	7,4791191	1,180776
2015	1,3150118	1,9599272	6,016499	1,0791502	5,2225555	6,4613282	0,6057679	1,772083	2,1024837	5,4676177	0,6215015	2,3019494	5,9837012	6,1676223
2016	1,1148813	3,0438034	7,5953906	1,2047967	4,7036993	6,2055063	18,828009	1,206246	2,5415325	2,8977447	0,8533959	2,4811031	3,7691759	-0,767758
2017	1,581705	0,018237	6,3121506	1,8899977	4,2752408	5,3884869	5,5942717	1,1621585	3,6493426	3,0282307	0,6421829	2,8018536	11,123512	1,3847092
2018	1,3607357	1,6891996	5,2257076	1,0693242	4,8965369	4,4414071	2,9751126	1,3667025	2,7373853	3,6384934	0,1838215	3,6676269	6,1306981	-2,544539
2019	1,5162078	1,0073464	4,532842	1,4501016	3,919441	5,6774528	0,3302868	4,977547	4,9715223	5,5522017	0,5143934	4,5534912	7,3955509	4,7877926
2020	1,1118388	-0,550798	2,9451815	1,162074	10,461284	2,6780372	1,2438429	1,4660102	3,0738032	2,6240468	0,5518935	7,5354265	3,3251584	-0,781646
2021	1,413539	0,6959928	4,6111685	1,9735579	12,35383	3,3685534	1,2280154	1,4534625	3,4464766	5,0590117	0,7515784	8,0791778	5,4004275	1,5438276
	0,9458178	1,0864533	6,6405669	1,2531365	5,2079369	4,8871357	3,5407771	1,6645316	2,9074759	4,2466618	1,4638107	2,595881	6,9210475	3,2585619
														3,3299853

Source : Banque Mondiale, WDI

Annexe 17 : Résultats des estimations de l'analyse des effets de la triple dimension d'attractivité des IDE dans les pays de l'Afrique Subsaharienne

Variables	**GMM en différence**		**GMM en Système**	
Variable endogène : IDE	Coefficients	Probabilité	Coefficients	Probabilité
Variables exogènes :				
IDE_{it-1}	0.1030	0.000	0 .4940	0.000
$SPOL_{it}$	0.55360	0.034	0.25507	0.054
$EFFGV_{it}$	2.0874	0.000	0.8650	0.000
$TPIBH_{it}$	0.0376	0.000	0.0665	0.000
$OUVCOM_{it}$	-0.0544	0.000	0.05183	0.000
$TURB_{it}$	-0 .4344	0.000	0.0233	0.000
$CAPHUM_{it}$	2.9656	0.009	0.8242	0.005
$INFRAS_{it}$	0.0045	0.480	0.00387	0.030
Test d'autocorrélation sérielle d'Arrelano - Bond				
Autocorrélation, AR(2)	Z=-1.34	0.179	Z=1.39	0.651
Test de suridentification des instruments de Sargan-Hansen				
Fonction de moment en une étape	Chi2(18) =23.15	0.185	Chi2(21)=27.87	0.144